

2m11.2892.3

Université de Montréal

Le processus de paix au Chiapas ou le précaire équilibre face au vide

par

Annie Tremblay

Département de science politique

Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de  
Maître ès science (M.Sc)  
en science politique

Mars 2001

© Annie Tremblay, 2001



E-SP25.1175

Université de Montréal

Le processus de prise en compte des besoins éducatifs particuliers

1  
2

Année 2000-2001

JA

39

U54

2001

n.018



1001-1011

1001-1011

**Page d'identification du jury**

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Le processus de paix au Chiapas ou le précaire équilibre face au vide

présenté par :

Annie Tremblay

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Président-rapporteur: Philippe Faucher  
Directeur de recherche: Graciela Ducatzenzeiler  
Membre du jury: Jean-François Prud'homme

Mémoire accepté le : .....

## SOMMAIRE

Le but de cette étude est l'analyse du processus de paix au Chiapas depuis 1994, entre le gouvernement mexicain et l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN). Les principales hypothèses sont les suivantes: le conflit chiapanèque est le résultat d'une structure sociale conflictuelle ; l'EZLN a pu s'insérer dans une région particulière du Chiapas, soit la Selva, dû à son développement en marge de l'élite chiapanèque ; le processus de paix est une manière pour les parties de poursuivre leur confrontation par la voie politique ; les intérêts des parties lors du processus de paix varient selon la conjoncture politique ; et le développement d'une paix durable est favorisé par la transition démocratique.

L'étude est fondée sur une recherche documentaire qui a été menée à partir de monographies et d'articles de revues spécialisées. De plus, nous avons utilisé des articles de revues d'actualité et de journaux mexicains. Dans le but d'approfondir la compréhension du cas étudié, nous avons adopté une approche à la fois descriptive et comparative. Nous avons retenu tous les faits significatifs afin d'être systématique et non seulement ceux qui correspondaient à nos attentes.

Les principales conclusions de l'étude sont les suivantes : la rébellion zapatiste est la conséquence de la domination politique et économique de l'élite traditionnelle chiapanèque sur les autochtones. Vers les années quatre-vingts, les canaux traditionnels de médiation entre l'élite et les autochtones se sont fermés suite à un effritement du pouvoir de l'oligarchie, ce qui a suscité l'augmentation de la violence envers les communautés autochtones indépendantes. L'élite chiapanèque n'est pas

disposée à une modernisation des relations politique et économique. L'insertion d'un groupe révolutionnaire dans la région de la Selva a été la conséquence de son évolution particulière: les structures communautaires de la Selva ont été soustraites au pouvoir de l'élite suite à l'influence de l'Église et des groupes de gauches qui ont laissé place à une structure organisationnelle indépendante très enracinée. Le processus de paix au Chiapas depuis 1994 a été inégal : le gouvernement mexicain a négocié avec les zapatistes lorsque la conjoncture politique le lui commandait. Les stratégies de l'EZLN ont également évolué selon les circonstances régionales, nationales et internationales. La transition démocratique et la paix durable sont reliées. La négociation de la paix doit inclure tous les acteurs significatifs et implique une modération idéologique. L'application de la paix durable est ardue selon ce qui a été vécu au Salvador et au Guatemala. Le processus de paix au Chiapas n'est pas strictement régional, il est surtout lié à la problématique de la démocratisation du Mexique.

Enfin, l'analyse du processus de paix au Chiapas va nous permettre de mieux comprendre la politique mexicaine contemporaine. La rébellion zapatiste n'est pas un phénomène déconnecté de la réalité nationale puisque les événements survenus au Chiapas sont fortement liés à l'agenda politique national. L'étude du cas particulier du Chiapas nous permet également de mieux conceptualiser les dilemmes liés à la transition démocratique, notamment celle par pacte de paix, qui ne concerne pas seulement que l'Amérique latine.

## LISTE DES SIGLES

<b>ALÉNA</b>	Accord de Libre-échange Nord-américain
<b>ANCIEZ</b>	<i>Asociación Nacional Campesina Independiente Emilio Zapata</i> (Association nationale paysanne indépendante Emilio Zapata)
<b>ARIC</b>	<i>Asociación Rural de Interés Colectivo</i> (Association rurale d'intérêt collectif)
<b>CIOAC</b>	<i>Central Independiente de Obreros Agrícolas y Campesinos</i> (Centrale indépendante d'ouvriers agricoles et paysans)
<b>CNC</b>	<i>Central Nacional Campesina</i> (Centrale nationale paysanne)
<b>CND</b>	<i>Convención Nacional Democrática</i> (Convention nationale démocratique)
<b>COCOPA</b>	<i>Comisión de Concordia y Pacificación</i> (Commission de concordance et pacification)
<b>CONAI</b>	<i>Comisión Nacional de Intermediación</i> (Commission nationale d'intermédiation)
<b>COPAZ</b>	<i>Comisión de la Paz</i> (Commission de la paix)
<b>COSOVER</b>	<i>Comisión de Seguimiento y Verificación</i> (Commission de suivi et de vérification)
<b>CRN</b>	<i>Comisión para la Reconciliación Nacional</i> (Commission pour la réconciliation nationale)
<b>EPR</b>	<i>Ejército Popular Revolucionario</i> (Armée populaire révolutionnaire)
<b>EZLN</b>	<i>Ejército Zapatista de Liberación Nacional</i> (Armée zapatiste de libération nationale)
<b>FLN</b>	<i>Fuerzas de Liberación Nacional</i> (Forces de libération nationale)
<b>FMI</b>	Fonds monétaire international
<b>FMLN</b>	<i>Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional</i> (Front Farabundo Martí pour la libération nationale)
<b>FZLN</b>	<i>Frente Zapatista de Liberación Nacional</i> (Front zapatiste de libération nationale)

<b>INI</b>	<i>Instituto Nacional Indígena</i> (Institut national indigène)
<b>INMECAFE</b>	<i>Instituto Mexicano del Café</i> (Institut mexicain du café)
<b>LP</b>	<i>Línea Proletaria</i> (Ligne prolétaire)
<b>MINUGUA</b>	Mission des Nations unies au Guatemala
<b>OCEZ</b>	<i>Organización Campesina Emilio Zapata</i> (Organisation paysanne Emilio Zapata)
<b>OIT</b>	Organisation internationale du travail
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>ONU</b>	Organisation des Nations unies
<b>ONUSAL</b>	Mission des Nations unies au Salvador
<b>PAN</b>	<i>Partido de Acción Nacional</i> (Parti d'action nationale)
<b>PECE</b>	<i>Pacto para la Estabilidad y el Crecimiento Económico</i> (Pacte pour la stabilité et la croissance économique)
<b>PNR</b>	<i>Partido Nacional de la Revolución</i> (Parti national de la révolution)
<b>PP</b>	<i>Política Proletaria</i> (Politique prolétaire)
<b>PRD</b>	<i>Partido de la Revolución Democrática</i> (Parti de la révolution démocratique)
<b>PRI</b>	<i>Partido Revolucionario Institucional</i> (Parti révolutionnaire institutionnel)
<b>PRM</b>	<i>Partido de la Revolución Mexicana</i> (Parti de la révolution mexicaine)
<b>PROCAMPO</b>	<i>Programa para el Campo</i> (Programme pour la campagne)
<b>PRONASOL</b>	<i>Programa Nacional de Solidaridad</i> (Programme national de solidarité)
<b>PT</b>	<i>Partido del Trabajo</i> (Parti du travail)
<b>PVEM</b>	<i>Partido Verde Ecologista Mexicano</i> (Parti vert écologiste mexicain)
<b>UAM</b>	<i>Universidad Autónoma Metropolitana</i> (Université autonome métropolitaine)

<b>UNAM</b>	<i>Universidad Nacional Autónoma de México</i> (Université nationale autonome du Mexique)
<b>UP</b>	<i>Unión del Pueblo</i> (Union du peuple)
<b>URNG</b>	<i>Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca</i> (Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque)
<b>UU</b>	<i>Unión de Uniones</i> (Union des unions)



*À mes parents.*  
*À Alberto.*  
*À grand-papa Thomas.*

# TABLE DES MATIÈRES

IDENTIFICATION DU JURY .....	ii
SOMMAIRE .....	iii
LISTE DES SIGLES .....	v
INTRODUCTION .....	1
<b>CHAPITRE PREMIER : SURVOL HISTORIQUE DES CONDITIONS DE DÉVELOPPEMENT DU CHIAPAS; LA MISE EN PLACE DE STRUCTURES CONFLICTUELLES</b> .....	<b>6</b>
1.1. Le Chiapas sous la domination espagnole (1524 à 1810) .....	6
1.2. Des luttes pour l'indépendance du Mexique à la fin du Porfiriato (1810 à 1911): consolidation du pouvoir des élites chiapanèques locales .....	9
1.3. La Révolution mexicaine et le Chiapas (1911 à 1921) ou le triomphe de la contre-révolution chiapanèque .....	14
1.4. La compétition pour les accès au pouvoir et la lutte des élites à la réforme agraire au Chiapas (1921 à 1940) .....	20
1.5. L'État post révolutionnaire et le contrôle des structures communautaires par le PRI (1940 à 1970) .....	23
1.6. L'instauration de nouvelles formes de populisme agraire et le décret de la Selva Lacandona (1970 à 1982) .....	27
1.7. La libéralisation de l'économie mexicaine: l'effet des réformes au Chiapas (1982 à 1994) .....	29

## **CHAPITRE DEUXIÈME : LES ACTEURS SOCIAUX EN PRÉSENCE DANS LA SELVA LACANDONA**

.....	35
2.1. Les autochtones de la Selva : profil socio-économique	35
.....	
2.2. La familia chiapaneca, le contrôle politique et la violence institutionnelle	37
.....	
2.3. Le diocèse de San Cristóbal, la théologie de la libération et la formation d'une nouvelle identité communautaire	41
.....	
2.4. Les organisations révolutionnaires de gauche et la formation d'un mouvement paysan indépendant dans la Selva Lacandona	45
.....	
2.5. L'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN)	54
.....	
2.6. Conclusion : la Selva, un territoire féroce disputé	61
.....	

## **CHAPITRE TROISIÈME : LE PROCESSUS DE NÉGOCIATION ENTRE L'EZLN ET LE GOUVERNEMENT MEXICAIN**

.....	64
3.1. Du soulèvement de janvier 1994 à la fin du mandat de Carlos Salinas de Gortari ou la crise de fin de sexennat (janvier à novembre 1994)	64
.....	
3.2. De la prise de pouvoir de Zedillo en passant par les accords de San Andrés Larráinzar et la poursuite du dialogue ou l'euphorie des négociations (décembre 1994 à août 1996)	69
.....	
3.3. Du bris des négociations à Acteal ou le durcissement des positions (septembre 1996 à décembre 1997)	80
.....	

3.4.	De la non négociation ou la perte de contact entre les parties (janvier 1998 à novembre 2000)	86
3.5.	Épilogue. Fox et l'EZLN; l'établissement d'un nouveau dialogue et la résolution du conflit sont-ils possibles? (décembre 2000 à ...)	94

## CHAPITRE QUATRIÈME : LE PROCESSUS DE PAIX AU CHIAPAS EN PERSPECTIVE COMPARÉE

..... 95

4.1.	Processus de paix et transition démocratique; une relation sine qua non	95
	<i>4.1.1. Théorie de la transition démocratique</i>	95
	<i>4.1.2. La transition par pacte de paix</i>	100
4.2.	Analyse des processus de paix au Salvador et au Guatemala	103
	<i>4.2.1. Pourquoi négocier?</i>	103
	<i>4.2.2. La négociation : la transaction des accords de paix entre les parties</i>	108
	<i>4.2.3. L'application et le suivi des accords de paix ; un processus rempli d'obstacles</i>	117
4.3.	Chiapas; les perspectives de paix	122
	<i>4.3.1. Les pressions pour la reprise des négociations</i>	122
	<i>4.3.2. Les défis du processus de paix au Chiapas</i>	126

CONCLUSION .....	130
BIBLIOGRAPHIE.....	141

ANNEXES .....	146
<b>I</b> L'état du Chiapas .....	146
<b>II</b> Diocèse de San Cristóbal de las Casas .....	147
<b>III</b> 1er janvier 1994; villes prises par l'EZLN .....	148
<b>IV</b> Lieux des rencontres au cours du processus de paix au Chiapas; CONAI – COCOPA – EZLN – Gouvernement fédéral .....	149

## INTRODUCTION

Le premier janvier 1994 devait marquer l'accession du Mexique au «premier monde» avec l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Cependant, ce jour-là coïncida avec la sortie publique d'un groupe de guérilla, l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), qui, avec la prise des villes les plus importantes du Chiapas, a déclaré la guerre à l'armée fédérale et au gouvernement mexicain. Ces guérilleros semblaient se distinguer d'autres groupes révolutionnaires qu'avait connus l'Amérique latine ; ils ne voulaient pas s'approprier du pouvoir, mais demandaient plutôt la démission du gouvernement de Carlos Salinas de Gortari, la tenue d'élections libres, l'amélioration des conditions socio-économiques des autochtones et la fin des mesures économiques néolibérales introduites au Mexique depuis les années quatre-vingts. Le mouvement se réclamait authentiquement autochtone, quoique leur porte-parole n'avait pas les traits d'un autochtone.

Les Mexicains sont alors sous le choc, que pouvait-il bien se passer dans l'état du Chiapas pour que des autochtones prennent les armes suite à la croissance économique, l'avancée certaine des principes démocratiques et la fin de la Guerre froide? De prime abord, le mouvement zapatiste semblait anachronique. Quelles sont donc les causes du soulèvement zapatiste? Comment un groupe de guérilla a-t-il pu se développer dans cette région en particulier ? Quelles ont été les motivations afin d'initier un processus de pourparlers ? Comment s'est déroulé le processus de négociations entre le gouvernement mexicain et l'EZLN depuis 1994? Quelles sont les stratégies de négociation qui ont été adoptées par les principaux acteurs impliqués

dans le conflit? Quel lien y a-t-il entre le processus de paix et la transition démocratique? Quelles sont les perspectives de paix au Chiapas? Ce sont les principales questions auxquelles nous tenterons de répondre.

En premier lieu, avant de pouvoir décrire et analyser le processus de négociations au Chiapas, il est impératif de comprendre le contexte historique et social dans lequel est née la rébellion zapatiste de 1994. Ainsi, nous effectuerons un survol historique des conditions de développement du Chiapas, soit de quelle manière ont été mises en place les structures conflictuelles qui ont provoqué l'émergence d'un groupe de guérilla dans cette région. Il faut mentionner que la période couverte sera depuis le début de la domination espagnole vers 1524, jusqu'à 1994. Nous avons cru essentiel d'effectuer un survol historique de cette envergure afin de comprendre en profondeur l'articulation des relations sociales: la dynamique actuelle a une origine dans l'arrangement du tissu social chiapanèque depuis l'établissement des Espagnols au Chiapas. Nous tenterons également de situer le Chiapas dans le contexte plus général du Mexique, puisque son développement est également lié à celui du pays.

Plus précisément, nous étudierons : les relations entre les divers groupes sociaux du Chiapas au cours de la domination espagnole (1524 à 1810) ; la consolidation des pouvoirs politique et économique de l'élite chiapanèque (1810 à 1911); le triomphe de la contre révolution chiapanèque menée par l'élite (1911 à 1921); la compétition pour les accès aux pouvoirs et la lutte à la réforme agraire (1921 à 1940) ; le contrôle des structures communautaires autochtones par le PRI au Chiapas dans le Mexique post révolutionnaire (1940 à 1970) ; l'instauration de nouvelles formes de populisme agraire et le décret de la Selva Lacandona (1970 à



1982); et les effets au Chiapas des réformes issues de la libéralisation économique conduite au niveau national (1982 à 1994).

En deuxième lieu, nous tracerons le portrait des principaux acteurs en présence dans la Selva Lacandona. En effet, c'est dans cette région que l'EZLN a eu une meilleure influence et que le conflit a été particulièrement ressenti. Cette analyse permettra de mieux visualiser la dynamique sociale singulière qui prévaut sur le territoire de la Selva Lacandona. Il est essentiel de comprendre comment divers groupes sont entrés en interaction. Nous examinerons les groupes suivants: les autochtones, ou soit les conditions socio-économiques précaires qu'il doivent affronter; l'élite chiapanèque (dénommée également «*la familia chiapaneca*») ou sa lutte inconditionnelle pour conserver le contrôle politique par le biais, notamment, de la violence institutionnelle; l'influence de l'Église catholique par l'intermédiaire de la théologie de la libération et son impact sur la formation d'une nouvelle identité communautaire; l'insertion d'organisations révolutionnaires de gauche au Chiapas, leur expansion et la formation d'un mouvement paysan indépendant de l'État; l'origine de l'EZLN et sa croissance.

Dans un troisième temps, nous analyserons le processus de négociation entre le gouvernement mexicain et l'EZLN, depuis 1994 jusqu'à février 2001. Nous tenterons d'identifier les diverses stratégies adoptées par les parties depuis 1994. Nous avons découpé cette période en cinq moments: du soulèvement de janvier 1994 à la fin du mandat de Carlos Salinas de Gortari (janvier 1994 à novembre 1994); de la prise du pouvoir du président Ernesto Zedillo, en passant par les accords de San Andrés Larráinzar et la poursuite du dialogue (décembre 1994 à août 1996); de la rupture des négociations au massacre d'Acteal ou le durcissement des positions entre

l'EZLN et le gouvernement mexicain (septembre 1996 à décembre 1997) ; la perte de contact entre les parties (janvier 1998 à novembre 2000) ; et, vers la reprise du dialogue ou les efforts du gouvernement de Vicente Fox afin de rétablir le contact avec les zapatistes (décembre 2000 à ...). Ce découpage temporel a été nécessaire afin de faciliter l'analyse du processus de négociation. Chaque période est délimitée par des moments forts qui ont provoqué un changement de la dynamique entre les acteurs en présence, l'EZLN et le gouvernement mexicain. L'analyse sera conduite de façon à mettre en relation les événements qui se sont produits au Chiapas avec ceux qui se sont déroulés au niveau national. Nous ne nous limiterons pas à un simple récit des faits ; nous adopterons plutôt la forme d'une description analytique.

En dernier lieu, dans le but d'approfondir notre compréhension du processus de négociation au Chiapas, nous procéderons via une approche comparée. Nous étudierons le lien entre le processus de paix et la démocratisation : nous aborderons brièvement la théorie de la transition démocratique et un nouveau type de transition, celle par pacte de paix. Par la suite, nous avons sélectionné les cas du Salvador et du Guatemala. Ce sont deux cas récents qui représentent un apport intéressant pour l'analyse du processus de paix au Chiapas en ce qui a trait aux particularités et aux implications de leur processus de paix respectifs. Nous identifierons les motifs qui ont poussé les belligérants à négocier ; la négociation ou le processus de transaction des accords entre les parties ; ainsi que l'application, le suivi des accords et les obstacles auxquels ces deux pays doivent faire face. Enfin, quelles sont les leçons issues des expériences vécues au Salvador et au Guatemala qui serviront au processus de paix et à une éventuelle consolidation de la paix au Chiapas ? À la lumière des cas analysés, nous pourrions effectuer une projection quant aux obstacles, aux

perspectives de paix au Chiapas et son implication face à la consolidation démocratique au Mexique.

## CHAPITRE PREMIER : SURVOL HISTORIQUE DU CHIAPAS : LA MISE EN PLACE DE STRUCTURES CONFLICTUELLES (1524-1994)

### 1.1. Le Chiapas sous la domination espagnole (1524 à 1821)

La géographie du Mexique a joué un rôle déterminant dans le destin du pays, mais elle s'est chargée de faire la vie particulièrement difficile aux habitants de l'état du Chiapas. Depuis l'apogée de la civilisation Maya, le Chiapas (voir annexe I) a été isolé en raison de son territoire accidenté et de conditions climatiques parfois difficiles. De cette manière, les peuples autochtones<sup>1</sup> du Chiapas, contrairement à d'autres régions du Mexique, ont évolué dans des conditions relatives d'isolement au cours de plusieurs siècles. L'arrivée des Espagnols au seizième siècle, n'y apportera aucun changement. Les communautés autochtones présentes au Chiapas étaient caractérisées par leur dispersion, une fragmentation ainsi qu'un retard comparativement à d'autres régions de la Méso-Amérique. Les développements postérieurs de l'état du Chiapas, furent fortement marqués par cette origine.

Du quinzième au dix-huitième siècle, les Espagnols exercèrent des pressions constantes dans le but d'intégrer les autochtones au nouvel ordre mis en place. L'état du Chiapas a une large histoire d'exploitation, de résistance et d'adaptation qui, en général, fut commune à toute l'Amérique latine espagnole, mais avec des particularités régionales et locales<sup>2</sup>. Le Chiapas est resté une des régions les plus autochtones grâce à sa composition sociale et démographique. Les Espagnols ont

---

<sup>1</sup> Pour des fins méthodologiques, précisons que le concept d'*autochtone* sera utilisé lors de cette recherche. Il inclut les termes *indio* (indien) et *indígena* (indigène), indistinctement.

<sup>2</sup> Emilio Zebadúa, *Breve historia de Chiapas*. (México D.F. : Fondo de Cultura Económica ; El Colegio de México ; Fideicomiso de las Américas, 1999), 53.

réussi à y exercer un contrôle traditionnel plus longtemps que partout ailleurs dans la colonie en raison des caractéristiques des communautés autochtones.

Sous le régime espagnol, l'évangélisation des peuples autochtones du Chiapas a été réalisée massivement. Toutefois, ces derniers ont conservé une large part de leurs pratiques religieuses traditionnelles. La résistance des peuples autochtones à un contrôle extérieur fut constante lors de la colonie. En effet, des rébellions eurent lieu lorsque se fermaient les canaux traditionnels de résolution des demandes, particulièrement en ce qui a trait aux pétitions face aux autorités, les litiges judiciaires ou les cas de corruption.

À titre d'exemple, entre 1532 et 1534, des autochtones *chiapanecos* et *zoques* se sont soulevés contre les autorités espagnoles. Par la suite, en 1693, il y eut de fortes protestations dans la ville de Tuxtla contre le gouverneur et, comme résultat, des autochtones y assassinèrent l'*alcalde mayor* ou maire. Enfin, en 1712, s'est déroulée la rébellion la plus violente et la plus importante du temps de la Colonie. Les autochtones se soulevèrent contre les Espagnols, car ils refusaient de payer un nouvel impôt et rejetaient l'exploitation dont ils étaient la cible. La rébellion fut violemment réprimée par des forces militaires espagnoles envoyées depuis le Guatemala et le Tabasco. Il faut mentionner que les formes de résistance autochtone ne furent pas seulement violentes, car les conditions d'isolement de nombreuses communautés éloignées ou difficiles d'accès ont subi une influence moindre des autorités espagnoles.

De plus, le retard du Chiapas en termes de développement, s'est maintenu avec la conquête espagnole. Le Chiapas ne faisait pas partie des routes commerciales de la colonie puisqu'on n'y trouvait pas de richesses minières à exploiter, il y eut une

absence d'investissements importants. L'immigration espagnole vers le Chiapas a été très faible lors de cette période en raison du manque de ressources exploitables, ainsi que des conditions géographiques et climatiques difficiles. À cette époque, les richesses du Chiapas étaient considérées proportionnelles à la force de travail disponible, soit celle des autochtones. Les Espagnols cherchèrent à exploiter au maximum le travail des autochtones en leur imposant des conditions de travail (d'esclavage) extrêmes. La nouvelle économie coloniale du Chiapas s'est développée en majeure partie sous la conduite des *encomenderos*<sup>3</sup> dans un premier temps, des fonctionnaires royaux, par la suite, et, dans quelques cas, via l'influence de prêtres espagnols. Ce sont ces «investisseurs» qui se convertirent en la classe dominante dans la région.

Le développement du Chiapas ne s'est pas déroulé dans des conditions d'isolement complet, même s'il s'est maintenu éloigné des centres économiques de l'empire espagnol. Les changements économiques et sociaux qui sont intervenus au cours des trois siècles qui suivirent, se sont déroulés à un rythme particulièrement lent grâce aux conditions relatives à une société agricole, féodale et paysanne que présentait le Chiapas<sup>4</sup>. Les progrès économiques au cours de la colonie y furent pratiquement imperceptibles : ils se sont même soustraits aux cycles économiques mondiaux. Cet isolement relatif a permis aux propriétaires terriens du Chiapas de consolider et d'augmenter leur pouvoir, ainsi que leurs richesses.

Toutefois, au cours de la seconde moitié du dix-huitième siècle, le contrôle que la couronne espagnole exerçait sur ses colonies transatlantiques s'est peu à peu

---

<sup>3</sup> Propriétaire d'une encomienda, village autochtone qui était attribué aux Conquistadores espagnols en récompense de leurs services.

<sup>4</sup> Emilio Zebadúa, *Breve historia de Chiapas*, 57.

débilité, à mesure que les grandes puissances européennes de l'époque ont réussi à dominer les principales routes maritimes et, par la suite, le commerce mondial. Lors de cette période, l'économie espagnole s'est grandement détériorée sous des pressions démographiques internes et les guerres afin de préserver son empire. L'Espagne dut conduire des réformes fiscales afin d'augmenter ses revenus. Une des mesures adoptées fut d'ouvrir ses colonies au commerce international. La vice-royauté de Nouvelle-Espagne<sup>5</sup> fut touchée en 1779. Cette modification dans la politique économique coloniale espagnole a affecté l'équilibre qui prévalait dans ses territoires outremer. Les liens entre la colonie et la métropole se sont détériorés graduellement à la suite de l'instabilité politique vécue en Espagne. Toutefois, l'élite chiapanèque est restée loyale à la couronne espagnole, quoiqu'elle ait dû trouver de nouvelles sources de revenus.

## 1.2. Des luttes pour l'indépendance du Mexique à la fin du Porfiriato (1810 à 1911) : la consolidation du pouvoir des élites chiapanèques locales

C'est vers 1810, que commencèrent les luttes pour l'indépendance du Mexique avec le soulèvement dirigé par de nombreux *criollos*<sup>6</sup>, commerçants, militaires et le prêtre de la paroisse de Dolores, Miguel Hidalgo y Costilla, dans la riche zone agricole et minière du Bajío. L'élite du Chiapas a vu ce soulèvement d'un mauvais œil, particulièrement car il acquit très rapidement un caractère ethnique et populaire, avec plus de 80 000 partisans. Le mouvement fut rapidement réprimé en

---

<sup>5</sup> À la fin du dix-huitième siècle, la Nouvelle-Espagne représentait une des possessions les plus riches de la couronne espagnole avec une population d'environ six millions d'habitants, un tiers des sujets des colonies espagnoles. La Nouvelle-Espagne incluait le Mexique, le sud-est des États-Unis et comme entité politique autonome, la Capitainerie générale de Guatemala, qui incluait le Chiapas.

1811. Un autre prêtre, José María Morelos de Pavos, natif de Michoacán, prit la relève. Ce fut lui qui rapprocha le plus la lutte à l'indépendance du Mexique de l'état Chiapas. Il provoqua la panique au sein de l'élite de Ciudad Real<sup>7</sup> lorsqu'il occupa la ville de Oaxaca.

À cette époque, un vent de libéralisme souffla sur le Chiapas, mais le contrôle traditionnel conservateur fut rapidement restauré. En 1820, il y eut un rétablissement de l'ordre libéral en Espagne. Alarmés par cette nouvelle, les conservateurs de la Nouvelle-Espagne récupèrent l'idée de l'indépendance afin de conserver l'ordre interne traditionnel de la vice-royauté. L'indépendance du Mexique fut proclamée en septembre 1821. L'élite conservatrice chiapanèque suscita alors l'annexion du Chiapas au Mexique. Cependant, quelques factions de l'élite chiapanèque résistèrent à cette incorporation jusqu'à l'offensive de Mexico qui, le 14 septembre 1824, convertit le Chiapas en un état du Mexique.

Il est intéressant d'examiner la composition sociale du Chiapas au début de cette période. Le recensement de 1814 a comptabilisé environ 130 000 habitants dans la province de Chiapas, dont 105 000 étaient autochtones (81%), 21 500 *mestizos*<sup>8</sup> ou *ladinos* (16%) et environ 3500 Espagnols (3%)<sup>9</sup>. À cette époque, la classe dominante était composée par les Espagnols ou leurs descendants et dans une proportion croissante de *mestizos* présentant un degré divers de métissage. Le niveau de richesses de la classe dominante (indépendamment de ses sources de revenus) déterminait son appartenance aux cercles de l'élite régionale. Les commerçants des

---

<sup>6</sup> Descendants des Espagnols nés dans les colonies.

<sup>7</sup> Qui sera nommée San Cristóbal en 1829.

<sup>8</sup> Métis. Le terme de *ladino* est un synonyme qui était surtout utilisé au Guatemala ou dans le sud du Mexique.

<sup>9</sup> Emilio Zebadúa, *Breve historia de Chiapas*, 83.



principales villes chiapanèques (Ciudad Real, Comitán, Tuxtla et Tapachula) faisaient aussi partie de l'élite, de même que certains fonctionnaires royaux et quelques membres du clergé. Un nombre très restreint de *mestizos* petits commerçants, fonctionnaires de rang moyen, membres intermédiaires du clergé, prêtres de paroisses, éleveurs et artisans faisait partie de ce groupe. On pouvait également identifier une hiérarchie horizontale de l'élite selon la localisation autour des centres les plus importants qui formaient des réseaux d'intérêts régionaux.

Plusieurs décennies de conflits entre libéraux et conservateurs en Espagne créèrent des rivalités entre les diverses élites régionales chiapanèques. Tout le dix-neuvième siècle a été caractérisé par les luttes entre l'élite conservatrice de Ciudad Real et de Los Altos et les *hacendados* et commerçants libéraux du *Valle central* et de ses principaux centres : Tuxtla, Comitán et Chiapa. Les conservateurs favorisaient les méthodes traditionnelles de l'usage de la force de travail (semi-esclavage), tandis que les libéraux préconisaient le «détachement» des autochtones de leurs terres communales afin de disposer d'un bassin de main-d'œuvre. C'est ce débat qui a défini le développement économique du dix-neuvième siècle. Cette lutte culmina en 1892, lorsque les grands planteurs libéraux ont obligé au déménagement de la capitale administrative de San Cristóbal vers Tuxtla Gutiérrez. Avec les années, ils finirent par former avec les éleveurs de Los Altos, la *familia chiapaneca* vouée au maintien du statu quo. Il faut également souligner que le contrôle traditionnel des élites était très vaste et a freiné significativement les progrès économiques. De cette manière, les grands propriétaires terriens ont maintenu le Chiapas en marge de l'économie du reste du Mexique.

La véritable force politique était exercée par les propriétaires terriens et commerçants qui dominaient les principales régions du Chiapas, soit ses terres et ses habitants. L'élite libérale a eu recours à la législation de l'état afin de conduire des réformes en sa faveur. Vers 1827, plusieurs communautés autochtones perdirent leurs terres suite à sa possibilité de commercialisation. De nombreux autochtones ont dû émigrer vers le *Valle central* où ils furent employés comme journaliers ou *peones*<sup>10</sup> au cours des décennies qui suivirent.

Entre 1820 et 1830, la superficie des propriétés de *Los Altos* a doublé ou même triplé dans certaines zones<sup>11</sup>. À partir de 1840, l'expansion des *haciendas* du *Valle Central* s'est accélérée suite à l'introduction de l'élevage, la production de la canne à sucre et, vers la fin de ce siècle, celle du café. Dans le cadre de ces nouvelles activités économiques, l'élite nécessitait une main-d'oeuvre de plus en plus nombreuse. Ainsi, les groupes dominants favorisèrent l'adoption de nouvelles mesures dans le but de libérer les autochtones des liens personnels qu'ils entretenaient avec les propriétaires terriens de *Los Altos*.

Vers 1850, les mesures libérales adoptées ont permis une extension des terres des *haciendas* exerçant des pressions croissantes sur les terres communales autochtones. Des rumeurs de rébellions autochtones commencèrent à se propager au Chiapas. Les autochtones furent violemment réprimés même si cette menace ne s'est jamais matérialisée. En 1869, des groupes d'autochtones attaquèrent divers villages dans les environs de San Cristóbal. En 1870, il s'en suivit de nouveau une brutale répression contre les rebelles.

---

<sup>10</sup> Travailleur soumis au semi-esclavage et au service du *latifundista* ou *hacendado* (propriétaire terrien).

<sup>11</sup> Emilio Zebadúa, *Breve historia de Chiapas*, 105.

Dans plusieurs pays latino-américains comme le Mexique, et en particulier au Chiapas, une part importante de la terre cultivable était sous le contrôle d'entités collectives comme les *ejidos*<sup>12</sup> autochtones, sous l'influence du clergé ou d'*haciendas* peu productives. Dans le but de favoriser une expansion des nouvelles activités agricoles ou d'élevage, en 1856, les Lois de la Réforme ont modifié la législation en termes de tenure de la terre.

Dans les diverses régions du Chiapas, les *caciques*<sup>13</sup> détenaient la majeure partie du pouvoir puisqu'ils dominaient la terre, le commerce, les *peones* et de vastes réseaux de clientèle. En effet, les enjeux correspondaient aux intérêts des *caudillos*<sup>14</sup> régionaux, ignorant les doléances des groupes autochtones. Seule la consolidation du pouvoir central lors du *porfiriato*<sup>15</sup> contribuera à une meilleure intégration du Chiapas à l'économie de la fédération mexicaine et à son insertion au sein de l'économie mondiale. De plus, le renforcement du gouvernement de l'état du Chiapas qui eut lieu au cours des dernières années du dix-neuvième et au tournant du vingtième siècle favorisera une meilleure présence de l'autorité fédérale dans cette région.

À la fin du dix-neuvième siècle, la demande de matières premières et de biens produits au Chiapas a favorisé d'importants investissements pour la constitution d'infrastructures afin de moderniser le commerce. Des voies de transport et des chemins de fer seront notamment construits. Tout juste avant la conclusion du *porfiriato*, on retrouvait également au Chiapas un réseau téléphonique et

---

<sup>12</sup> Terres communales ou terres dont la propriété est d'une communauté autochtone.

<sup>13</sup> Chefs régionaux qui exercent un pouvoir sur les communautés autochtones car ils détiennent le contrôle du commerce, des terres ou de la force de travail d'un territoire donné.

<sup>14</sup> Chefs de guerres locaux.

<sup>15</sup> Règne du dictateur Porfirio Díaz de 1876 à 1911. Lors de cette période, une modernisation de l'économie du Mexique a été conduite, notamment en investissant des fonds publics et

télégraphique qui reliait les principales villes de l'état. Toutefois, les avancées économiques enregistrées n'ont pas eu une origine interne puisque les investissements provinrent principalement de l'étranger et dans une part moindre de gens d'affaires mexicains non chiapanèques.

Le Chiapas a également enregistré une forte expansion de l'agriculture commerciale. Les pressions de nouveaux intérêts économiques nationaux et étrangers ont provoqué un réajustement au niveau de l'équilibre de pouvoir traditionnel. Par conséquent, l'expansion d'*haciendas* sur les terres communales autochtones a causé une détérioration des conditions de vie et de travail de ces communautés. Plusieurs autochtones ont dû quitter leurs terres à la recherche d'un travail salarié ou d'une nouvelle terre à cultiver. On assista alors au peuplement des plantations de la Selva Lacandona où l'exploitation des travailleurs réduits au semi-esclavage était particulièrement rude<sup>16</sup>. C'est ainsi que les patrons de migration des travailleurs agricoles qui, dans une immense majorité, étaient autochtones se sont transformés.

### 1.3. La Révolution mexicaine et le Chiapas (1911 à 1921) ou le triomphe de la contre-révolution chiapanèque

Le 25 mai 1911, Porfirio Díaz démissionne de la présidence du Mexique sous les pressions des groupes révolutionnaires qui réclamaient une réforme agraire ainsi que l'instauration des principes du libéralisme démocratique. Le Chiapas était resté en marge de la révolution triomphante conduite par Francisco I. Madero qui n'y avait pas fait campagne. De nombreux actes de banditisme avaient été perpétrés au nom de

---

privés dans la construction d'infrastructures : routes, chemins de fer, système bancaire, installations portuaires, réseau de communication.

<sup>16</sup> Emilio Zebadúa, *Breve historia de Chiapas*, 130.

la révolution, mais il n'y existait pas de mouvement organisé ou armé qui représentait ces nouvelles forces d'opposition au régime porfiriste, telles celles de Francisco Villa et Emiliano Zapata, comme dans d'autres états de la république mexicaine.

Ni les paysans, ni la bourgeoisie progressiste du Chiapas ne se sont soulevés contre l'ordre social et économique dominant, ni contre les dictatures de Díaz et celle du général Huerta. Les paysans étaient trop divisés aux niveaux géographique et ethnique. De plus, ils étaient trop contrôlés par les propriétaires terriens pour s'organiser et risquer une rébellion armée. Toutefois, l'exaspération des paysans chiapanèques n'avait pas atteint le niveau d'autres états puisqu'ils avaient toujours conservé un certain degré d'autonomie<sup>17</sup>. De plus, la bourgeoisie locale n'avait pas matière à se plaindre puisqu'elle fut favorisée par les progrès économiques lors du porfiriato.

Madero, alors président, tenta d'intervenir personnellement dans la politique chiapanèque en nommant un successeur au gouverneur du Chiapas. Toutefois, l'élite terrienne rejeta le candidat. Il y eut de nombreuses tensions entre les divers groupes qui désiraient prendre le contrôle du gouvernement de l'état. Simultanément, de nombreux autochtones prirent les armes sous les promesses faites par certains propriétaires terriens de recevoir des terres et des exemptions fiscales. Les madéristes matèrent rapidement l'insurrection et rétablirent l'ordre.

Par la suite, en février 1913, au niveau national, le général Huerta conduisit un coup d'état militaire contre-révolutionnaire. Avec l'assassinat de Madero, Huerta devint président. À cette époque, les élites régionales chiapanèques tentaient de préserver la continuité politique et d'éviter les interventions du centre; elles

déclarèrent leur loyauté au général Huerta afin de ne pas subir d'intervention externe. En juillet 1914, sous les pressions de l'offensive constitutionnaliste conduite par Venustiano Carranza, le général Huerta abandonna le pouvoir<sup>18</sup>. L'équilibre traditionnel du pouvoir fut alors rétabli au Chiapas puisque les révolutionnaires (*carranzistas*, *villistas* et *zapatistas*) n'avaient pas de présence organisée réelle dans l'état du Chiapas qui était éloigné du nouvel ordre constitutionnaliste.

Toutefois, le 14 septembre 1914, les militaires constitutionnalistes investirent la capitale du Chiapas, Tuxtla. Les charges publiques municipales et de l'état passèrent sous leur contrôle. Cette invasion de forces politiques externes, l'instauration d'un «gouvernement d'occupation», l'adoption de mesures anticléricales et d'un nouvel ordre libéral furent mal perçus par une part importante de l'élite chiapanèque. De plus, cette dernière réagit négativement au décret de la *Ley de obreros* (Loi des ouvriers) qui abolit la servitude pour dettes (qui était une des pratiques les plus importantes au Chiapas), interdit les *tiendas de raya*<sup>19</sup>, introduit un salaire minimum, la réglementation de la journée de travail et qui responsabilisait le patron afin de fournir une éducation, un foyer ainsi que des soins de santé à ses employés<sup>20</sup>. Cette loi visait à insérer les *ex peones* dans un marché du travail libre ou de leur attribuer une terre et un capital suffisant afin qu'ils soient indépendants des

---

<sup>17</sup> *Ibid.*, 176.

<sup>18</sup> Eduardo Blanquel, «La Revolución mexicana» dans Daniel Cosío Villegas, dir., *Historia mínima de México* (México D.F.: El Colegio de México, 1973), 141.

<sup>19</sup> Magasin, propriété du propriétaire terrien, où les *peones* (travailleurs) se procuraient des articles de première nécessité et des boissons alcoolisées. Les *tiendas de raya* représentaient un cercle vicieux en maintenant le *peón* et ses descendants perpétuellement endettés et condamnés à payer avec sa force de travail.

<sup>20</sup> Thomas Benjamin, «¡Primero viva Chiapas! La revolución mexicana y las rebeliones locales», 187.

caciques régionaux<sup>21</sup>. Le pouvoir est resté entre les mains des carranzistes jusqu'en 1920.

Le 5 janvier 1915, le gouvernement constitutionnaliste promulgua une nouvelle loi agricole pour combattre le *Plan de Ayala*<sup>22</sup> et qui attribuait une dévolution des terres aux paysans qui possédaient des titres de propriétés. Il y eut une matérialisation de ces mesures au Chiapas avec la création de la *Comisión Local Agraria* (Commission locale agraire) qui avait pour but de prendre connaissance des pétitions des paysans en matière de la terre, de juger de la pertinence de la demande et d'attribuer un lopin de terre. Ceci menaçait gravement l'ordre qui soutenait l'exploitation des paysans et *peones* chiapanèques, puisque les communautés autochtones ou paysannes obtenaient des recours de défense légaux. En pratique, il n'y a pas eu de réforme agraire au Chiapas et les pratiques de travail ne changeront pas outre mesure.

Peu à peu, l'ingérence d'un gouvernement externe qui mettait de l'avant des idées contraires à celles des *hacendados* et éleveurs, incarnait une menace pour le maintien de l'ordre traditionnel<sup>23</sup>. C'est ainsi qu'un groupe de propriétaires terriens prit les armes afin de défendre ses intérêts. À ce titre, Benjamin mentionne que ce type de rébellion tentait de faire valoir des objectifs politiques locaux, protéger les intérêts sociaux et économiques et de défendre la société locale de l'invasion

---

<sup>21</sup> Diana Guillén, María Esther Pérez Salas, *Chiapas, una historia compartida*. (México D.F. : Instituto José María Luis Mora, 1994), 233.

<sup>22</sup> Plan proposé en 1911 par Emiliano Zapata, autochtone *nahua* de l'état de Morelos et général de l'armée révolutionnaire du sud lors de la Révolution mexicaine. Ce plan réclamait une réforme agraire sous les thèmes de: *tierra y libertad* (terre et liberté).

<sup>23</sup> Emilio Zebadúa, *Breve historia de Chiapas*, 141.

militaire<sup>24</sup>. Ce ne fut pas un mouvement majoritaire auprès de l'élite chiapanèque, car les propriétaires des plantations de café du Soconusco sont restés en marge, préférant négocier directement avec l'armée constitutionnaliste les questions relatives à l'exportation de café. L'élite de *Los Altos* n'était pas non plus disposée à une nouvelle mobilisation des autochtones craignant de susciter de nouvelles espérances de réformes sociales. Enfin, les propriétaires terriens du *Valle central* étaient sous une étroite surveillance de l'armée constitutionnaliste.

Cependant, les propriétaires terriens des *tierras bajas* avaient une meilleure marge de manœuvre afin d'organiser des groupes mobiles armés de journaliers, *peones* et travailleurs. La *Sierra madre* fut l'axe principal de la *Revolución mapache*<sup>25</sup>. Ils adoptèrent des techniques de la guerre de guérilla afin d'éviter les affrontements directs avec les forces constitutionnalistes, plus nombreuses et mieux armées. Ils luttèrent contre toute forme de réforme agraire et l'extension des droits autochtones<sup>26</sup>. Leur objectif principal était également de chasser les forces étrangères du Chiapas afin de lui rendre sa souveraineté<sup>27</sup>. Au cours des années qui suivirent, ils constituèrent une hégémonie politique et militaire au sein des groupes qui s'opposaient aux troupes carranzistes.

---

<sup>24</sup> Thomas Benjamin, «¡Primero viva Chiapas! La revolución mexicana y las rebeliones locales», 175-176.

<sup>25</sup> Cette contre-révolution eut lieu de 1914 à 1920. Emilio Zebadúa, *Breve historia de Chiapas*, 141. Les rebelles acquirent le surnom de *mapache* (raton-laveur) car ils se déplaçaient la nuit et mangeaient du maïs cru qu'ils volaient dans les *milpas* (lotin de terre où est cultivé le maïs). Thomas Benjamin, «¡Primero viva Chiapas! La revolución mexicana y las rebeliones locales», 188.

<sup>26</sup> Dans les faits, à peine 17000 hectares de terre furent distribués entre les communautés autochtones de la région entre 1915 et 1920. Emilio Zebadúa, *Breve historia de Chiapas*, 143-144.

<sup>27</sup> Thomas Benjamin, «¡Primero viva Chiapas! La revolución mexicana y las rebeliones locales», 190.



En 1919, le général Alvaro Obregón, qui allait chasser sous peu Venustiano Carranza du pouvoir, acceptait de respecter les revendications *mapaches*, si ces derniers l'appuyaient dans son entreprise. Ils présentèrent dix revendications qui se résumaient à des prétentions autonomistes, aux droits de propriétés et sollicitaient une aide du gouvernement fédéral afin de poursuivre le développement économique du Chiapas<sup>28</sup>. L'offre de pacte fut acceptée et la paix fut signée. C'est ainsi qu'après la nomination d'Obregón à la présidence du Mexique, est entré en fonction un gouverneur favorable à l'oligarchie terrienne chiapanèque. Ce dernier décréta que dorénavant il était possible de maintenir des propriétés allant jusqu'à 8 000 hectares. En réalité, en 1930, 29 propriétés étaient supérieures à 10 000 hectares<sup>29</sup>. Le conflit qui avait commencé avec l'intervention de forces extérieures au Chiapas se termina par l'intervention d'Obregón et permit la perpétuation de l'hégémonie des élites locales.

En termes pratiques, ce triomphe de la Révolution *mapache* a permis un maintien des relations sociales traditionnelles au sein de la population chiapanèque. Elles ont poursuivi le rythme qui déterminait les cycles de production agricoles du maïs, du café, du sucre, du coton, de l'élevage ou de la coupe de bois précieux, qui étaient les principaux produits de l'état<sup>30</sup>. Le dénouement de la Révolution fut politique : la propriété des moyens de production n'avait pas changé. La classe propriétaire du Chiapas n'a pas subi les conséquences des révolutions du dix-neuvième siècle, des réformes libérales, ni de la Révolution mexicaine. Au début des années vingt, les communautés autochtones continuaient de cultiver leurs

---

<sup>28</sup> Diana Guillén, María Esther Pérez Salas, *Chiapas, una historia compartida*, 243.

<sup>29</sup> Philip L. Russell, *The Chiapas Rebellion*. (Austin : Mexico Resource Center, 1995), 4.

parcelles de terre d'une manière identique à celle employée depuis des siècles et qui suffisait à peine à combler les besoins de base d'une famille paysanne. Enfin, les rébellions au Chiapas ont montré que la révolution mexicaine ne fut pas globale. Dans un pays aussi vaste et varié comme l'est le Mexique, les effets de la révolution ont été brouillés par le régionalisme chiapanèque<sup>31</sup>.

#### 1.4. La compétition pour les accès au pouvoir et la lutte des élites à la réforme agraire au Chiapas (1921 à 1940)

Avec l'arrivée d'Obregón au pouvoir, les soulèvements militaires ont cessé. Ce dernier travailla afin d'institutionnaliser la vie politique en limitant l'autonomie des *caudillos* locaux et en introduisant au système de nouveaux acteurs dont il avait le contrôle<sup>32</sup>. Le président qui suivit, Plutarco Calles, poursuivit cette tâche.

À la fin de la Révolution, l'établissement d'un nouveau gouvernement dans l'état du Chiapas contribua à rétablir les conditions politiques favorables aux activités des propriétaires terriens et des commerçants chiapanèques. Dorénavant, l'usage de l'appareil administratif s'est converti en un instrument fondamental pour l'exercice du pouvoir politique. Via des mesures légales ou administratives, l'élite chercha à rétablir les termes traditionnels du développement économique du Chiapas<sup>33</sup>. Les propriétaires terriens bénéficiaient également du soutien de l'armée et, par la suite, de ses propres organisations armées, les *guardias blancas* (gardes blanches). Le régime fiscal ne représentait pas non plus une charge pour les propriétaires, puisque les

---

<sup>30</sup> Emilio Zebadúa, *Breve historia de Chiapas*, 148.

<sup>31</sup> Thomas Benjamin, «¡Primero viva Chiapas! La revolución mexicana y las rebeliones locales», 194.

<sup>32</sup> Diana Guillén, María Esther Pérez Salas, *Chiapas, una historia compartida*, 228.

<sup>33</sup> Emilio Zebadúa, *Breve historia de Chiapas*, 150.

autorités faisaient preuve d'une grande tolérance à leur endroit et ne percevaient pas les impôts d'une manière systématique. De plus, les grands propriétaires terriens contournèrent les limites légales en terme de superficie de propriété de la terre, en enregistrant des parcelles de terre au nom de membres de leurs familles.

Cependant, lors de cette période, il y eut l'apparition d'une compétition au niveau de l'accès au pouvoir, car de nouveaux acteurs politiques entrèrent en scène au Chiapas. Dorénavant, ceux qui représentaient des organisations ou qui possédaient une capacité de mobilisation de groupes de personnes ou de ressources économiques et matérielles détenaient un accès potentiel au pouvoir politique. À titre d'exemple, on retrouvait les chefs de troupes militaires, les dirigeants syndicaux<sup>34</sup>, les *caciques* paysans et les autorités publiques fédérales ou de l'état du Chiapas. Cette nouvelle dynamique sociale observée dans les distinctes régions du Chiapas, reflétait une nouvelle composition socio-économique.

Avant 1930, les institutions formelles fédérales étaient très faibles et facilement cooptées par les caciques régionaux<sup>35</sup>. Cependant, la présence croissante du gouvernement a également fourni un nouveau point d'appui pour la classe dominante locale<sup>36</sup>. L'élite a ainsi su s'adapter et lutter efficacement contre ces nouveaux acteurs sociaux et a conservé intact son contrôle politique. Le contrôle rigide sur les communautés autochtones s'est maintenu; seule la forme de domination politique se modifia selon l'origine socio-économique des *caciques* ou des autorités des communautés.

---

<sup>34</sup> Citons notamment l'apparition du *Partido socialista chiapaneco* (Parti socialiste chiapanèque) qui contribuera à la syndicalisation des travailleurs des plantations de café, mais qui, par la suite, a souffert une dure répression des autorités.

<sup>35</sup> Neil Harvey. *The Chiapas Rebellion, The Struggle for Land and Democracy*, (Durham : Duke University, 1998), 52.

À cette époque, l'élite a également été confrontée aux pressions d'une redistribution de la terre. Cette mesure n'a pas touché la propriété privée, mais publique. La concentration de la terre persista puisque les efforts de redistribution étaient limités. Au cours de la présidence de Lázaro Cárdenas (1934 à 1940), l'intervention du gouvernement central augmenta. Toutefois, les efforts de l'administration Cárdenas pour la conduite d'une réforme agraire ont été largement ignorés au Chiapas. Malgré le transfert de 252 882 hectares de terres aux *ejidos*, les grandes propriétés sont demeurées intactes. La plupart des terres qui ont été distribuées avaient été gagnées sur la forêt et non pas sur des terres privées productives<sup>37</sup>. De cette manière, les propriétaires terriens ont continué à dominer l'économie régionale puisqu'ils gardaient le contrôle sur les meilleurs pâturages, le bétail et le capital. Les problèmes sociaux persistèrent, car la plupart des terres transférées étaient de mauvaise qualité. Ainsi, les autochtones durent chercher un supplément à leur revenu en travaillant dans les grandes plantations de café. Cette période d'interventionnisme économique du gouvernement central a permis des changements économiques limités, visibles surtout au niveau de l'accès aux crédits agricoles.

Il y avait effectivement une redistribution des terres, mais en réalité les autorités locales et l'armée travaillaient avec les propriétaires terriens afin de déposséder les autochtones de leurs terres communales. Les autorités ont laissé s'empiler les réclamations des terres pendant des décennies et 30% des réclamations

---

<sup>36</sup> Emilio Zebadúa, *Breve historia de Chiapas*, 153

<sup>37</sup> Il s'agissait à un propriétaire de verser un pot-de-vin aux représentants des autorités pour que sa terre soit oubliée par la redistribution. En fait, plusieurs des terres privées qui avaient été distribuées, avaient été celles de ceux qui avait négligé de soudoyer les dirigeants, Phillip L. Russell, *The Chiapas Rebellion* 5.

au niveau national étaient issues du Chiapas. Le progrès qui aurait pu être fait a toutefois été occulté par l'augmentation de la population. À ce titre, en 1950, une proportion de 30% de la population de la région centrale possédait environ 93% des terres cultivées privées; 50% des habitants de cette région possédait à peine 1% des terres<sup>38</sup>.

C'est également sous la présidence de Lázaro Cárdenas que les masses paysannes ont été incorporées au sein de comités agraires rattachés à la *Confederación Nacional Campesina* (Confédération nationale paysanne, CNC), organe contrôlé par le gouvernement. Lors de cette période, la capacité des paysans de mener à terme la réforme agraire a dépendu grandement de l'équilibre des pouvoirs régionaux et de la bonne volonté du gouvernement fédéral. Au Chiapas, le poids des propriétaires terriens s'est accru en fonction de l'apparition des organisations syndicales fédérales et la réforme agraire a engendré de nouvelles formes institutionnelles de caciquisme<sup>39</sup>.

#### 1.5. L'État post révolutionnaire et le contrôle des structures communautaires par le PRI (1940 à 1970)

Lors de cette période, la politique officielle s'est exprimée à travers du *Partido Revolucionario Institucional*<sup>40</sup> (Parti révolutionnaire institutionnel, PRI) : tous les gouverneurs, présidents municipaux, députés, commissaires des *ejidos* de

---

<sup>38</sup> Emilio Zebadúa, *Breve historia de Chiapas*, 148-149.

<sup>39</sup> Neil Harvey, *The Chiapas Rebellion, The Struggle for Land and Democracy*, 55.

<sup>40</sup> En 1929, fut fondé le *Partido Nacional Revolucionario* qui représentait une union des forces révolutionnaires afin d'éliminer une opposition à l'élection du *Jefe Máximo*, Plutarco Calles (1930-1934) à la présidence. En 1938, le PNR devint le *Partido de la Revolución Mexicana* (PRM). Finalement, le PRM s'est transformé en *Partido de la Revolución Institucional* (PRI) en 1946.

l'état du Chiapas provinrent de ce parti. Les crédits, les appuis matériels ainsi que les demandes d'obtention de terres communales devaient passer à travers des canaux du PRI<sup>41</sup>.

À cet effet, de la Peña a démontré comment des institutions formelles et fragmentées de l'État pouvaient opérer par l'intermédiaire de réseaux informels locaux et régionaux de pouvoir<sup>42</sup>. Au Chiapas, les réseaux sociaux informels (liens de parenté, amitié, complicité, etc.) étaient déjà très importants; ce sont eux qui rendaient possible et sanctionnaient la médiation entre les divers groupes sociaux. En fait, ils représentaient un élément clé afin de comprendre la hiérarchie et la logique de l'organisation politique chiapanèque. Plusieurs auteurs ont identifié la présence d'un intermédiaire (ou médiateur) qui articulait les liens entre les groupes sociaux. Concrètement, citons la présence du *cacique* qui a longtemps joué le rôle de transmettre et d'expliquer aux paysans les consignes et les projets du PRI et du gouvernement aux paysans chiapanèques<sup>43</sup>. Le *caciquismo* est ainsi devenu la pierre angulaire de la structure de médiation qui existait entre divers groupes sociaux dont les intérêts sont contradictoires.

L'existence et la prolifération de caciques intermédiaires indique que ni l'élite, ni l'État n'ont réussi à instaurer une forte centralisation du pouvoir. La médiation culturelle résultait indispensable afin de créer un niveau d'intégration et de consolider le système politique global. L'intermédiaire culturel devint donc «politiquement stratégique». De plus, l'État pouvait recourir à la médiation politique

---

<sup>41</sup> Emilio Zebadúa, *Breve historia de Chiapas*, 164.

<sup>42</sup> Guillermo de la Peña, «*Poder local, poder regional : perspectivas socio antropológicas*» dans Padua, Jorge. Vanneph, Alain (dir.). *Poder local, poder regional*. (México D.F.: El Colegio de México / CEMCA, 1986), 35.

<sup>43</sup> *Ibid.*, 31.

dans le but de minimiser le pouvoir de certaines enclaves autonomes en tentant de les rendre dépendantes de certaines ressources afin de les coopter et de les intégrer au système politique.

Selon cette logique, l'accès aux ressources était normalement nié aux organisations indépendantes puisqu'elles n'appartenaient pas aux réseaux sociaux informels et qu'elles étaient souvent en désaccord avec une subordination de leurs demandes aux conditions imposées par l'État. De cette manière, la force politique de la CNC ne dépendait pas de sa capacité à organiser et à représenter les demandes de ses membres, mais plutôt de sa position dans l'allocation centralisée des ressources. Le droit de libre association a notamment été révoqué par l'institutionnalisation du clientélisme<sup>44</sup>.

Dorénavant, l'État post révolutionnaire ne se contentait plus seulement de coopter des dirigeants autochtones comme sous la présidence de Cárdenas, mais il intégra les structures mêmes des communautés autochtones qui avaient permis pendant longtemps à ces derniers de s'isoler des pressions de la société *ladino*<sup>45</sup>. Les nouveaux intermédiaires fondèrent leurs décisions sur la tradition, au lieu de s'y opposer. Vers 1970, ceux qui s'opposaient au pouvoir des cliques locales étaient bannis des communautés, car ils étaient considérés comme des ennemis de la tradition. De cette manière, on assista à l'apparition d'un groupe de *caciques* autochtones bilingues politiquement affiliés au PRI et aux *ladinos* qui leur permettaient d'accumuler des richesses et des terres à l'intérieur même de leurs communautés. Par conséquent, les communautés étaient protégées des groupes

---

<sup>44</sup> Neil Harvey, *The Chiapas Rebellion, The Struggle for Land and Democracy*, 56.

<sup>45</sup> *Id.*

extérieurs pouvant menacer l'ordre établi, telles les organisations paysannes indépendantes. L'État et le PRI ont pu envahir et contrôler la vie communautaire des communautés autochtones. Jan Rus a étudié ce phénomène dans diverses communautés de Los Altos et l'a nommé: «la création de la communauté révolutionnaire institutionnelle»<sup>46</sup>. Quoique quelques *ejidos* aient été formés au cours de cette période, l'effet politique a été de les lier à la CNC et au PRI. Ainsi, l'abandon graduel de la réforme agraire après 1940 a été très peu contesté.

À cette époque, les agences gouvernementales particulièrement l'*Instituto Nacional Indígena* (Institut national indigène, INI), ainsi que le Département des affaires agraires et de la colonisation, encourageaient les ex peones *Tzeltal* libérés des *haciendas* à migrer à la Selva Lacandona au lieu de confronter les élites autochtones et *ladinos* de Los Altos pour des questions agraires. Après 1970, les *Chamulas* (*tzotziles*) expulsés de leurs communautés suite à des différends religieux, vinrent grossir les rangs des migrants chiapanèques, la majorité d'entre eux s'installa surtout à San Cristóbal.

Entre 1930 et 1970, la Selva Lacandona s'est transformée en valve de sûreté pour les pressions du conflit agraire de l'état du Chiapas<sup>47</sup>. La disponibilité de terres dans cette région a évité au gouvernement de nuire aux intérêts des propriétaires privés, surtout dans les régions densément peuplées d'autochtones. La plupart des colons étaient des travailleurs de plantation ou des paysans qui avaient perdu leurs terres face à l'expansion des propriétés privées.

---

<sup>46</sup> Voir le texte de Jan Rus. «La comunidad revolucionaria institucional: la subversión del gobierno indígena en Los Altos de Chiapas, 1936-1968» dans Mario Humberto Ruz, Juan Pedro Viqueira (dir.), *Chiapas los rumbos de otra historia*. (México D.F. : Universidad Nacional Autónoma de México, 1995).

<sup>47</sup> Neil Harvey, *The Chiapas Rebellion, The Struggle for Land and Democracy*, 63.



Un des résultats de cette migration fut la transformation des structures communautaires dans les nouveaux peuplements. Jusqu'au début des années quatre-vingts, la présence de l'État était moindre dans les communautés des Cañadas de la Selva Lacandona que dans la région de Los Altos. L'Église catholique, représentée par le Diocèse de San Cristóbal de las Casas (voir annexe II) et l'Évêque Samuel Ruiz, ont joué un rôle important dans la formation d'une nouvelle cohésion sociale protégée du PRI et du caciquisme traditionnel. De plus, des organisations extérieures à l'État ont pu pénétrer ces nouveaux peuplements.

#### 1.6. L'instauration de nouvelles formes de populisme agraire et le décret de la Selva Lacandona (1970 à 1982)

Lors des années soixante, le Mexique assista à l'ascension idéologique et politique de la gauche et à l'expression d'un mécontentement populaire et des demandes pour une ouverture démocratique. En 1968, ces contestations connurent une fin abrupte avec la répression du mouvement étudiant. Avec cette intervention violente, l'État subit une perte importante de légitimité. Luis Echeverría, président de 1970 à 1976, a dû faire face à cette crise sociale et économique et a tenté de rectifier le modèle de développement en vigueur lors des années soixante (celui du développement stabilisateur) afin de conserver un contrôle politique et reconquérir un appui populaire.

Echeverría a promu la modernisation des structures économiques par l'intermédiaire d'un populisme agraire. Lors de cette période de nouvelles agences gouvernementales ont été créées afin d'agir comme agents modernisateurs. Toutefois, cette modernisation signifiait une rupture de l'ordre existant au Chiapas. Les

programmes n'ont pas été menés à terme, bloqués par l'élite chiapanèque. Sous la présidence de José López Portillo (1976 à 1982) certaines communautés rurales chiapanèques reçurent de l'équipement agricole. Cependant, cela n'a pas suffi à modifier les structures, les relations et les modes traditionnels de travailler la terre<sup>48</sup>.

Depuis 1917, la Constitution révolutionnaire représentait le fondement de la légitimité politique grâce aux droits garantis aux ouvriers et aux paysans. Dans le monde rural, la réforme agraire était le pilier de cette stabilité. L'explosion de la dette du pétrole en 1980-82, créa la nécessité de la mise sur pied de nouvelles structures d'appui aux producteurs agricoles. Le gouvernement a offert un support considérable au niveau de l'achat de la production agricole dans le sud-est du Mexique, dont le Chiapas. Il est à noter que de 1940 à 1982, il y eut une création significative de mécanismes et l'application de stratégies politique afin d'assurer une paix rurale au niveau national<sup>49</sup>.

Une décret présidentiel est venu perturber grandement les relations dans la Selva Lacandona lors de cette période et jusqu'à la fin des années quatre-vingts. Sous le prétexte de faire justice aux autochtones *lacandones*, le gouvernement mexicain a promulgué, en 1972, l'attribution 614 321 hectares de la Selva Lacandona (ce qui représente environ la moitié de la Selva) à 66 familles *lacandones*. Ce décret impliquait l'expulsion d'environ 4000 familles *tzeltales* et *choles* qui étaient établies dans les Cañadas de la Selva<sup>50</sup>. Ces communautés n'ont pris connaissance de cette résolution qu'en 1974 lorsque la CNC les informa qu'ils devaient quitter leurs terres.

---

<sup>48</sup> Diana Guillén, *Chiapas, 1973-1993, Mediaciones, política e institucionalidad*. (México D.F. : Instituto Mora, 1998), 125.

<sup>49</sup> Neil Harvey, *Rebellion in Chiapas: Rural Reforms, Campesino Radicalism, and the Limits to Salinismo*. (San Diego: Transformation of Rural Mexico no. 5, Ejido Reform Research Project, Center for United States- Mexico Studies, UCSD, 1994), 6.

S'en suivirent presque vingt-cinq ans de lutte pour la conservation de leurs terres. Il faut mentionner que ces nouveaux peuplements de la Selva menaçaient les intérêts des capitaux intéressés par l'exploitation de bois précieux. En effet, cet accord facilitait la coupe du bois en attribuant l'exploitation exclusive d'une partie du nouveau territoire *lacandón* à une société d'État, la *Compañía Forestal de la Lacandona S.A.*<sup>51</sup>.

Legorreta Díaz souligne que les politiques conduites lors de cette période, soit leur influence idéologique ainsi que la nouvelle conjoncture politique au niveau national, ont facilité l'émergence d'un mouvement paysan national qui eut également une expression au Chiapas et particulièrement au sein des nouvelles communautés établies dans les Cañadas de la Selva Lacandona<sup>52</sup>. Ces nouvelles organisations s'occupèrent notamment de lutter contre le décret de 1972.

### 1.7. La libéralisation de l'économie mexicaine : l'effet des réformes au Chiapas (1982 à 1994)

Selon Harvey, les réformes économiques conduites après la crise de la dette de 1982 ont, d'une part, contribué à créer les conditions pour un nouveau cycle d'accumulation du capital et, d'autre part, accéléré l'érosion des sources de légitimation dont disposait l'État. Au cours de cette période, le défi a consisté en une recherche de nouveaux moyens afin de créer des bases d'appui pour un projet économique qui, à court terme, demandait une période d'austérité dans le but d'obtenir d'éventuels gains. Dans un environnement urbain, ces réformes ont été

---

<sup>50</sup> *Ibid.*, 79.

<sup>51</sup> *Ibid.*, 82.

viables en contrôlant l'inflation et en ouvrant les frontières aux importations. Cependant, dans le monde rural les investissements se sont raréfiés. Dans ce cadre, les réformes n'ont pas fourni de nouveaux canaux aptes à la médiation des demandes populaires et ont affecté les sources de légitimité. Les réformes ont impliqué l'abolition des subventions à la production du café et des produits agricoles, la création de nouveaux programmes d'appui aux petits producteurs et l'abandon de la réforme agraire.

Depuis 1958, les petits producteurs de café pouvaient vendre leur production à l'*Instituto Mexicano del Café* (Institut mexicain du café, INMECAFE). Son rôle était d'organiser et de financer la production du café, ainsi que de garantir l'achat et l'exportation de la production. Toutefois, la crise des années quatre-vingts a durement touché l'INMECAFE. En 1988, cette agence gouvernementale avait accumulé un déficit de 90 millions de dollars<sup>53</sup>. Le gouvernement Salinas (1988 à 1994) a alors amorcé son processus de liquidation en 1989, cédant certains de ses actifs à des organisations paysannes.

Lors de la même année, les pays membres de l'Organisation internationale du café n'ont pas réussi à s'entendre au sujet des quotas de production de café, ce qui a eu pour conséquence une baisse de l'ordre de 50% des prix mondiaux. De plus, la surévaluation du peso n'était pas favorable aux producteurs de café puisqu'elle a signifié une baisse des exportations.

Pour le Chiapas, principal producteur de café au Mexique, l'absence de INMECAFE et la baisse des prix des matières premières a favorisé le retour des

---

<sup>52</sup> María del Carmen Legorreta Díaz. *Religión, política y guerrilla en las Cañadas de la Selva Lacandona*, (México D.F. : Cal y Arena, 1998), 53.

intermédiaires privés, les *coyotes*, qui achètent le café directement aux producteurs à un prix significativement inférieur à sa valeur réelle sur les marchés mondiaux. Avec la diminution des revenus et un accès limité aux crédits, beaucoup de petits producteurs autochtones ont connu un cycle d'endettement et de pauvreté. On estime qu'entre 1989 et 1993, les petits producteurs de café ont absorbé une perte de 70% de leurs revenus<sup>54</sup>. Faute de fonds, des milliers d'autochtones chiapanèques ont dû abandonner la production lors de la même période.

Une autre des réformes qui a été conduite lors de cette période fut l'abandon de l'intervention de l'État dans le secteur de la production du grain. Les réformes ont été amorcées sous l'administration de Miguel de la Madrid (1982 à 1988). Les subventions à la production du maïs ont chuté de 13% annuellement après avoir connu une hausse de l'ordre de 12,5% au cours des années soixante-dix<sup>55</sup>. En 1987, a été appliqué le *Pacto para la Estabilidad y el Crecimiento Económico* (Pacte pour la stabilité et la croissance économique, PECE) visant à contrôler l'inflation, qui était de l'ordre de 200% en 1987, et ainsi stabiliser les prix et la dévaluation du peso. Le secteur agraire a grandement souffert de ces nouvelles mesures puisque, par exemple, la valeur réelle du maïs est tombée sous le coût de production ce qui a signifié une baisse de productivité importante pour le Chiapas qui était également le principal producteur de maïs au Mexique.

Sous l'administration Salinas, la Banque mondiale a exercé des pressions dans le domaine de l'agriculture, notamment pour l'adoption de nouvelles structures des prêts agraires. Il y eut la privatisation d'entreprises publiques qui dispensaient des

---

<sup>53</sup> Neil Harvey, *Rebellion in Chiapas: Rural Reforms, Campesino Radicalism, and the Limits to Salinismo*, 9.

<sup>54</sup> *Ibid.*, 11.

prêts et l'élimination des subventions qui permettaient de garantir artificiellement le prix du grain. Un des effet de ces mesures fut l'abandon de la production à petite échelle. Qui plus est, avec l'Accord de libre-échange nord-américain<sup>56</sup> (ALÉNA), le gouvernement mexicain a amorcé la libération graduelle du prix des produits agraires (dont le maïs et le *frijol*<sup>57</sup>), pour qu'ils soient en accord avec les prix sur les cours internationaux. Cette transition vers l'intégration régionale de la production agricole est particulièrement difficile pour les petits paysans qui doivent entrer en compétition avec les producteurs à grande échelle du Mexique, des États-Unis et du Canada dont les coûts de production sont moindres.

En 1993, dans le but d'amortir les effets des réformes économiques, le gouvernement Salinas a initié le *Programa Nacional de Apoyos Directos al Campo* (Programme national d'appuis directs à la campagne, PROCAMPO) afin d'aider les petits producteurs à faire face à la transition économique dans le domaine de l'agriculture en offrant des subventions. Harvey mentionne que dans le cas des producteurs les plus pauvres de la région de Los Altos et de La Selva, les sommes reçues étaient nettement inférieures au coût d'une conversion à la production d'une culture d'exportation. Ils utilisaient ce supplément afin de combler les besoins les plus urgents comme la nourriture, les vêtements ou encore pour l'obtention de soins médicaux<sup>58</sup>. Malgré l'existence de PROCAMPO, les réformes signifiaient à long terme une exclusion des petits producteurs agraires des marchés internationaux.

---

<sup>55</sup> *Id.*

<sup>56</sup> Accord de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique entré en vigueur le premier janvier 1994.

<sup>57</sup> Fève noire qui constitue, avec le maïs, une denrée de base de l'alimentation au Mexique.

<sup>58</sup> Neil Harvey, *Rebellion in Chiapas: Rural Reforms, Campesino Radicalism, and the Limits to Salinismo*, 14.

Les réformes rurales ont aussi vu naître le programme *Solidaridad*<sup>59</sup>, qui a été établi par Salinas en décembre 1988. Les fonds étaient destinés à améliorer l'assistance et les travaux publics avec une part minime destinée aux activités de production. Le Chiapas a reçu plus de fonds que tout autre état de la fédération. Toutefois, Harvey mentionne que les ressources étaient nettement insuffisantes afin d'éliminer la pauvreté. Selon des chiffres officiels datant de 1992, 50% de la population du Chiapas souffrait de malnutrition, il y avait une proportion de 30% d'analphabètes et 62% des enfants n'avaient pas terminé l'école primaire, ce qui représentait les pires taux au niveau national<sup>60</sup>.

Les projets d'amélioration des activités de production couverts par *Solidaridad* avaient un plafond d'investissements très bas permettant ainsi au gouvernement d'atteindre un large bassin de population, mais réduisant leur impact social<sup>61</sup>. De plus, le gouverneur du Chiapas, Patrocinio González Garrido, avait créé un fonds directement sous son contrôle. Ainsi, le déboursement de crédits a favorisé les alliés du PRI et de la CNC et marginalisait les organisations indépendantes. De cette manière, le programme *Solidaridad* a servi au renforcement du contrôle politique du PRI au Chiapas.

Enfin, en janvier 1992, Salinas adopta la réforme à l'article 27 de la Constitution. Un mois plus tard, une nouvelle loi agraire établissant les règles pour le secteur social est entrée en vigueur. Pour le gouvernement, il était nécessaire de réaliser ces modifications dans le but d'attirer des investisseurs privés dans le

---

<sup>59</sup> Originellement connu sous le nom de *Programa Nacional de Solidaridad* (Programme national de solidarité, PRONASOL).

<sup>60</sup> Neil Harvey, *Rebellion in Chiapas: Rural Reforms, Campesino Radicalism, and the Limits to Salinismo*, 17.

<sup>61</sup> *Ibid.*, 17

domaine de l'agriculture et d'augmenter la productivité. Dorénavant, il était permis de vendre, louer ou de diviser en lots individuels les terres communales ou *ejidos*. Les compagnies privées étaient autorisées à acheter ces terres selon les limites de superficie prévues par la loi. De plus, une alliance entre investisseurs et *ejidatarios*, sous le couvert d'une entreprise de risque conjoint (*joint venture*), pouvait être conclue. Enfin, dans le but de garantir la propriété privée, le gouvernement a abandonné la section de l'article 27 qui prévoyait la redistribution de la terre sous demande des paysans.

Les réactions à cette réforme furent multiples. Les grands producteurs agraires ainsi que les gens d'affaires nationaux et étrangers applaudirent la modernisation du secteur agricole. Cependant, pour les paysans et autochtones cette réforme les privait d'un des symboles les plus puissants de la Révolution mexicaine, soit celui de la réforme agricole. Ils craignaient une nouvelle concentration des terres. Dorénavant, seules les communautés qui possédaient un titre de propriété pouvaient réclamer une terre. L'écrasante majorité des communautés autochtones de la Selva ne possédait pas de titre officiel de propriété, ce qui signifiait la perte de l'espérance d'obtenir une terre par la voie légale.



## CHAPITRE DEUXIÈME : LES ACTEURS SOCIAUX EN PRÉSENCE DANS LA SELVA LACANDONA

### 2.1. Les autochtones de la Selva : profil socio-économique

D'entrée de jeu, le Chiapas n'est pas l'état de la république mexicaine qui possède le plus fort pourcentage d'autochtones : le Yucatán a une proportion de 45%; Oaxaca, 39%; Quintana Roo, 32%; et le Chiapas, 26%<sup>62</sup>. Cependant, les régions de Los Altos et de la Selva Lacandona représentent la zone autochtone la plus importante du Mexique. Les autochtones y forment 80% de la population<sup>63</sup>. Dans le reste de l'état du Chiapas, le pourcentage d'autochtones est faible. Cette entité se caractérise par son opposition entre ses régions métisses et autochtones.

Les *Tzotziles*, les *Tzeltales* et les *Choles* sont les principaux groupes linguistiques d'origine maya qui habitent le territoire. La plupart des autochtones qui vivent dans les Cañadas de la Selva Lacandona sont originaires de Los Altos et le flux de migration s'est amorcé vers 1950. Comme nous l'avons vu lors le chapitre précédent, la colonisation de la Selva s'est accélérée suite aux conflits vécus au sein même des communautés de Los Altos. Dans la Selva, les *Choles*, les *Tojolabales* et les *Tzeltales* ont formé de nouvelles communautés composées de membres de divers groupes linguistiques et de plusieurs communautés d'origine. Depuis le début des années soixante-dix, des non autochtones d'autres états du Mexique ont été encouragés à s'établir dans la région afin d'alléger les pressions démographiques et les conflits agraires de ces dits états. Enfin, des Guatémaltèques qui fuyaient la guerre civile se sont également installés dans la Selva.

---

<sup>62</sup> Juan Pedro Viqueira, «Régions métisses et régions indiennes au Chiapas central, essai de chronotypologie», *Cahiers des Amériques latines*, numéro 25, 5.

Au cours de années quatre-vingts, le Chiapas enregistra une véritable explosion démographique. En 1990, le taux de croissance annuel y était de l'ordre de 4,5%, contrairement à la moyenne nationale qui représentait une hausse de 2% sur une base annuelle. Ce taux de croissance était encore plus élevé dans les communautés autochtones, malgré un important taux de mortalité infantile<sup>64</sup>. Il faut souligner que la forte croissance démographique dans la région a contribué à augmenter les pressions sur les terres. Qui plus est, les terres gagnées sur la Selva Lacandona étaient de piètre qualité et se sont épuisées très rapidement, accélérant ainsi la déforestation de la zone.

Au Chiapas, en 1990, le niveau d'analphabétisme de la population de plus de 15 ans était égal à 30%. Les Chiapanèques possédaient le plus bas taux d'années de scolarité, 4 ans, contrairement à 7 ans au niveau national. Au sein de la population autochtone, 11% a conclu le niveau primaire et 7% des études secondaires. Une proportion de 49% des autochtones n'a jamais assisté à l'école<sup>65</sup>. Les régions de Los Altos et de la Selva affichaient les plus hauts taux d'analphabétisme. Une proportion de 30% de la population du Chiapas parlait une langue autochtone, surtout le tzotzil et tzeltal.

En 1990, le Chiapas représentait un énorme potentiel hydroélectrique, agricole, touristique et forestier. Son économie était surtout occupée par le secteur agricole : ce qui représentait 58% de la population active. Les autochtones se consacraient à la production du café, à l'élevage ainsi qu'à la culture des denrées de

---

<sup>63</sup> *Ibid.*, 12

<sup>64</sup> Ángel Robles Ramírez, Jorge Vázquez Gómez, «Agricultura, población y alimentos en Chiapas», dans María Luisa Armendáriz (dir.), *Chiapas, una radiografía*, (México D.F., Fondo de Cultura Económica, 1994), 379.

<sup>65</sup> Melba Pría, «Análisis sobre la educación básica en Chiapas, situación actual y prospectiva»,

base<sup>66</sup>. La plupart des familles vivaient avec un revenu très limité permettant à peine la subsistance. Une proportion de 35% des familles chiapanèques occupaient des maisons n'ayant pas l'électricité, 42% n'avaient pas d'eau courante et 51% des maisons avaient un plancher en terre battue. La population des zones rurales ne disposait pas de services de santé nécessaires, surtout dans les zones de la Selva et de Los Altos. Enfin, le réseau de communication (routes, réseau de télécommunications) était également déficient dans les zones autochtones.

## 2.2. La familia chiapaneca<sup>67</sup>, le contrôle politique et la violence institutionnelle

Les relations politiques du Mexique post révolutionnaire ont été directement liées avec la capacité du groupe au pouvoir de reconstruire l'appareil d'État et d'incorporer les secteurs de la population que la Révolution de 1910 avait libéré. Le contrôle politique s'est alors effectué par l'intermédiaire de réseaux d'alliance et de cooptation ou, dans le cas échéant, à travers la répression. Comme mentionné dans le premier chapitre, au Chiapas, le pouvoir était resté aux mains de l'oligarchie traditionnelle chiapanèque contrairement aux autres états du Mexique où il y avait eu naissance d'une nouvelle élite qui s'identifiait au processus révolutionnaire. Il faut souligner que le Chiapas a assisté à une continuité des élites au pouvoir et non à un retour en arrière<sup>68</sup>.

---

dans María Luisa Armendáriz (dir.), *Chiapas, una radiografía*, 310.

<sup>66</sup> Sergio Mota Marín, «Situación económica de Chiapas», dans Luisa Armendáriz (dir.), *Chiapas, una radiografía*, 331.

<sup>67</sup> Selon l'appellation utilisée par María Dolores Paris Pombo. *Identidades colectivas de las elites en el centro de Chiapas (1971-1993): Tuxtla Gutiérrez y San Cristóbal de las Casas*. (México D.F.: Thèse de doctorat, Facultad latinoamericana de Ciencias sociales, SEDE México, 1997).

<sup>68</sup> Diana Guillén, *Chiapas, 1973-1993, Mediaciones, política e institucionalidad*, 12.

Le contrôle sur la terre et le gens qui la travaillent ont constitué la base du règne économique et politique de l'oligarchie terrienne chiapanèque. Le processus de socialisation de l'élite terrienne incluait une idéologie à caractère raciste et excluant ainsi que la reproduction d'une attitude de repli sur soi qui se reflétait aux niveaux local, régional et de l'état du Chiapas conférant aux divers groupes de la classe dominante sa capacité hégémonique<sup>69</sup>. Au Chiapas, depuis les années trente, ou soit depuis la première redistribution de terres, il y eut un constant processus d'équilibre/fissure suite à la perte graduelle du monopole de la terre et de la force de travail<sup>70</sup>.

Cependant, l'élite chiapanèque a réussi à se soustraire à la tendance au centralisme du système politique mexicain. Cette dernière avait accepté de faire partie du Mexique en mettant à la disposition la fédération les ressources de l'état, mais tout en conservant une zone d'influence qui lui donnait cohésion et force comme entité autonome où s'imposaient des pratiques qui ne correspondaient pas nécessairement aux conditions observées dans les autres états de la république mexicaine<sup>71</sup>. Malgré les mécanismes et structures officiels en vigueur, les accords entre le centre et le gouvernement du Chiapas ont souvent été le produit d'ententes personnelles. Guillén mentionne que cet accord tacite convenait au gouvernement central puisque le Chiapas était une source importante de production du grain et d'énergie au niveau national.

L'autonomie relative du Chiapas a contribué à la monopolisation par l'élite des voies institutionnelles formelles ou informelles d'expression politique. Malgré les

---

<sup>69</sup> María del Carmen Legorreta Díaz. *Religión, política y guerrilla en las Cañadas de la Selva Lacandona*, 125.

<sup>70</sup> *Id.*

avances démocratiques vécues au Mexique au cours des années quatre-vingts et quatre-vingt-dix, on y retrouvait toujours un système de pouvoir privé qui rendait nuls certains droits et garanties démocratiques qui prévalaient au niveau national. La classe dirigeante locale était hostile à l'application des règles de l'État de droit, par exemple à l'égalité devant la justice, car elle désirait conserver sa position privilégiée en se préservant de l'émergence d'institutions représentatives solides<sup>72</sup>. Toutefois, l'élite chiapanèque avait intégré certains groupes marginaux dans la structure du pouvoir afin de s'assurer un contrôle politique étroit. À titre d'exemple, certains autochtones sont devenus d'importants caciques. Tandis que d'autres, tels les futurs membres de l'*Ejército Zapatista de Liberación Nacional* (Armée zapatiste de libération nationale, EZLN) et la majorité des habitants de la Selva, ne semblaient pas avoir été intégrés.

Face aux déséquilibres de pouvoir croissants, les groupes de pouvoir traditionnels ont refusé de dialoguer avec les nouvelles organisations paysannes puisque les demandes menaçaient les bases d'un pouvoir fondé sur la propriété exclusive de la terre, la discrimination ethnique et l'usage de la force<sup>73</sup>. L'oligarchie chiapanèque a continué à exercer le pouvoir comme si elle était le maître absolu de la terre. Le gouvernement de l'état a eu recours d'une manière régulière à la force publique dans le but de maintenir le statu quo. La menace de répression a toujours été latente pour tout opposant (réel ou potentiel) au régime. Les membres de syndicats ou d'organisations paysannes étaient les cibles constantes de violence. Les propriétaires

---

<sup>71</sup> Diana Guillén, *Chiapas, 1973-1993, Mediaciones, política e institucionalidad*, 79.

<sup>72</sup> Guillermo O'Donnell, On the State, «Democratization and Some Conceptual Problems: A Latin American View with Glances at Some Postcommunist Countries», *World Development*, 21, 8, (1993), 1357.

<sup>73</sup> María del Carmen Legorreta Díaz. *Religión, política y guerrilla en las Cañadas de la Selva*

terriens disposaient également de gardes armés privés responsables de protéger leurs intérêts. Ils opéraient en toute impunité dans le cas d'invasion de terres par des autochtones ou encore d'expéditions punitives.

Les membres des partis politiques d'opposition étaient également victimes de violence. À titre d'exemple, en 1979, un militant du Parti communiste mexicain fut assassiné et plusieurs autres furent blessés à Villa de las Rosas. En 1989, dans la municipalité de Zinacantán, des militants du *Partido de la Revolución Democrática* (Parti de la révolution démocratique, PRD) furent attaqués, arrêtés et mis en prison; les autorités leur nièrent l'accès au registre civil et leur suspendirent l'eau courante; ils saisirent leurs maisons et les forcèrent à s'affilier au PRI<sup>74</sup>. Il faut souligner que les cas de violence contre les opposants au régime sont très bien documentés.

Dans ces circonstances, la participation politique a toujours été limitée pour les groupes marginaux. Le Chiapas était une véritable forteresse du PRI qui y obtenait des résultats impressionnants. En effet, ce parti récolta, jusqu'aux élections présidentielles de 1988, 90% et plus des intentions de vote. Il faut souligner que l'abstentionnisme électoral, forme de résistance passive au régime, y était très élevé. Qui plus est, comme de nombreuses entités électorales étaient éloignées et difficiles d'accès, la tâche de superviser le processus électoral y était ardue. Ainsi, il y était possible d'altérer les résultats<sup>75</sup>. Selon les données comptabilisées par Gómez Tagle, lors des élections présidentielles de 1988<sup>76</sup>, le PRI a obtenu 89,2% des intentions de

---

*Lacandona*, 177.

<sup>74</sup> Diana Guillén, *Chiapas, 1973-1993, Mediaciones, política e institucionalidad*, 161-162.

<sup>75</sup> *Ibid.*, 188.

<sup>76</sup> Les élections de 1988 furent les premières dans l'histoire du Mexique où le PRI avait une opposition ayant des chances réelles de remporter le scrutin. Toutefois, elles furent entachées par le spectre de la fraude électorale conduite par le PRI. Le PRD mena par la suite une lutte pour la conduite de nouvelles élections.

vote au Chiapas (il récolta 50,7% des votes au niveau national) et le taux d'abstention a été de l'ordre de 43,7%<sup>77</sup>.

Cependant, les résultats électoraux en faveur du PRI occultaient la perte graduelle d'efficacité des mécanismes alternatifs de contrôle politique. Guillén mentionne que vers 1990, sous l'administration du gouverneur Patrocinio González Garrido, le gouvernement de l'état du Chiapas a substitué les médiations institutionnelles pour l'emploi de la violence<sup>78</sup>. Les scissions au sein des communautés autochtones rendaient de plus en plus difficile la tâche de relier les dirigeants des communautés avec le PRI. De plus, l'effritement des structures de médiation État/société fondées sur un contrôle rigide des divers secteurs sociaux se reflétait dans l'usure de la structure corporatiste et l'abus de la force<sup>79</sup>. La recherche de nouveaux espaces d'expression par des acteurs sociaux autonomes, au cours des années quatre-vingt-dix, a également contribué à la décomposition de l'ordre politique prédominant.

### 2.3. Le diocèse de San Cristóbal, la théologie de la libération et la formation d'une nouvelle identité communautaire

Vers 1940, avec le premier essor de la colonisation de la Selva, le gouvernement mexicain a invité des missionnaires protestants ainsi que des linguistes afin de décourager la perpétuité des coutumes traditionnelles, d'accélérer le processus d'acculturation des autochtones et de faciliter le contrôle politique des nouveaux peuplements. Harvey mentionne que leur rôle fut semblable à celui de l'INI dans Los

---

<sup>77</sup> Silvia Gómez Tagle, *La transición inconclusa; treinta años de elecciones en México*, (México D.F., El Colegio de México, 1997, [banque de données sur disquettes] ).

<sup>78</sup> Diana Guillén, *Chiapas, 1973-1993, Mediaciones, política e institucionalidad*, 160.

Altos<sup>80</sup>. Toutefois, en 1960, avec la nomination de Samuel Ruiz García au poste d'évêque du diocèse de San Cristóbal de las Casas, les premières missions catholiques furent envoyées dans la région de la Selva Lacandona. Ces dernières adoptèrent une approche différente à celle de leurs prédécesseurs, soit celle de raviver les coutumes traditionnelles communautaires via la création notamment de coopératives et l'insertion des principes religieux à l'intérieur de la tradition.

Ce changement s'est inscrit dans l'application de la théologie de la libération dont l'influence a débuté lors des années soixante. Ce nouveau courant incorporait une méthode d'analyse sociale génético-structurelle qui offrait une explication au sous-développement du Tiers monde et de l'Amérique latine comme la conséquence du développement des pays du premier monde<sup>81</sup>. La libération des pauvres fut la panacée adoptée afin de contrer ce processus. En 1968, lors du Conseil de Medellín, les évêques latino-américains consacrèrent la théologie de libération en adoptant une option préférentielle pour les pauvres et la formation d'une Église populaire. À cette époque, à travers toute l'Amérique latine prédominait une préoccupation d'enseigner la Bible d'une manière plus concrète, plus près de la réalité quotidienne des pauvres.

Les prêtres qui coordonnaient les missions d'évangélisation s'initièrent à l'anthropologie dans le but de connaître et d'interpréter d'une manière systématique les communautés autochtones. De plus, ils trouvèrent dans la Bible un point commun entre la colonisation de la Selva et l'Exode des Juifs qui, dans le but d'échapper à

---

<sup>79</sup> *Ibid.*, 171-172.

<sup>80</sup> Neil Harvey, *Rebellion in Chiapas: Rural Reforms, Campesino Radicalism, and the Limits to Salinismo*, 63.

<sup>81</sup> María del Carmen Legorreta Díaz. *Religión, política y guerrilla en las Cañadas de la Selva Lacandona*, 41.



l'esclavage, ont fui de l'Égypte vers la Terre promise. Ainsi, l'arrivée à la Selva Lacandona représentait la terre promise des autochtones chiapanèques.

Dans la région de la Selva Lacandona, un autre résultat de ce nouveau courant d'évangélisation fut la création d'une structure propre formée d'équipes de prêtres assignées aux régions correspondant aux quatre groupes linguistiques dominants : *tzeltal*, *tzotzil*, *chol* et *tojolabal*. Le diocèse de San Cristóbal de las Casas eut également besoin d'agents autochtones laïques, bilingues et scolarisés, responsables de l'enseignement religieux et de l'organisation de l'activisme communautaire, les *catequistas* et les *thuneles*<sup>82</sup>.

Ces derniers jouèrent un rôle important dans la création d'une cohésion communautaire. Peu à peu, les agents de pastorale du Diocèse cherchèrent à briser le paternalisme qui liait les autochtones à l'État. L'organisation interne des nouveaux peuplements reposait sur une exercice horizontal du pouvoir qui différait grandement de l'organisation des communautés de Los Altos où prévalait un système hiérarchique reposant sur les charges religieuses. Cette nouvelle organisation eut un effet démocratisant au sein des communautés puisqu'il y eut un élargissement de la participation au sein de la prise de décisions consensuelles<sup>83</sup>. De plus, le nouveau catéchisme avait pour but de stimuler la création d'une conscience critique de leur réalité. Au sein des nouvelles communautés de la Selva, naquit une nouvelle identité fondée sur une organisation militante et sur une croyance religieuse commune.

---

<sup>82</sup> Suite aux résolutions du Congrès de 1974, qui exprimaient le besoin des communautés autochtones d'avoir un prêtre qui leur était propre, le Diocèse instaura la fonction de *thunel* (qui signifie serviteur en *tzeltal*). Ce dernier n'était pas ordonné et avait des fonctions semblables à celle d'un diacre. Carlos Tello, *La rebelión de las Cañadas*, (México D.F., Cal y arena, 1995), 193.

<sup>83</sup> Neil Harvey, *The Chiapas Rebellion, The Struggle for Land and Democracy*, 64.

Une des manifestations de cette nouvelle identité a pu être observée lors du *Congreso Indígena de San Cristóbal de las Casas*. En 1974, le gouvernement fédéral organisa cet événement dans le cadre de la commémoration de la naissance du premier évêque de San Cristóbal, Bartolomé de las Casas. C'était une occasion pour le PRI de démontrer un intérêt pour la défense des droits autochtones. Le diocèse de San Cristóbal avait averti les autorités fédérales que le congrès aurait plus de légitimité si les autochtones y participaient. La proposition du clergé fut acceptée. Par conséquent, les missionnaires et les *catequistas* incitèrent chaque communauté autochtone à envoyer des délégués au symposium. Les revendications des congressistes différaient de la politique d'État en vigueur en matière agraire et autochtone: que la terre appartienne à celui qui la travaille, plus de terres et de meilleures terres ; l'enseignement du code agraire; des soins de santé et la distribution de médicaments; nécessité de services de base comme l'eau potable; le droit à l'éducation; des salaires justes et le respect des droits des travailleurs<sup>84</sup>. Suite à ce congrès, est née une nouvelle génération de dirigeants autochtones possédant une vision différente des causes de la pauvreté et de l'injustice<sup>85</sup>.

Les résultats du congrès irritèrent le PRI et l'élite catholique conservatrice de San Cristóbal : les entrepreneurs représentaient les forces vives de la région, les alliés naturels de l'Église. Selon cette dernière, les autochtones n'avaient pu organiser seuls un tel scandale, il avaient sûrement été incités par les prêtres du Diocèse. Peu à peu, s'accrut la critique envers l'Église: l'évêque avait perdu la raison, il était devenu «rouge» et subversif. En 1979, la *Conferencia Episcopal Mexicana* (Conférence

---

<sup>84</sup> John Womack Jr., *Chiapas, el obispo de San Cristóbal y la revuelta zapatista*. (México D.F. : Cal y Arena, 1998), 58-59.

<sup>85</sup> Neil Harvey, *Rebellion in Chiapas: Rural Reforms, Campesino Radicalism, and the Limits*

épiscopale mexicaine) tenta d'isoler Samuel Ruiz et le Chiapas n'a pas été inclus dans la visite du Pape Jean-Paul II au Mexique. Toutefois, ce dernier ratifia la convention de Medellín intégrant une mission sociale.

Enfin, l'État fut incapable de coopter les structures internes des nouvelles communautés autochtones de Cañadas. Les nouveaux dirigeants pouvaient y opérer plus librement en matière de réclamations agraires. Dans cette région, le gouvernement fédéral était plutôt perçu comme un obstacle à la libération populaire. Afin de contrer l'influence du diocèse de San Cristóbal de las Casas et de la théologie de la libération dans la Selva, le gouvernement a incité les sectes protestantes à pénétrer la région. Le pourcentage de protestants au Chiapas est passé de 5% en 1960, à 25% en 1990<sup>86</sup>.

#### 2.4. Les organisations révolutionnaires de gauche et la formation d'un mouvement paysan indépendant dans la Selva Lacandona

Au cours des années soixante et soixante-dix, le PRI, les agences gouvernementales et les associations paysannes affiliées au PRI, comme la CNC, étaient pratiquement absentes des nouvelles communautés de la forêt Lacandona. Les fonctionnaires fédéraux ne cherchèrent pas à créer une présence institutionnelle dans la région et n'appliquèrent aucun programme pour donner suite aux résolutions adoptées lors du congrès de 1974. Cet espace continua à être entièrement occupé par les agents de pastorale du diocèse de San Cristóbal de las Casas.

---

*to Salinismo*, 28.

<sup>86</sup> *Ibid.*, 27.

Toutefois, les prêtres et les religieux du Diocèse jugeaient ne pas posséder une formation politique adéquate afin d'appliquer concrètement les résolutions du congrès. Le clergé estima alors nécessaire d'aller chercher l'appui d'une organisation de gauche afin de dépasser le stade des simples pétitions et d'éviter d'être utilisé par l'État comme instrument de pénétration politique dans les communautés autochtones. Il y avait déjà eu un rapprochement entre une organisation de gauche, *Unión del Pueblo* (Union du peuple, UP), et le Diocèse dans le but d'organiser le Congrès. Par la suite, s'est maintenue cette alliance avec UP.

*Unión del Pueblo* était une organisation révolutionnaire, comme beaucoup d'autres, qui avait été formée suite à la répression étudiante de 1968. Ses militants affichaient une conception maoïste-léniniste ayant pour but de construire une avant-garde révolutionnaire à partir des dirigeants naturels ouvriers ou paysans qui constitueraient les bases d'un futur État socialiste. Au Chiapas, ses militants informèrent les autochtones des lois agraires en vigueur et les encouragèrent à revendiquer ainsi qu'à lutter afin d'être reconnus comme citoyens à part entière.

À cette époque, une écrasante majorité des communautés autochtones de la Selva devait faire face à des problèmes agraires, ce qui représentait une occasion idéale pour la création d'une organisation de masse. Les militants de UP intégrèrent la région de la Selva et fondèrent l'*Unión de Ejidos Quiptic Ta Lecubtsel* (notre force pour progresser, en tzeltal). Dès sa formation, il existait des liens étroits entre l'Église et la *Quiptic* puisque plusieurs de ses dirigeants étaient *catequistas*<sup>87</sup>. De plus en plus de communautés s'intègrent à la *Quiptic*, créant ainsi une nouvelle dynamique de participation au sein d'une organisation politique qui implanta une structure

organisationnelle très enracinée<sup>87</sup>. Postérieurement, il y eut la mise sur pied d'une autre organisation similaire dans la zone tojolabal de la Selva.

C'est à partir de ces nouvelles organisations régionales que les communautés de la Selva commencèrent à lutter de manière plus organisée pour la défense de leurs droits et pour l'amélioration de leurs conditions de vie<sup>89</sup>. De nombreuses communautés adhèrent à ces organisations à mesure que la prise de connaissance du décret de la Selva Lacandona augmentait au sein de la population de la Selva. La lutte à ce décret présidentiel qui facilitait l'exploitation forestière de la Lacandona, fut la première bataille concrète afin de consolider l'organisation et ainsi modifier les relations des communautés autochtones avec les différents paliers de gouvernement, qui, dorénavant, n'affichèrent plus une attitude indifférente à leur égard.

Il faut souligner que l'Église tolérait l'intégration des militants de UP aux communautés autochtones. On assista alors à une division du travail de manière implicite entre les agents de pastorale et les militants de UP. L'Église avait trouvé un moyen de dépasser les limites de son discours : elle s'occupait de l'âme des autochtones et UP s'occupait de leur conscience politique<sup>90</sup>.

En 1976, l'évêque Samuel Ruíz prit contact avec une autre organisation de gauche, *Política Popular* (Politique populaire, PP) et les invita à aller travailler au Chiapas. Ces derniers venaient du nord du Mexique et étaient actifs surtout dans les quartiers populaires ouvriers. En 1978, un nouveau groupe, *Línea Proletaria* (Ligne prolétaire, LP) naquit du rapprochement et de l'intégration idéologique de facto des

<sup>87</sup> Carlos Tello, *La rebelión de las Cañadas*, 93

<sup>88</sup> María del Carmen Legorreta Díaz, *Religión, política y guerrilla en las Cañadas de la Selva Lacandona*, 74.

<sup>89</sup> *Ibid.*, 76.

<sup>90</sup> *Id.*

militants de UP vers PP<sup>91</sup>. Ces deux groupes révolutionnaires possédaient des éléments en commun : leur origine maoïste et leur préférence pour la voie armée. Cette fusion a provoqué un renforcement dans le processus d'organisation de la *Quiptic* qui assimila plus de membres et amorça le travail dans d'autres régions du Chiapas. Par conséquent, de nouvelles organisations paysannes telles l'*Unión de Ejidos Lucha Campesina tojolabales* et *Tierra y Libertad* ont vu le jour.

Le mouvement paysan autochtone devint un acteur politique plus efficace avec les conseils des militants de LP. Il faut mentionner que ce groupe a su dépasser l'incapacité politique traditionnelle des organisations de gauche de l'époque en forgeant des liens étroits avec les secteurs populaires<sup>92</sup>. Avec la formation d'organisations de base, LP cherchait à briser les liens du paternalisme traditionnel afin de créer de nouveaux rapports sociaux et d'instaurer une lutte populaire prolongée par étapes. Ses militants se proposaient de rapatrier le pouvoir de décision vers le peuple. De cette manière, les militants de LP débutèrent par combattre les tendances au caciquisme qui se reproduisaient au sein des communautés avec son contact avec l'Église.

Les dirigeants religieux autochtones tendaient à posséder un pouvoir démesuré dans leurs communautés. Les *thuneles* étaient la courroie de transmission entre le diocèse de San Cristóbal de las Casas et les communautés de la Selva : d'eux dépendait la présence de l'Église dans la région, puisque les prêtres ne pouvaient s'intégrer d'une manière permanente aux communautés autochtones comme le faisaient les militants de LP. Les membres de LP firent la promotion d'une

---

<sup>91</sup> *Ibid.*, 94.

<sup>92</sup> *Ibid.*, 97.

participation en marge de la Bible et se montrèrent irrespectueux des croyances religieuses. Graduellement, l'Église se sentit menacée par ce groupe de gauche, ce qui provoqua l'expulsion en 1978 des militants de LP de la zone d'influence de la *Quiptic*<sup>93</sup>. Ces expulsions furent le résultat d'une rivalité entre le diocèse de San Cristóbal et LP pour le contrôle de la région. Suite à cet incident, le Diocèse se ferma à toute influence idéologique externe puisque les agents de pastorale prétendirent restaurer leur plein contrôle sur les processus politiques des Cañadas. Les communautés autochtones de la région se retrouvèrent isolées puisque c'était précisément par l'intermédiaire des militants de LP que s'exerçait une coordination régionale des diverses *Uniones de ejidos*.

En 1979, les militants de LP ont promu la création d'une organisation paysanne plus vaste dans laquelle devraient s'intégrer les groupes paysans régionaux. Le problème de la commercialisation du café devint le prétexte à l'unification des *ejidos* de cette zone : la productivité était faible, la logistique déficiente et le prix de la matière première ridicule. Après plusieurs mois de négociations, en septembre 1980, l'*Unión de Uniones* vit officiellement le jour. L'organisation de base incluait 12 000 familles du Chiapas<sup>94</sup>. Les militants de LP réintègrent peu à peu les Cañadas avec l'accord de la *Quiptic*.

Le gouverneur de l'état proposa à la direction de l'UU de s'intégrer à la CNC. Toutefois, elle refusa de se soumettre au corporatisme paysan vertical et officiel. Afin de solutionner le problème de la commercialisation du café les dirigeants de l'UU s'entendirent directement avec l'INMECAFE, comme les autorités chiapanèques les

---

<sup>93</sup> *Ibid.*, 111.

<sup>94</sup> *Ibid.*, 134.

ignorèrent. L'UU a cherché à ouvrir des espaces de négociation et à créer des réseaux d'influence auprès du gouvernement. Il y eut ainsi l'intégration au système d'un nouvel acteur social d'envergure tant au niveau de sa composition sociale diversifiée que des demandes qu'elle représentait. Cela provoqua l'ouverture d'un espace démocratique auprès de l'État et entre les autochtones mêmes<sup>95</sup>. Cependant, les autorités du Chiapas ont puni cette «indiscipline autochtone» en maintenant la région en marge des dépenses publiques.

L'UU a également su éviter de s'enliser dans la dynamique de confrontation/répression. Lors de la période allant de 1981 à 1985, les organisations autonomes furent victimes de violence. Grâce à l'UU, la population des Cañadas a été moins affectée par la violence au cours de la période du gouverneur Absalón Castellanos<sup>96</sup>. Dorénavant, cette nouvelle force paysanne dans la région menaçait l'équilibre des pouvoirs favorable à l'élite chiapanèque. La situation économique s'est aggravée même suite au Plan Chiapas, qui mobilisait un effort budgétaire sans précédent de la part du gouvernement fédéral, dû à l'incompétence, à la corruption et au conservatisme des autorités du Chiapas.

La lutte au décret de la Selva Lacandona fut un axe principal de la consolidation de l'*Unión de Uniones* et du mouvement social de la région. L'organisation établit une négociation directe avec les autorités. Lors de ce processus, de nouvelles communautés s'intégrèrent au syndicat paysan. Le dialogue a généré une démocratisation des relations entre l'État et la société : les autorités gouvernementales reconnurent l'UU comme interlocuteur valide.

---

<sup>95</sup> *Ibid.*, 136.

<sup>96</sup> Qui était issu, comme la plupart des gouverneurs qui le précédèrent, d'une riche famille propriétaire terrien de la région de Ocosingo qui se consacrait à l'élevage, Carlos Tello,



Par la suite, la lutte pour l'accès aux crédits agraires allait devenir un autre cheval de bataille de l'UU. Les militants proposaient la création d'une union de crédits, indépendante de la structure de l'État, qui permettrait l'administration de leur propre banque et l'exercice d'un pouvoir de décision en matière d'attribution des crédits. En mai 1982, la *Comisión Nacional Bancaria* (Commission nationale bancaire) attribua une concession d'union de crédits. Toutefois, à ce moment ont surgi des différends entre les membres de l'UU au sujet du lieu du siège de l'organisation, de la nomination d'un conseil d'administration et des formes de contribution du capital.

Il y eut une scission au sein de l'organisation, d'un côté l'*Unión de Uniones* avec 60% des membres et, de l'autre, l'union de crédit<sup>97</sup>. Un petit groupe conserva l'argent destiné à l'union de crédits (qui avait été amassé au sein des communautés) ce qui accentua la crise au sein de la direction de l'organisation. Legorreta attribue cet échec au manque de tradition démocratique dans les communautés autochtones. Les dirigeants de l'UU n'avaient pas non plus pris en compte la complexité des relations sociales. De plus, la prétention de créer une économie alternative n'était pas un changement économique d'ordre systémique à la portée d'une organisation paysanne<sup>98</sup>.

La rupture de l'UU a signifié la perte d'une présence politique significative et l'accroissement de l'isolement des communautés des Cañadas: ce qui représentait une énorme faiblesse dans un contexte de fermeture des autorités chiapanèques. S'en suivirent le scepticisme de la population autochtone face à de meilleures perspectives

---

*rebelión de las Cañadas*, 89.

<sup>97</sup> María del Carmen Legorreta Díaz, *Religión, política y guerrilla en las Cañadas de la Selva Lacandona*, 154.

économiques, la baisse de la participation de la base et la stagnation de la résolution des problèmes agraires dû à la perte de cohésion dans la lutte au décret de la Selva Lacandona.

Il faut souligner qu'en 1983, le diocèse de San Cristóbal mit sur pied le SLOP<sup>99</sup> afin de combattre l'UU. En effet, depuis les expulsions de 1978 de nombreux agents de pastorale étaient devenus hostiles au travail de LP.

Après avoir vécu cette rupture, les dirigeants de l'UU cherchèrent à récupérer l'espace politique que l'organisation occupait antérieurement. Toutefois, ces derniers ont fait face à une attitude de fermeture des autorités régionales : ils perdirent leur reconnaissance comme instance de négociation. Il y avait donc une nécessité de réorganiser les forces. Au cours de l'année 1985, l'organisation chercha des sorties politiques aux conflits créés par l'imposition de nouvelles mesures écologistes qui affectaient la vie quotidienne des autochtones des Cañadas<sup>100</sup>. En 1988, ils formèrent l'*Asociación Rural de Interés Colectivo* (Association rurale d'intérêt collectif, ARIC). En 1989, le gouvernement Salinas négocia avec l'ARIC la résolution des conflits agraires issus du Décret de la Selva Lacandona. Par la suite, l'ARIC engagea une lutte pour l'obtention de meilleures conditions en ce qui concerne la commercialisation du café. Avant le soulèvement zapatiste de 1994, l'ARIC a réussi à

---

<sup>98</sup> *Ibid.*, 156.

<sup>99</sup> SLOP signifie «racine» en tzeltal. Cette organisation affichait un profil idéologique «indianiste», «ethniste» et millénariste. Son but était de constituer un monde sans *caxlanes*, ce qui représentait la seule forme de créer un espace social sans discrimination. Ce mouvement fondé par les agents de pastorale du diocèse de San Cristóbal et conçu afin d'orienter la résistance autochtone. Il avait l'appui de Samuel Ruíz. María del Carmen Legorreta Díaz, *Religión, política y guerrilla en las Cañadas de la Selva Lacandona*, 184.

<sup>100</sup> Au cours des années quatre-vingts et quatre-vingt-dix, sous les pressions de groupes écologistes mexicains et étrangers, le gouvernement mexicain a dû appliquer des lois afin de protéger la forêt humide de la déforestation. Cette mesure prévoyait des peines sévères pour la coupe de bois sans permis, ce qui a grandement affecté les autochtones qui nécessitent le bois pour leurs activités quotidiennes. Tandis que les grandes compagnies d'exploitation

négocier 17 des 21 cas de violations des droits agraires dans la Selva Lacandona<sup>101</sup>. Toutefois, il y avait un manque de communication entre la base et les dirigeants de l'ARIC et fit face très tôt à une crise structurelle et organisationnelle. On assista à une rupture au sein du mouvement social au cours de la période allant de 1988 à 1992.

Il faut mentionner qu'il y existait d'autres organisations indépendantes à caractère plus radical au Chiapas. La *Central Independiente de Obreros Agrícolas y Campesinos* (Centrale indépendante des ouvriers agricoles et paysans, CIOAC), active dans la Selva et la nord de l'état, qui fut fondée au cours de années soixante et qui collaborait très étroitement avec Parti Communiste Mexicain. Au début des années quatre-vingts, fut également mise sur pied l'*Organización Campesina Emiliano Zapata* (Organisation paysanne Emiliano Zapata, OCEZ) par les Tzotziles des Los Altos. Ce regroupement était autonome des partis politiques. La CIOAC et l'OCEZ menaient surtout des luttes extralégales pour la terre en employant des moyens tels la grève de la faim, les blocages de routes ou encore les invasions de terres<sup>102</sup>. Toutefois, cela ne signifiait pas pour autant qu'elles avaient recours à la violence. Ces syndicats paysans ont été une des cibles privilégiées de la répression des autorités chiapanèques. De nombreux attentats ont été perpétré envers leurs membres au cours des années quatre-vingts et quatre-vingt-dix. Enfin, ces deux organisations paysannes ont servi à l'EZLN dans le but de contrer l'influence de l'UU et afin de croître à l'extérieur des Cañadas.

---

forestières n'ont pas été touchées outre mesure par cette nouvelle législation.

<sup>101</sup> María del Carmen Legorreta Díaz, *Religión, política y guerrilla en las Cañadas de la Selva Lacandona*, 255.

<sup>102</sup> Carlos Tello, *La rebelión de las Cañadas*, 84.

## 2.5. L'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN)

Les *Fuerzas de Liberación Nacional* (Forces de libération nationale, FLN), groupe révolutionnaire armé, ont été créées en 1969 à Monterrey, ville industrielle du nord du Mexique. Ses membres n'entretenaient pas de lien avec le Parti communiste mexicain, ni avec d'autres organisations révolutionnaires. Dès le début des années soixante-dix, les militants du FLN implantèrent une cellule au Chiapas. Cependant, au cours de l'année 1974, eut lieu une opération gouvernementale afin de démanteler l'organisation et de «liquider» ses dirigeants.

La répression ne fut pas suffisante pour éliminer tous les membres du FLN puisqu'après quelques années, quelques militants reconstruisirent l'organisation. Le but de l'organisation était clair :

*Las Fuerzas de liberación nacional son una organización político-militar cuyo fin es la toma del poder político por los trabajadores del campo y de la ciudad de la República mexicana, para instaurar una República popular con un sistema socialista*<sup>103</sup>.

En novembre 1983, ils infiltrèrent le Chiapas afin de fomentier la Révolution au Mexique. Les dirigeants évaluaient que la situation particulière du Chiapas permettait d'y constituer un foyer révolutionnaire. On peut identifier ici une influence claire du guévarisme. Dès 1984, avec la connivence d'un agent de pastorale, les militants des FLN commencèrent à travailler avec les autochtones chiapanèques sous le couvert d'une organisation du Diocèse. À cette époque, de nombreux membres du Clergé exprimaient une certaine sympathie envers les mouvements révolutionnaires d'Amérique centrale. De nouveau, une organisation extérieure de gauche semblait

---

<sup>103</sup> Traduction: Les Forces de libérations nationales sont une organisation politico-militaire dont le but est la prise du pouvoir politique par les travailleurs de la campagne et de la ville de la république mexicaine, afin d'instaurer une république populaire avec un système socialiste. María del Carmen Legorreta Díaz, *Religión, política y guerrilla en las Cañadas de la Selva*

toute indiquée afin de contrer l'incapacité traditionnelle de l'Église quant à l'action d'ordre politique.

Les membres des FLN n'ont pas fait face à un peuple fragmenté et désarticulé puisque les autochtones de la région étaient organisés, ils possédaient une certaine expérience politique ainsi qu'une habitude de participation de la base et, surtout, croyaient en la possibilité d'obtenir de meilleures conditions de vie. Les FLN ont infiltré les réseaux sociaux déjà existants, fondant ainsi l'EZLN, et disséminant rapidement leur projet au sein de la population autochtone de la Selva. En 1985, la popularité de la nouvelle option fut telle, que l'EZLN n'eut pas la capacité de répondre à la demande de tous les intéressés qui voulaient se joindre à la guérilla.

Lors de cette période, les autochtones percevaient avec scepticisme la possibilité d'une satisfaction de leurs demandes, pour cause notamment de la marginalisation et l'autoritarisme croissants des autorités chiapanèques. Qui plus est, la rupture au sein de l'UU ainsi que son incapacité à recouvrer une efficacité politique avait d'avantage isolé les autochtones. Le mouvement social des Cañadas est entré dans une crise politique pour cause de ses propres limites et face à l'usure provoquée par la violence institutionnelle. Les autochtones voyaient également dans la lutte armée une occasion de se venger directement des abus des *caxlanes*<sup>104</sup>. Selon Legorreta, les conditions favorables à l'implantation d'un groupe de guérilla étaient exclusives au Chiapas, même aux Cañadas<sup>105</sup>. En effet, dans le reste de l'état, pratiquement toutes les communautés autochtones étaient composées de

---

*Lacandona*, 179.

<sup>104</sup> *Caxlán* est le mot tzeltal synonyme de *ladino* ou *métis*.

<sup>105</sup> María del Carmen Legorreta Díaz, *Religión, política y guerrilla en las Cañadas de la Selva Lacandona*, 189.

*minifundios*<sup>106</sup> isolés qui faisaient face à des conditions de confrontation, de violence et de répression constantes.

La structure de l'EZLN était formée par les insurgés, guérilleros dédiés entièrement à la cause; les recrues, les miliciens qui représentaient une réserve de combattants; et les bases d'appui qui fournissaient protection et nourriture aux insurgés. La source de financement de l'organisation se composait principalement des cotisations des militants, des collectes organisées dans des usines ou des universités, des bénéfices de la vente d'armes aux miliciens ainsi que, dans une proportion moindre, des retombées des cotisations d'organisations non gouvernementales versées au Diocèse de San Cristóbal. Contrairement aux groupes révolutionnaires armés du Salvador, de Colombie ou du Guatemala, l'EZLN n'a jamais disposé de ressources importantes et n'eut pas recours aux enlèvements ou aux trafic de drogue<sup>107</sup>. L'EZLN ne reçut pas non plus de financement de Cuba, puisque cet État maintenait une politique de non intervention dans les affaires internes du Mexique. En effet, le gouvernement du Mexique ne rompit pas les relations diplomatiques avec Cuba suite à la Révolution de 1959 et lui a fourni son appui dans plusieurs occasions. Ce qui n'empêchait pas les zapatistes d'exprimer une profonde admiration pour le Révolution cubaine<sup>108</sup>.

En adhérant aux FLN, les autochtones n'étaient pas contraints d'abandonner les organisations paysannes auxquelles ils appartenaient. Ces organisations paysannes ne représentaient pas, à cette époque, une menace pour le projet des FLN. Dans les premiers temps, l'EZLN était en accord avec les politiques de l'UU, l'OCEZ et la

---

<sup>106</sup> Petites propriétés terriennes.

<sup>107</sup> Bertrand de la Grange, Maite Rico, *Sous-commandant Marcos, la géniale imposture*, (Paris, Librairie Plon, Éditions Ifrane, 1998), 117.

CIAOC. Toutefois, l'option de l'UU se maintint de manière plus formelle de réelle puisque vers 1988, l'EZLN était celle qui déterminait les formes d'organisation et de lutte dans presque toutes les communautés des Cañadas. Les autochtones adoptèrent les « quatre chemins » : l'UU, l'EZLN, le SLOP et la parole de Dieu<sup>109</sup>. Selon les autochtones, ces quatre voies étaient complémentaires et n'avaient rien de contradictoire puisqu'il fallait mettre toutes les chances de son côté afin de faire évoluer les conditions sociales. Il faut mentionner que les communautés qui appuyaient l'EZLN étaient catholiques et sous l'influence des maristes et des dominicains. Les jésuites avaient pris pour résolution de se concentrer uniquement sur l'exercice de la pastorale depuis 1978 provoquant ainsi une scission au sein du Diocèse<sup>110</sup>. Les communautés protestantes ne se sont pas ralliées non plus à l'EZLN, convaincues que les conditions d'existence seraient meilleures dans l'au-delà.

À partir de 1988, s'amorça un processus de désertion des bases autochtones de l'EZLN. Plusieurs facteurs conditionnèrent l'abandon de la voie armée par de nombreux autochtones. Les structures autoritaires découlant de l'organisation militaire de l'EZLN commençaient à peser sur les communautés. Les dirigeants de l'organisation n'acceptaient plus la vision réformiste ou les mesures d'ordre économicistes proposées par les organisations paysannes et faisaient des pressions pour que ses membres quittent l'ARIC. Qui plus est, il était lourd pour les familles de supporter le poids économique d'une armée qui n'affrontait pas son ennemi. Il y eut alors des menaces de châtement pour ceux qui désertaient et dévoilaient l'existence de l'EZLN. Il faut mentionner que ce qui favorisa la croissance de l'EZLN fut justement

---

<sup>108</sup> *Ibid.*, 128.

<sup>109</sup> María del Carmen Legorreta Díaz, *Religión, política y guerrilla en las Cañadas de la Selva Lacandona*, 207.

sa nature clandestine. Plus les mesures coercitives augmentaient, plus le nombre de désertions s'accroissaient.

Il y eut également une rupture entre les agents de pastorale et les dirigeants de l'EZLN. En effet, comme les dirigeants de l'EZLN étaient athées, les critiques envers la religion catholique se sont accentuées : il fallait dorénavant soustraire la population de la «dépendance religieuse». Face à l'influence croissante de l'EZLN, l'Église risquait de perdre son influence idéologique et politique dans la région. De plus, suite à la chute du mur de Berlin en 1989 et à la déroute des mouvements révolutionnaires centraméricains, de nombreux agents de pastorale perdirent foi en l'efficacité de la voie armée. Quoique les autochtones étaient très religieux, la critique de l'EZLN par les agents de pastorale et l'évêque Samuel Ruíz n'a pas eu les effets escomptés. Beaucoup d'autochtones persistèrent au sein de l'organisation révolutionnaire, exprimant ainsi une volonté de prise de décision politique autonome face au diocèse de San Cristóbal.

Peu à peu, l'organisation révolutionnaire développa des conditions propres afin de se maintenir en marge de l'Église. Le manque de leadership au sein de l'UU a également favorisé le maintien d'un bassin de bases d'appui et d'insurgés. En effet, la voie armée s'est maintenue comme meilleure possibilité de résoudre les problèmes économiques, politiques et sociaux. Les autochtones qui sont restés dans l'EZLN ont pris leur distance avec les organisations paysannes. De plus, les dirigeants ont su profiter du mécontentement populaire provoqué par la réforme de l'article 27, les politiques de modernisation économique, l'autoritarisme des autorités chiapanèques et la baisse du prix du café.

---

<sup>110</sup> Carlos Tello, *La rebelión de las Cañadas*, 107



En juillet 1991, fut fondée l'*Asociación Nacional Campesina Independiente Emilio Zapata* (Association nationale paysanne indépendante Emilio Zapata, ANCIEZ) dans le but de mener la lutte pour la terre et un meilleur accès au crédit. Cette nouvelle organisation était en fait une couverture légale de l'EZLN afin de gagner du terrain au profit de l'ARIC. Dorénavant, l'ANCIEZ et l'ARIC se disputaient les mêmes bases dans la Selva. Sa première mobilisation eut lieu le 19 janvier 1992 à Ocosingo, où quatre mille autochtones manifestèrent leur désaccord contre la réforme de l'article 27 et l'adoption de l'ALÉNA.

Par la suite, en octobre 1992, eut lieu une importante manifestation à San Cristóbal dans le but de protester contre les festivités du cinq centième anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Des militants de l'ARIC, l'OCEZ, la CIOAC et l'ANCIEZ participèrent à l'événement. Les manifestants déboulonnèrent la statue de Diego de Mazariegos, conquistador espagnol qui fonda la ville de San Cristóbal. Tello mentionne que la majorité des manifestants devaient appartenir à l'EZLN<sup>111</sup>.

Dès 1992, la polarisation politique et les conflits au sein de la population des Cañadas se sont accentués entre les partisans de la déclaration de la guerre à l'État et ceux qui s'y opposaient. Il était difficile, pour les dirigeants de l'EZLN d'accepter que la moitié population des Cañadas connaissait son existence sans lui donner son appui. L'EZLN créa des obstacles au travail de l'ARIC, mais ne pu détenir le flux des désertions. Au cours du mois d'octobre 1992, la tension entre l'ARIC et l'EZLN était à son extrême. À cette époque, l'ARIC luttait afin de récupérer sa légitimité politique

---

<sup>111</sup> *Ibid.*, 151.

et a pu progressivement ouvrir certains espaces démocratiques et ainsi affaiblir l'EZLN.

En mai 1993, la découverte d'un camp d'entraînement de l'EZLN a également contribué à augmenter la pression sur l'organisation. Les stratèges de l'armée mexicaine planifièrent une intervention musclée dans la zone afin de démanteler le mouvement subversif. Cependant, les autorités fédérales ordonnèrent le repli des troupes puisqu'un affrontement entre l'armée et des paysans autochtones risquait de remettre en question la ratification de l'ALÉNA par le Congrès américain. Au cours de l'été 1993, des rumeurs circulaient au sujet de la présence d'un groupe de guérilla au Chiapas. Patrocinio González, ex gouverneur du Chiapas et alors ministre de l'Intérieur, avait connaissance de l'existence de l'EZLN, mais par crainte de freiner les investissements au Chiapas, il ignora délibérément qu'un groupe révolutionnaire existât au Chiapas<sup>112</sup>. Le 1<sup>er</sup> janvier 1994, la déclaration de guerre de l'EZLN au gouvernement mexicain vint démentir l'affirmation du ministre de l'Intérieur.

Enfin, selon Harvey, dans un contexte de réformes néolibérales ainsi que des limites de la concertation vécues au cours de la présidence de Salinas, les possibilités d'un succès du mouvement social par la voie de la négociation furent grandement réduites. La voie politique ne fut pas fermée par les zapatistes, mais par le gouvernement même<sup>113</sup>.

---

<sup>112</sup> Bertrand de la Grange, Maite Rico, *Sous-commandant Marcos, la géniale imposture*, 160.

<sup>113</sup> Neil Harvey. «La rebelión en Chiapas», *La Jornada*, 23 mai 2000, 35.

## 2.6. Conclusion : la Selva, un territoire féroce disputé

En guise de conclusion, nous dégagerons les principales tendances de la présentation du deuxième chapitre. Dans un premier temps, nous avons exposé les conditions dans lesquelles vivent les autochtones de la Selva. D'entrée de jeu, nous avons observé que la région de Los Altos y de la Selva sont les régions les plus autochtones du Mexique : les autochtones y représentent 80% de la population. Il faut souligner que la Chiapas se caractérise par sa grande opposition entre les régions métisses et les régions autochtones. Les communautés de la Selva ont été formées suite à un processus de migration qui s'est amorcé vers 1950; les autochtones, proviennent principalement de la région de Los Altos. Au cours des années quatre-vingts, le Chiapas a connu une forte croissance démographique, les communautés autochtones de la Selva présentent les taux les plus élevés du Mexique. Les indicateurs socio-économiques des autochtones de la Selva sont extrêmement faibles en ce qui a trait, entre autres, à l'éducation et à l'accès aux infrastructures de santé ou de communication. Enfin, il faut souligner que le Chiapas, en particulier la Selva, est une région très riche en ressources énergétiques.

Dans un deuxième temps, nous avons analysé le comportement de la *familia chiapaneca* qui est principalement constituée des éleveurs et des planteurs de café. Depuis, le dix-neuvième siècle, ces derniers défendent féroce leur position hégémonique. Avec leur reproduction au pouvoir, ils ont monopolisé les principaux canaux d'expression formels et non formels dans l'état du Chiapas. Toutefois, au cours du vingtième siècle, ils ont dû faire face à un processus d'équilibre/fissure où ils ont subi une perte graduelle du monopole de la terre et de la force de travail. Plus le déséquilibre s'est intensifié, plus les autorités ont dû avoir recours à la violence et à

la répression face à tout opposant à leur hégémonie. Ce phénomène fut surtout visible au cours des années quatre-vingts où les autorités chiapanèques ont systématiquement attaqué les groupes qui s'opposaient à leur pouvoir. Peu à peu, il y eut une décomposition de l'ordre politique prédominant pour laisser place à une situation d'équilibre précaire.

Dans un troisième temps, nous avons étudié l'intervention du diocèse de San Cristóbal de las Casas au sein des nouveaux établissements de la Selva. Depuis le début des années soixante, les représentants du Diocèse ont agi par le biais de la théologie de la libération. Une nouvelle dynamique de participation et de conservation des traditions autochtones ont été préconisées au sein des nouveaux établissements autochtones de la Selva, ce qui a permis la création d'un nouveau tissu social. Il y eut notamment la mise sur pied d'une articulation régionale entre les communautés les soustrayant ainsi de leur isolement. L'Église a participé à la prise de conscience des autochtones de leur conditions précaires à travers, notamment, du Congrès national indigène de 1974. Toutefois, conscient des limites de l'Église au niveau de l'action politique, l'Évêque de San Cristóbal a invité des groupes de gauche afin de provoquer une amélioration des conditions de vie des autochtones.

Dans un troisième temps, nous avons constaté que les groupes de gauche révolutionnaires, grâce à leur implication au sein des communautés autochtones, ont réussi à former des organisations paysannes en marge du mouvement paysan officiel. Ils ont profité de l'absence d'agences gouvernementales ou d'organisations paysannes affiliées au PRI dans la Selva. Ils ont contribué à la formation d'une habitude de participation directe des autochtones dans les affaires internes de leurs communautés. Ces groupes ont su dépasser l'incapacité traditionnelle de la gauche en tissant des

liens étroits avec les secteurs populaires. Le nouveau mouvement paysan a agit au niveau de l'accès des crédits agricoles, où il a connu un virulent échec. Cependant, il a connu certains succès en ce qui a trait à la lutte au Décret de la Selva et à la commercialisation du café. Il a su soustraire les communautés de la Selva de la répression systématique dirigée envers les organisations indépendantes lors des années quatre-vingts en maintenant un dialogue avec les autorités. Enfin, vers la fin des années quatre-vingts, le mouvement paysan a été victime de ses propres limites et de l'usure provoqué par l'intensification de la violence institutionnelle suite à la fermeture des autorités chiapanèques.

Dans un dernier temps, nous avons analysé la formation et le développement de l'EZLN dans la Selva. En 1983, les FLN se sont établies au Chiapas afin d'y mettre sur pied un foyer révolutionnaire. Ses membres ont su infiltrer efficacement les réseaux sociaux existants afin de disséminer rapidement son message et de créer l'EZLN, une organisation révolutionnaire avec une structure et un mode de financement qui a su se maintenir en marge de l'Église. L'implantation d'un groupe de guérilla est exclusif aux conditions particulières du Chiapas, même de la Selva. Au cours de années, il y eut de nombreuses frictions avec l'Église ou les organisations paysannes pour le contrôle de la région. Malgré un flux important de désertions, l'EZLN a su garder un appui de nombreuses communautés autochtones afin de mener à terme le soulèvement de 1994, malgré l'opposition de la majorité des habitants de la Selva. Il faut souligner que l'Église n'a jamais appuyé la voie armée quoique certains agents de pastorale l'aient fait à titre personnel.

## CHAPITRE TROISIÈME : LE PROCESSUS DE NÉGOCIATION ENTRE L'EZLN ET LE GOUVERNEMENT MEXICAIN

### 3.1. Du soulèvement de janvier 1994 à la fin du mandat de Carlos Salinas de Gortari ou la crise de fin de sexennat (janvier à novembre 1994)

Le premier janvier 1994, l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) a déclaré la guerre à l'armée mexicaine qui, selon les dirigeants révolutionnaires, représentait : «*el pilar de la dictadura que padecemos, monopolizada por el partido al poder y encabezada por el Ejecutivo Federal*»<sup>114</sup>. L'EZLN fit connaître à travers ses communiqués plusieurs de ses revendications directement issues des résolutions adoptées lors du congrès de 1974 : travail, terre, toit, nourriture, santé, éducation. De plus, la guérilla exigeait le respect des droits de la personne et l'amélioration des conditions socio-économiques des démunis. Ce groupe armé réclamait également la démission du président Salinas et la formation d'un gouvernement de transition démocratique qui devrait garantir la tenue d'élections libres dans tout le Mexique et à tous les paliers de gouvernement<sup>115</sup>. Ce jour-là, profitant des festivités du nouvel an, les zapatistes prirent les villes les plus importantes du Chiapas (voir annexe III).

Le jour suivant, les troupes zapatistes se sont repliées de San Cristóbal de las Casas, d'Ocosingo et, quelques jours plus tard, d'Altamirano et de Las Margaritas, ce qui fut le résultat direct de sa faiblesse militaire; la majorité des troupes de l'EZLN

---

<sup>114</sup> Traduction: «le pilier de la dictature dont nous souffrons, monopolisée par le parti au pouvoir et dirigée par l'exécutif fédéral». María del Carmen Legorreta Díaz. *Religión, política y guerrilla en las Cañadas de la Selva Lacandona*, (México D.F.: Cal y Arena, 1998), 273.

<sup>115</sup> Guillermo Correa, Julio César López, Salvador Corro. «Vaivenes públicos: Camacho y el EZLN se endurecen, coquetean, se vuelven a endurecer, vuelven a coquetear», *Proceso*, numéro 901, 7 février 1994, 16.

était mal armée ou totalement désarmée. Il faut souligner que ce ne fut pas la majorité des autochtones de la Selva qui avait pris les armes<sup>116</sup>.

La réponse initiale du gouvernement mexicain fut l'usage de la force et l'annonce que les responsables du soulèvement allaient être punis «avec tout le poids de la loi». Le président Salinas déclara que les rebelles étaient des professionnels de la violence, un groupe violent et armé auquel appartenaient beaucoup d'autochtones contre leur propre gré<sup>117</sup>. Au cours des douze premiers jours de janvier, eurent lieu des affrontements entre l'EZLN et l'armée mexicaine qui chercha à restreindre la zone d'influence zapatiste à la Selva Lacandona. Le gouvernement exigea la reddition presque inconditionnelle du groupe armé et la désignation des porte-parole zapatistes afin d'établir un dialogue.

Le 8 janvier, le président Salinas a créé une commission spéciale pour le Chiapas dont le rôle était d'évaluer la situation et les problèmes à résoudre au Chiapas ainsi que de proposer des alternatives pour les zones de conflit. Le jour même, l'évêque de San Cristóbal exprima sa disposition à agir comme médiateur lors d'éventuelles négociations entre les zapatistes et les gouvernement mexicain.

Le 10 janvier, les zapatistes proposèrent quatre conditions afin d'initier une négociation avec le gouvernement : la reconnaissance de l'EZLN comme force belligérante; le cessez-le-feu; le retrait des troupes fédérales de toutes les communautés autochtones; mettre fin aux bombardements sans distinction aux communautés rurales; la formation d'une commission nationale d'intermédiation<sup>118</sup>.

---

<sup>116</sup> María del Carmen Legorreta, *Religión, política y guerrilla en las Cañadas de la Selva Lacandona*, 277.

<sup>117</sup> Carlos Acosta Córdova, «Salinas: de las amenazas a la amnistía, el Ejército: en la rabia contenida, los priístas: en el desconcierto», *Proceso*, número 899, 24 janvier 1994, 6.

<sup>118</sup> Carlos Marín, «Desechó el gobierno los enfoques simplistas iniciales y decidió buscar la

De plus, le gouvernement nomma un Commissaire pour la paix et la réconciliation au Chiapas, Manuel Camacho Solis.

Le coût politique d'un engagement militaire était insoutenable. La rébellion semblait, jusqu'à ce moment, bien organisée. Les pressions du gouvernement des États-Unis ainsi que l'opposition domestique (divers secteurs de la société mexicaine ont immédiatement sympathisé avec l'EZLN, mais en rejetant catégoriquement la voie armée) ont forcé Salinas à accepter rapidement une solution politique au conflit. Certains secteurs du pouvoir désiraient également éviter une solution militaire, car cela pouvait mettre en jeu le processus même de la modernisation à travers, notamment, la négociation d'accords économiques internationaux. De cette manière, le gouvernement proclama un cessez-le-feu unilatéral, le 12 janvier 1994 et, cela, au grand dam des stratèges militaires qui avaient déjà préparé le coup final aux zapatistes.

Au mois de mars, eurent lieu les premières négociations dans l'enceinte de la cathédrale de San Cristóbal de las Casas. Les négociateurs du gouvernement fédéral entreprirent de satisfaire les demandes immédiates des communautés autochtones. Ils présentèrent une proposition en trente-deux points. Le gouvernement reconnaissait que les conditions socio-économiques défavorables auxquelles se confrontaient les autochtones étaient une des causes du soulèvement. Toutefois, l'équipe gouvernementale tenta de séparer les demandes nationales des demandes locales. Il faut souligner qu'il était urgent pour le PRI de neutraliser la violence avant les élections présidentielles qui allaient avoir lieu au mois d'août 1994. L'assassinat de



Colosio, le 23 mars 1994, candidat du PRI à la présidence, fut interprété par les zapatistes comme une reprise en main du parti par les partisans de la « ligne dure ».

Selon Harvey, les négociateurs du gouvernement ont dû faire face à un leadership rebelle pragmatique pour qui la lutte armée avait représenté un dernier recours plutôt que sa tactique principale<sup>119</sup>. En comparaison avec d'autres cas latino-américains, le gouvernement n'avaient pas les mêmes motivations afin d'implanter les réformes que réclamait l'EZLN ; le PRI ne voulait pas lancer des réformes démocratiques substantielles qui viendraient mettre en jeu sa propre reproduction au pouvoir.

Au mois de juin, les zapatistes rejetèrent la proposition gouvernementale, car elle ne correspondait pas à leurs objectifs; ils la jugèrent d'une portée trop limitée. Dès lors, L'EZLN privilégia un dialogue direct avec la société civile. En construisant un réseau d'alliances à l'intérieur de la société civile, l'EZLN désirait maintenir une pression constante sur le gouvernement dans le but de négocier, en dépit de sa faiblesse militaire. L'appel à la mise sur pied de la Convention nationale démocratique (CND) fut une manifestation de cette nouvelle voie. En août 1994, plus de soixante groupes de tout azimut furent représentés au sein de la CND. Le but de cette convention tenue en plein cœur de la Selva, était de démontrer au gouvernement que l'EZLN bénéficiait d'un appui au sein de la société civile.

La CND a appuyé l'appel des zapatistes pour une transition au niveau gouvernemental avec la formation d'une assemblée constituante et l'adoption de

---

<sup>119</sup> Neil Harvey, «The Peace Process in Chiapas: Between Hope and Frustration», dans Cynthia Arnson (dir.) *Comparative Peace Processes in Latin America*, (Washington D.C.: Woodrow Wilson Center), 131.

nouvelles constitutions fédérale et des états<sup>120</sup>. Toutefois, il faut mentionner que la présence d'autant de groupes et de délégués provenant de diverses traditions de la gauche mexicaine n'a permis que l'adoption d'accords généraux. Le débat s'est concentré au niveau du rôle de la participation électorale afin de produire des changements significatifs au Mexique. D'ailleurs, l'EZLN a encouragé la participation électorale s'il existait des conditions minimales pour l'exercice du vote libre et secret.

Les dirigeants de l'EZLN ont convenu avec le gouvernement qu'ils n'empêcheraient pas la tenue des élections. Lors du scrutin de juillet 1994, le candidat du PRI, Ernesto Zedillo Ponce de León, remporta la présidence avec une proportion de 48,26% du vote, suivit par le candidat du PAN, Diego Fernández de Ceballos, avec 25,77% et loin derrière, le candidat du PRD, Cuauhtémoc Cárdenas Solórzano avec 16,4%<sup>121</sup>. Le 21 août, eurent lieu les élections dans l'état du Chiapas. Le candidat du PRI au poste de gouverneur du Chiapas, Eduardo Robledo Rincón, a remporté 50,4% des voix. Alors qu'Amado Avendaño Figueroa, candidat du PRD, récolta 34,9% de la faveur populaire et le PAN a reçu une 9,2% des votes<sup>122</sup>. Il est évident que lors de la campagne électorale, le PRI a bénéficié d'une manière disproportionnée des fonds publics ainsi que du temps d'antenne. Au Chiapas, des centaines d'irrégularités électorales ont été observées.

L'EZLN a immédiatement condamné ce qu'il qualifia de fraude organisée par le PRI chiapanèque et a menacé d'organiser des manifestations populaires afin

---

<sup>120</sup> Neil Harvey, «The Peace Process in Chiapas: Between Hope and Frustration», 132.

<sup>121</sup> Silvia Gómez Tagle, *La transición inconclusa, treinta años de elecciones en México*, (México D.F.: El Colegio de México), [banque de données sur disquettes].

<sup>122</sup> Harvey, «The Peace Process in Chiapas: Between Hope and Frustration», 133.

d'empêcher la prise du pouvoir du nouveau gouverneur priiste en décembre 1994. Le dialogue entre le gouvernement et le groupe rebelle a été rompu le 8 octobre 1994<sup>123</sup>.

3.2. De la prise de pouvoir de Zedillo en passant par les accords de San Andrés Larráinzar et la poursuite du dialogue ou l'euphorie des négociations (décembre 1994 à août 1996)

C'est avec la reprise des hostilités entre l'EZLN et le gouvernement, que l'évêque de San Cristóbal de las Casas, Samuel Ruiz, a fondé la *Comisión Nacional para la Intermediación* (Commission nationale pour l'intermédiation, CONAI). Cependant, le gouvernement refusa de reconnaître officiellement cette nouvelle instance. Il ne lui accorda le statut de médiateur qu'après la crise suscitée par la prise du pouvoir du nouveau gouverneur.

En effet, en décembre 1994, l'EZLN a affirmé avoir occupé les hôtels de ville de 38 municipalités<sup>124</sup> à l'extérieur du cordon militaire de l'armée mexicaine. Les zapatistes ont proclamé la mise sur pied d'un gouvernement rebelle dirigé par Robledo Rincón du PRD. De plus, Ernesto Zedillo, nouveau président élu du Mexique, venait de prendre le pouvoir. Le 14 décembre, le Mexique a vécu une dévaluation de l'ordre de 40% de sa monnaie nationale et a dû faire face à une crise de confiance des investisseurs. Le pays a été incapable de payer le service de la dette

---

<sup>123</sup> Fernando Mayolo López, Julio César López. «EZLN y gobierno conceden a los mexicanos otra semana sin guerra», *Proceso*, numéro 950, 16 janvier 1995, 37.

<sup>124</sup> En réalité le nombre de municipalités occupées par les zapatistes aurait été moins élevé, Michael Monroy évalue ce nombre à 12 ou 13 villes. Les coupes d'arbres sur les routes ainsi que la manipulation médiatique des zapatistes aurait pu augmenter l'impression causée par la prise des hôtels de ville. Michael Monroy, «Reflections», dans Cynthia Arnson (dir.) *Comparative Peace Processes in Latin America*, 154.

dû au mois de janvier 1995. Les États-Unis ont accordé un prêt de 50 milliards de dollars afin de sauver l'économie mexicaine.

Le 9 février 1995, Ernesto Zedillo a donné l'ordre d'une nouvelle offensive militaire contre l'EZLN qui avait pour but de capturer le *Subcomandante* Marcos, dirigeant militaire de l'EZLN. Le procureur général de la République a également rendu publique l'identité du « *sub* »<sup>125</sup> : il s'agissait de Rafael Sebastián Guillén Vicente, diplômé de la Faculté de philosophie et lettres de l'*Universidad Nacional Autónoma de México* (UNAM) et ex professeur de l'*Universidad Autónoma Metropolitana* (UAM). Des milliers de zapatistes ont dû fuir vers la Selva afin de ne pas être arrêtés. Marcos ne fut pas capturé et, tout comme lors des jours qui suivirent le soulèvement de janvier 1994, il y eut des mobilisations populaires afin d'exiger le retrait des troupes armées. Le gouvernement mit fin à l'offensive, mais laissa des troupes près des communautés qui sympathisaient avec les zapatistes. L'offensive a révélé la faiblesse militaire de l'EZLN en comparaison avec l'armée mexicaine. Le futur de l'EZLN devint de plus en plus lié avec sa capacité à créer un espace politique afin d'émerger éventuellement de la lutte armée<sup>126</sup>.

Le 22 février 1995, la *Ley para el diálogo, la conciliación y la paz digna en Chiapas* (Loi pour le dialogue, la conciliation et une paix digne au Chiapas) fut proposée par le président. Cette initiative de loi prévoyait faciliter les contacts entre les parties, initier le dialogue, entreprendre des négociations sur des bases solides, produire des accords, assurer le suivi desdits accords, accorder une amnistie « suffisante » et le retour à la vie civile des zapatistes<sup>127</sup>.

<sup>125</sup> Les sympathisants de l'EZLN ont surnommé le *subcomandante* Marcos, le « *sub* ».

<sup>126</sup> Neil Harvey, «The Peace Process in Chiapas: Between Hope and Frustration», 134.

<sup>127</sup> Mariola López, David Pavón. *Zapatismo y Contrazapatismo. Cronología de un*

La loi prévoyait la formation d'un modèle de négociation qui incluait l'EZLN, le gouvernement mexicain et trois autres participants. Premièrement, la mise sur pied de la *Comisión de Concordia y Pacificación* (Commission de concordance et de pacification, COCOPA) formée de membres des Congrès mexicain et chiapanèque ainsi que de l'exécutif de l'état du Chiapas. Sa principale fonction était de construire les bases du dialogue et de la négociation et d'en faciliter le processus. Deuxièmement, le gouvernement reconnaissait la CONAI comme médiateur entre les parties. Cette dernière était composée de membres éminents de la société civile et présidée par l'évêque Samuel Ruiz. Enfin, la loi prévoyait la mise sur pied de la *Comisión de seguimiento y verificación* (Commission de suivi et de vérification, COSOVER) formée de représentants de l'EZLN, du gouvernement fédéral et d'invités de chacune des parties. Le rôle de cet organe était de procéder au suivi et à la vérification de l'application des accords<sup>128</sup>. Le 9 avril 1995, les parties signèrent l'Accord de San Miguel. L'entente montrait l'engagement de bonne foi des parties à résoudre le conflit par la voie du dialogue, le respect d'éventuels accords et fixait le lieu de la négociation<sup>129</sup>.

En août 1995, l'EZLN a organisé un référendum international afin de promouvoir la formation du *Frente Zapatista de Liberación Nacional* (Front zapatiste de libération nationale, FZLN), front civil et non partisan. Son but était de promouvoir la réforme électorale au niveau communautaire. À ce sujet, le gouvernement n'avait pas considéré les propositions de l'EZLN. En effet, le

---

*enfrentamiento*. (Buenos Aires: Grupo Omega), 279.

<sup>128</sup> Luis Hernández Navarro. «Between Memory and Forgetting: the Indigenous Movement, and Legal Reform in the Time of the EZLN», dans Cynthia Arnson (dir.) *Comparative Peace Processes in Latin America*, 299.

<sup>129</sup> Mariola López, David Pavón. *Zapatismo y Contrazapatismo. Cronología de un*

gouvernement négociait à huis clos avec les principaux partis politiques mexicains, ce qui garantissait une réforme électorale limitée.

Sous la coupe du nouveau modèle de négociation, le gouvernement et les zapatistes eurent six rencontres entre avril et septembre 1995. Ils discutèrent de la détente militaire et de la portée nationale des accords sans parvenir à un compromis acceptable. Cependant, les parties arrivèrent à un consensus en ce qui avait trait aux procédures et à les points à l'agenda du dialogue. Ils ont accepté l'installation de quatre tables de travail auxquelles seraient abordés les problèmes économiques, politiques, sociaux et culturels qui avaient causé le soulèvement zapatiste : 1) droits et culture autochtone; 2) bien-être et développement; 3) démocratie et justice; 4) droits de la femme<sup>130</sup>.

L'augmentation du nombre d'attaques contre les sympathisants zapatistes coïncidèrent avec la réouverture des négociations en octobre 1995. L'élite chiapanèque était déterminée à empêcher tout type d'accord qui affecterait son contrôle sur la terre et la force de travail autochtone. Selon Harvey, un des paradoxes du conflit chiapanèque a été que plus de vies ont été perdues dans des actes de violence passés inaperçus que lors des combats à grande échelle entre l'EZLN et l'armée mexicaines. Il nomme ce phénomène : « l'autre guerre »<sup>131</sup>. Cela fut surtout observable dans les municipalités du nord du Chiapas : Tilá, Sabanilla, Salto de Agua et Tumbalá. Cette zone, correspondant au groupe ethnique Chol, est d'une importance stratégique : au nord, elle partage sa frontière avec l'état de Tabasco, une région riche en gisements pétrolifères; à l'ouest, se trouve la rivière Grijalva, lieu de nombreux

---

*enfrentamiento*. 306.

<sup>130</sup> *Ibid.* 377.

<sup>131</sup> Neil Harvey, «The Peace Process in Chiapas: Between Hope and Frustration», 140.

barrages hydroélectriques; et, à l'est, se situe la ligne de communication avec la péninsule du Yucatán<sup>132</sup>. Elle représentait une zone tampon afin de freiner une éventuelle avancée zapatiste.

Cette violence récurrente a représenté un des obstacles majeurs de la recherche d'une solution pacifique au conflit chiapanèque. Un groupe paramilitaire supporté par le PRI local et les ranchers, *Paz y Justicia*, formé en mars 1995, a été responsable de nombreuses agressions envers les communautés sympathisant avec les zapatistes. Ils auraient reçu un appui logistique et matériel de la police et de l'armée<sup>133</sup>. L'objectif de ce groupe était de déstabiliser et détruire les bases de l'EZLN. *Paz y Justicia* visaient surtout les autochtones ayant voté contre le PRI lors des élections et qui, par conséquent, donnèrent leur appui au PRD. Une grande source de tension dans les communautés autochtones de cette zone fut tangible suite aux élections présidentielles de 1994.

Il faut souligner que les groupes paramilitaires opérant au Chiapas sont différents des *guardias blancas* ou des escadrons de la mort. Les *guardias blancas* sont des hommes de main ou *pistoleros* qui travaillent pour les propriétaires terriens. Les escadrons de la mort sont des groupes clandestins qui agissent principalement dans les agglomérations urbaines, intimidant et attaquant les groupes qui représentent une « menace ou nuisance » pour l'ordre établi, tels les activistes des droits humains ou les enfants de la rue. Ils sont souvent mus par une idéologie anticomuniste et sont composés de membres des forces de la loi.

---

<sup>132</sup> *Ibid.* 141.

<sup>133</sup> *Ibid.* 140.

Tandis que les groupes paramilitaires sont des réseaux de petites armées irrégulières dont les leaders sont des autochtones, des paysans pauvres ou des professeurs recrutés à même les groupes qui ont traditionnellement fait partie du système clientéliste du PRI. Ils sont financés par les forces publiques et les groupes locaux dont le principal objectif est de freiner la progression des organisations indépendantes. Contrairement à l'armée et à la police, les groupes paramilitaires n'ont pas à répondre de leurs actes devant aucune autorité et ils échappent au contrôle de l'opinion publique : ils peuvent agir en toute impunité<sup>134</sup>.

Malgré le contexte du développement des groupes paramilitaires, l'accord cadre adopté au cours de la première ronde de négociation entre les zapatistes et la délégation gouvernementale fut une source d'optimisme. Les parties reconnaissaient :

*...the need for a thorough reform of the state, to construct a new state that would be decentralized, democratic, inclusive and respectful of pluralism; the establishment of a new constitutional framework that recognizes the right of indigenous peoples to autonomy ; and the need for changes in the country's economic, social and cultural model<sup>135</sup>.*

Il faut souligner que cet accord fut conclu entre les zapatistes et des négociateurs du gouvernement issus de l'*Instituto Nacional Indígena* (INI), qui vivait à ce moment une profonde remise en question de sa raison d'être suite au soulèvement zapatiste.

Cette référence à l'autonomie était primordiale pour les zapatistes. Cette revendication était née suite à la crise de la sphère institutionnelle et à l'absence continue des garanties démocratiques au Chiapas. De cette manière, de nombreuses communautés autochtones cherchèrent une représentation alternative aux canaux légaux existants. Ils ont graduellement abandonné l'arène électorale afin de générer

---

<sup>134</sup> Luis Hernández Navarro, «Between Memory and Forgetting: the Indigenous Movement, and Legal Reform in the Time of the EZLN», 313.

<sup>135</sup> Neil Harvey, «The Peace Process in Chiapas: Between Hope and Frustration», 137.



l'expression d'une meilleure autonomie par l'usage de moyens traditionnels dans le but sélectionner leurs représentants communautaires<sup>136</sup>.

Lors de la deuxième ronde de négociation de novembre, le gouvernement changea son équipe de négociateurs pour une représentation du gouvernement de l'état du Chiapas. Les membres de la nouvelle délégation gouvernementale n'avaient pas une pleine connaissance de la problématique autochtone. De plus, le document de l'INI fut ignoré. Le gouvernement proposa que les formes de justice autochtone devaient être incluses dans les systèmes judiciaires déjà existants. Ils prévoyaient également l'attribution d'un statut légal afin que les communautés autochtones puissent élire leurs représentants.

Le gouvernement rejeta la proposition de l'EZLN qui réclamait le droit des communautés à choisir leur propres formes de gouvernement qui agiraient en parallèle avec le gouvernement de l'état. La conception gouvernementale de l'autonomie autochtone se limitait à la capacité de chaque communauté à décider des ses affaires internes dans le cadre constitutionnel déjà existant. Cette vision permettait au gouvernement de maintenir intacte la hiérarchie politique au sein de la fédération, états et municipalités simplement en ajoutant un niveau de gouvernement. Le gouvernement ne fit pas de référence non plus aux droits territoriaux des peuples autochtones. Dès décembre 1995, ce dernier initia une série de manœuvres militaires avant la dernière ronde de négociation, ce qui peut être perçu comme un signe du durcissement des positions du gouvernement.

---

<sup>136</sup> *Ibid.* 141

Les accords de San Andrés, qui représentaient un accord minimum sur les droits autochtones et la culture, furent ratifiés par les deux parties en février 1996. Les accords assuraient une reconnaissance constitutionnelle de l'existence des peuples autochtones ainsi que l'attribution de leurs droits économiques, politiques, sociaux et culturels. En particulier, l'attribution du droit des peuples autochtones à l'autonomie et à la libre détermination via la création des régions autonomes pluriethniques. Toutefois, leur mise sur pied était un des points à l'ordre du jour des futures négociations. L'entente garantissait une meilleure participation et représentation des autochtones dans la vie politique mexicaine, un plein accès au système judiciaire, la promotion des manifestations culturelles autochtones, la stimulation de l'éducation ainsi que l'aide à la production et à la formation d'emplois dans les zones autochtones. Les accords prévoyaient également de retracer les frontières municipales chiapanèques<sup>137</sup>.

L'accord de San Andrés tentait de rectifier le tir en ce qui avait trait aux droits culturels des autochtones. Depuis 1992, la réforme à l'article quatre de la constitution faisait mention de l'existence des autochtones et reconnaissait leurs droits culturels. Toutefois, on n'y spécifiait aucun principe, relation ou institution à l'intérieur desquels ces droits allaient se matérialiser et reléguait leur application à des lois secondaires non existantes ou contradictoires<sup>138</sup>.

L'accord de San Andrés ne faisait aucune mention spécifique de l'expression de l'autonomie régionale, à la promotion de l'éducation et au respect des connaissances traditionnelles, ni à la reconnaissance de leurs droits collectifs qui était

---

<sup>137</sup> Mariola López, David Pavón. *Zapatismo y Contrazapatismo. Cronología de un enfrentamiento*. 444-445.

<sup>138</sup> Luis Hernández Navarro, «Between Memory and Forgetting: the Indigenous Movement,

des revendications importantes des zapatistes. Ce fut en partie dû au manque de volonté du gouvernement d'accorder l'autonomie, mais également le résultat des différences entre les conseillers zapatistes et les divers secteurs du mouvement autochtone présents lors des négociations.

Avec la signature de ces accords ainsi que son engagement à entreprendre des réformes, le gouvernement éliminait la menace de la formation d'une coalition entre l'EZLN et les partis politiques d'opposition. De plus, la tactique de donner de l'attention aux zapatistes allait faire gagner du temps au gouvernement fédéral afin de poursuivre la négociation de la réforme électorale avec les dirigeants des partis politiques sans « l'interférence » d'autres secteurs et allait surtout permettre d'en limiter sa portée<sup>139</sup>.

En fait, ce que le gouvernement mexicain a réellement proposé aux zapatistes avec l'accord de San Andrés, ce ne fut que la création de mécanismes dans le but de se constituer un capital politique et de forger des liens avec d'autres secteurs de la société. Le gouvernement n'est jamais entré dans la négociation de questions substantielles. C'était une occasion de réintégrer les rebelles à la vie civile sans leur garantir de gain politique véritable.

L'accord fut également un moyen de créer une légitimité auprès des pays européens. Immédiatement après la signature de l'accord, des représentants du gouvernement mexicain entreprirent une campagne diplomatique en Europe afin de polir l'image du Mexique souvent accusé de violations des droits humains. En effet, la signature d'accord commerciaux incluait souvent une clause démocratique. De

---

and Legal Reform in the Time of the EZLN», 300.

<sup>139</sup> *Ibid.* 303.

plus, le Mexique était soucieux de montrer sa préoccupation auprès de l'Organisation internationale du travail (OIT) suite aux dénonciations des violations des droits des travailleurs ruraux et autochtones. Enfin, le gouvernement désirait neutraliser l'influence des zapatistes en Europe, où des groupes de solidarité avaient été mis sur pied<sup>140</sup>. Ces groupes exerçaient une pression constante sur les gouvernements européens afin d'intégrer la question zapatiste à l'ordre du jour de l'agenda des relations extérieures.

Pour les zapatistes, les accords de San Andrés furent une victoire considérable : le gouvernement, en considérant une partie de leurs demandes, leur attribuait de la légitimité : l'EZLN était un interlocuteur valide. De plus, l'accord prévoyait des instruments afin de propulser la lutte autochtone au niveau national et faciliter leur incorporation à la vie politique mexicaine. Toutefois, les zapatistes étaient sceptiques quant à l'engagement réel du gouvernement pour l'application des accords, c'est peut-être ce qui a expliqué leur refus de signer publiquement les accords.

Deux mois après la signature de l'accord, tout se déroulait normalement : les accords furent présentés au Sénat, à l'exécutif ainsi qu'au président Zedillo. Il y eut un conflit au sein des membres de la commission intergouvernementale : allait-on conduire des réformes constitutionnelles ou allait-on seulement promulguer une loi afin d'appliquer les accords de San Andrés ?

---

<sup>140</sup> *Id.*

Pendant ce temps, la deuxième ronde de négociation sur la démocratie et la justice était en crise. Les parties ne pouvaient arriver à un accord en ce qui avait trait à la réforme de l'État. De plus, les dates de la négociation coïncidèrent avec l'éviction violente et la mort de nombreux paysans qui occupaient des terres au Chiapas. Le gouvernement annonça la fin de la réforme agraire dans cet état. Enfin, au mois de mai, un juge local a condamné deux présumés zapatistes de terrorisme. Les zapatistes ont interprété ce geste comme une provocation directe et ont quitté la table de négociation. Le verdict de ce juge ne peut être considéré comme un acte autonome vu la dépendance traditionnelle du judiciaire envers l'exécutif au Mexique. De plus, pourquoi le gouvernement négociait-il avec des terroristes ?

La crise fut désamorcée le 7 juin 1996 avec la libération des prisonniers zapatistes. Il y eut une réforme du format du dialogue : dorénavant, la COCOPA serait le seul organe pouvant déclarer le bris des négociations. À cette époque, il régnait un profond désaccord au sein du gouvernement fédéral en ce qui avait trait aux moyens à adopter afin de contrôler le conflit. Finalement, suite à une dispute avec les membres de la commission gouvernementale en charge des négociations, le ministre de l'Intérieur prit de l'importance dans le conflit afin de contrer l'influence croissante de la COCOPA.

Du 27 juillet au 3 août 1996, les zapatistes ont organisé la tenue de la première rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme en pleine Selva Lacandona. Le but de cet événement était de propulser la lutte autochtone au niveau international. Ce fut également une conséquence de la politique du gouvernement mexicain de séparer les demandes locales des réformes nationales, ce qui a mené l'EZLN à rejeter peu à peu la voie officielle et de se concentrer ses efforts

dans le but de construire des réseaux de base dans la société civile nationale et internationale.

Au cours de l'année 1996, les observateurs nationaux et internationaux notèrent que la militarisation de l'état du Chiapas suivait son cours. Un facteur qui a contribué au changement de position du gouvernement fut l'apparition d'un nouveau groupe de guérilla, l'*Ejército Popular Revolucionario* (Armée populaire révolutionnaire, EPR) en juin 1996 dans l'état de Guerrero. Il faut mentionner que l'EZLN a démenti tout lien avec l'EPR, qui semblait être un groupe de guérilla avec des tactiques traditionnelles. Le gouvernement a utilisé l'EPR afin de réduire la présence de l'EZLN dans les médias, pendant qu'il augmentait sa présence militaire dans les zones autochtones chiapanèques<sup>141</sup>.

La deuxième phase de négociation, celle sur la démocratie et la justice, fut de courte durée ; le gouvernement a restreint graduellement ses offres à un moins grand nombre de sujets. Il ne voulait pas compromettre les négociations déjà en cours avec les partis politiques au sujet de la réforme électorale.

### 3.3. Du bris des négociations à Acteal ou le durcissement des positions (septembre 1996 à décembre 1997)

Les zapatistes évaluèrent alors que le dialogue n'avancé plus et, le 2 septembre 1996, la négociation fut rompue. Ils énoncèrent cinq conditions au retour à la table de négociation : la libération de tous les prisonniers soupçonnés d'être zapatistes et des bases d'appui zapatistes détenus dans le nord du Chiapas ; la présence d'un interlocuteur officiel disposant d'un pouvoir de décision et de volonté

de négocier ; l'installation de la COSOVER ; des propositions concrètes pour le thème de démocratie et justice et un compromis d'arriver à des accords ; la fin du climat de persécution et de harcèlement militaire et policier contre les autochtones ainsi que l'élimination des *guardias blancas*<sup>142</sup>.

Vers la fin du mois de septembre 1996, les zapatistes signifièrent qu'ils désiraient envoyer une délégation au Congrès national indigène qui allait être tenu du 8 au 12 octobre dans la ville de Mexico. Toutefois, le gouvernement a averti que si les zapatistes quittaient le Chiapas, ils seraient arrêtés. Par la suite, un débat s'est amorcé à savoir si les zapatistes pouvaient quitter l'état du Chiapas. Ces discussions ont intensifié les relations entre les zapatistes et le gouvernement fédéral. L'EZLN affirmait que le voyage était une preuve de la voie choisie; celle du dialogue et non celle des armes. Cela permettrait de consolider les conditions politiques pour la tenue d'un dialogue solide et véritable.

Ce conflit fut résolu sur la base de la négociation, la COCOPA y a joué un rôle clé, et le gouvernement a finalement accepté le voyage d'une délégation zapatiste à la ville de Mexico. L'EZLN a choisi la *Comandante* Ramona, très gravement malade du foie, afin de présider la délégation zapatiste. Comment les autorités allaient-elles arrêter une femme gravement malade? Le transfert des zapatistes au congrès de la ville de Mexico leur a permis d'accroître leur visibilité et de se constituer un important capital politique. Cela a également contribué à créer un intérêt croissant pour la question autochtone au niveau national. De plus, à travers cette crise, la COCOPA a pu démontrer son potentiel pour la négociation. Cependant,

---

<sup>141</sup> *Ibid.* 306.

<sup>142</sup> Mariola López, David Pavón. *Zapatismo y Contrazapatismo. Cronología de un enfrentamiento*, 560-561.

malgré elle, la COCOPA avait fourni une opportunité au ministre de l'Intérieur de déplacer l'équipe de négociateurs du gouvernement. Dorénavant, le dialogue prit la voie du *fast track*.

La brèche ouverte par les zapatistes avait permis de surpasser le modèle qui avait conduit aux accords de San Andrés, également connu comme tripartite. Le *fast track* était plus direct et moins formel. Le nouveau modèle permit l'aboutissement vers un accord sur l'établissement formel de la COSOVER, l'organe qui permettrait le suivi des accords de San Andrés. C'est donc sur les bases de cette nouvelle dynamique que les négociations reprirent afin de transférer San Andrés vers un projet de loi et des réformes constitutionnelles.

Le ministre de l'Intérieur promit de ne soumettre aucune initiative qui n'avait pas préalablement reçu l'accord des zapatistes. Selon les membres de la commission législative, les zapatistes visaient très haut et le gouvernement très bas. Les zapatistes refusaient d'ouvrir les accords de San Andrés. Les parties étaient d'accord afin de rejeter ou accepter tels quels les documents, dans le but d'éviter les changements éditoriaux sans fin ou d'établir le dialogue « par la porte d'en arrière ». Le document qui leur serait soumis serait préparé par la COCOPA. Il faut souligner que ce n'était pas le rôle de la COCOPA de préparer un tel document, mais celui de la COSOVER. Cependant, comme la COSOVER n'était pas fonctionnelle, les membres de la délégation de législateurs ont offert de rédiger le document afin de faire débloquer les négociations<sup>143</sup>.

---

<sup>143</sup> Miguel de la Vega, «La única solución en Chiapas: que el Congreso de la Unión recoja los Acuerdos de San Andrés y los interprete, dice Luis H. Álvarez», *Proceso*, número 1114, 8 mars 1998, 13.



Le 29 novembre, la COCOPA remit son texte à l'EZLN et au ministre de l'Intérieur. La nouvelle initiative de la COCOPA afin d'implanter les accords de San Andrés était fondée sur le texte original adopté en février 1996. Les zapatistes acceptèrent le document, mais soulignèrent quelques points importants qui, selon eux, auraient dû être incorporés. Le gouvernement rejeta le document de la COCOPA et proposa des changements au texte. Les zapatistes refusèrent quelle que modification que ce soit et signifièrent à la COCOPA qu'ils allaient se retirer de la négociation puisque le gouvernement n'avait pas respecté son accord initial.

Quelques jours plus tard, le président Zedillo demanda une période de deux semaines afin de pouvoir consulter des experts constitutionnels au sujet de la proposition de la COCOPA. Les zapatistes leur accordèrent ce délai, mais ils laissèrent filtrer de l'information aux médias au sujet des négociations. C'est ce qui a marqué la fin de la politique des « *discreet negotiations, public results* »<sup>144</sup>.

Lorsque le dialogue entre l'EZLN et le gouvernement est entré dans une phase de stagnation vers la fin de 1996, le président mexicain entrepris une campagne personnelle contre les réformes en affirmant qu'elles allaient établir un régime de droits et de privilèges qui allait conduire le Mexique tout droit vers la désintégration et la balkanisation<sup>145</sup>. Le rejet de la proposition a affaibli la marge de manœuvre de la COCOPA et de la CONAI.

Vers la fin décembre, le président Zedillo fit parvenir vingt-sept observations aux zapatistes en ce qui avait trait à la proposition de la COCOPA. Les insurgés ont fait savoir, vingt jours plus tard, qu'ils considéraient que la contre-proposition du

---

<sup>144</sup> Luis Hernández Navarro. «Between Memory and Forgetting: the Indigenous Movement, and Legal Reform in the Time of the EZLN», 309.

<sup>145</sup> *Id.*

président n'avait pas de lien avec les accords de San Andrés et, par conséquent, qu'elle était irrecevable. Ils jugeaient que les intentions du gouvernement étaient d'éviter l'application des accords de San Andrés et qu'il tentait ainsi de saboter le processus de paix. Cela mit fin définitivement au *fast track*.

Jamais auparavant dans l'histoire du Mexique moderne, avait eu lieu un débat aussi intense autour de la possibilité d'une réforme constitutionnelle. Les changements proposés pouvaient modifier profondément la nature même de l'État mexicain. De plus, l'initiative de réforme était le résultat d'une négociation entre le gouvernement, un groupe de guérilla et un mouvement autochtone qui prenait de plus en plus d'importance. Ces derniers réclamaient des droits économiques, sociaux, politiques et culturels et rejetaient « l'assistencialisme » gouvernemental traditionnel.

Hernández Navarro juge que le rejet de l'initiative de réformes constitutionnelles de la COCOPA n'avait aucun fondement légal ou technique. Il affirme que cela s'est inscrit dans une vieille tradition de la politique mexicaine : ériger un écran de fumée afin d'annihiler un accord et confondre ainsi l'opinion publique<sup>146</sup>. En fait, les raisons du comportement du gouvernement aurait eu des fondements politiques : le président cherchait à éliminer la présence et l'influence des zapatistes de la politique nationale, à isoler dans les montagnes du Chiapas, dans le but de pouvoir manœuvrer librement lors des élections législatives prévues le 6 juillet 1997. Toutefois, la majorité des juristes consultés par le président et la COCOPA affirmèrent qu'il était indispensable d'apporter des modifications à la proposition de la COCOPA dans le but de la perfectionner, sans affecter son essence<sup>147</sup>.

---

<sup>146</sup> *Id.*

<sup>147</sup> Miguel de la Vega, «La única solución en Chiapas: que el Congreso de la Unión recoja los Acuerdos de San Andrés y los interprete, dice Luis H. Álvarez», *Proceso*, número 1114, 8

Il faut souligner que le PRI faisait face, pour la première fois au cours de son histoire, à la menace de perdre la majorité absolue au Congrès. Le fait de réformer la constitution aurait pu conférer la force nécessaire ainsi qu'une énorme légitimité aux zapatistes afin de faire basculer en leur faveur l'environnement politique. De cette manière, le PRI a cherché à exclure un acteur qu'il n'arrivait pas à contrôler et qui pouvait construire des ponts avec l'opposition.

Qui plus est, l'application des accords de San Andrés aurait permis la création d'un espace pour l'organisation et le développement autochtone en dépit du contrôle traditionnel du gouvernement, ainsi que la mise sur pied d'institutions et de recours légaux afin de résister à la réforme de l'article 27 qui mettait fin à la réforme agraire et qui permettait la vente d'*ejidos*. Cela mettait en jeu le cours des réformes économiques, puisque les autochtones allaient pouvoir contrôler les ressources naturelles des territoires qu'ils habitaient.

À l'approche des élections, l'armée mexicaine a accru sa présence dans la région où l'EZLN avait un fort appui. Les rebelles encouragèrent l'abstentionnisme dans les régions du Chiapas où les conditions minimales pour l'exercice du vote libre n'étaient pas respectées. Malgré l'euphorie de participation démocratique vécue dans la ville de Mexico en juillet 1997, avec la victoire du PRD, et les gains de l'opposition au sein du Congrès, le PRI était toujours une force à battre au Chiapas. Les zapatistes ont détruit de nombreux bureaux de vote afin d'y faire annuler les élections. Ils protestaient notamment contre la militarisation croissante des zones

autochtones, la reconnaissance des accords de San Andrés et le manque d'intérêt montré par les partis politiques envers la problématique autochtone<sup>148</sup>.

L'impunité dans laquelle agissaient les groupes paramilitaires dans la région du Chiapas a mené au massacre d'Acteal, le 22 décembre 1997, où 45 personnes, surtout des femmes et des enfants, ont été assassinées. Les victimes étaient membres de *Las Abejas*, une organisation civile sympathisante avec les zapatistes, mais toutefois en désaccord avec la voie armée. Cela mettait en relief le degré de division dans les communautés autochtones. Le gouvernement promit immédiatement de mener une enquête et de punir les coupables.

#### 3.4. De la non négociation ou la perte de contact entre les parties (janvier 1998 à novembre 2000)

Dans les jours qui suivirent le massacre d'Acteal, le président Zedillo nomma un nouveau ministre de l'Intérieur, Francisco Labastida Ochoa. Le 2 février 1998, le gouvernement annonça qu'il avait réduit les observations qu'il avait émit au sujet de la proposition de la COCOPA, au nombre de quatre. Ces remarques n'étaient pas sujet à discussion puisque le gouvernement jugeait que la proposition de la COCOPA s'était éloignée de l'esprit des accords de San Andrés. Les points en litige étaient : l'autonomie, le contrôle et l'exploitation des ressources naturelles, l'exploitation de médias de masse ainsi que l'application d'un nouveau découpage des municipalités chiapanèques<sup>149</sup>. Il faut souligner que les deux premiers points représentaient des entraves au projet de libéralisation économique entrepris par le PRI depuis 1982.

---

<sup>148</sup> Luis Hernández Navarro, «Between Memory and Forgetting: the Indigenous Movement, and Legal Reform in the Time of the EZLN», 310.

<sup>149</sup> Salvador Corro. «Guerra política y propagandística del gobierno para obligar al EZLN a

Une série d'accusations mutuelles a débuté entre les zapatistes et le gouvernement; l'autre partie était celle qui obstruait la reprise du dialogue. Les zapatistes affirmèrent que ni une virgule, ni un point, ni une lettre allaient être changés des accords de San Andrés<sup>150</sup>. Les zapatistes ne se manifestèrent plus publiquement pour quelques mois. De plus, ils n'eurent aucun contact avec le gouvernement, la COCOPA ou la CONAI.

Au mois de mars, le gouverneur du Chiapas proposa sa propre initiative afin de régler le conflit au Chiapas, l'*Acuerdo Estatal para la Reconciliación y Paz en Chiapas*. À partir du mois d'avril, le gouvernement du Chiapas amorça une série d'opérations policières et militaires afin de démanteler les municipalités rebelles autonomes établies depuis décembre 1994, mais dont la création s'était intensifiée suite à la rupture des négociations entre l'EZLN et le gouvernement. Le gouverneur désirait rétablir l'état de droit dans ces municipalités où les autochtones administraient la justice, le registre civil et le maintien de l'ordre. Les autorités rebelles exerçaient le contrôle en accord avec les us et coutumes autochtones et y appliquaient leurs propres lois. Cela fut une forme adoptée par les zapatistes afin d'appliquer unilatéralement les accords de San Andrés<sup>151</sup>. Il est sans dire que cela a occasionné des confrontations avec des communautés voisines fidèles au gouvernement et entre les zapatistes eux-mêmes.

De plus, lors de ces opérations, le gouvernement a appréhendé et procédé à l'expulsions d'étrangers du Chiapas. Ils étaient accusés de participation politique, ce qui est interdit par l'article 33 de la constitution mexicaine. Le dernier démantèlement

---

reanudar las negociaciones», *Proceso*, numéro 1112, 22 février 1998, 11.

<sup>150</sup> *Ibid.*, 12.

<sup>151</sup> Álvaro Delgado. «Sitiados por el Ejército, la enfermedad y la miseria, languidecen los

d'un *municipio autónomo* eut lieu le 10 juillet 1998. Il y eut un violent affrontement armé entre les bases d'appui zapatistes et les forces policières dans la communauté de El Bosque. Deux policiers et huit civils y trouvèrent la mort. La COCOPA demanda au gouvernement de mettre fin aux interventions dans les municipalités autonomes. Ce dernier accepta afin de contribuer à une détente entre les parties.

Le président a effectué plusieurs visites au Chiapas afin de propager son message de dialogue direct et la voie pacifique. Il a durement critiqué le diocèse de San Cristóbal avec des expressions telles «apostolat de l'hypocrisie», « théologiens de la violence»<sup>152</sup>. De plus, un document publié par la CONAI vint mettre le feu aux poudres. La CONAI convoquait la formation d'un réseau de solidarité pour le Chiapas au niveau international afin de presser le gouvernement à un retour au dialogue<sup>153</sup>. Le gouvernement condamnait sévèrement l'ingérence étrangère dans les affaires internes du Mexique.

Du mois de mars jusqu'à juin, le *subcomandante* Marcos a maintenu un silence qui a accentué le sentiment de stagnation du dialogue. La COCOPA a tenté de chercher à rétablir un dialogue direct entre l'EZLN et le gouvernement mexicain. L'EZLN s'est enfermé dans le mutisme et la COCOPA ne reçut pas de réponse. C'est dans ce contexte de pressions gouvernementales constantes ainsi que l'absence de contact entre le gouvernement et l'EZLN que, le 7 juin 1998, s'est produite la dissolution de la CONAI. Samuel Ruiz expliqua: «*Decidimos dejar de existir por*

---

municipios autónomos de Chiapas», *Proceso*, numéro 1130, 28 juin 1998, 12.

<sup>152</sup> SIPAZ, *Actualidad: Fracaso del diálogo*. Rapport: 3e année, no. 3, août 1998. <http://www.sipaz.org/frms.htm>.

<sup>153</sup> Salvador Corro, Miguel de la Vega. «Gobernación ignoró un aviso de la CONAI, la acusó de preferir la confrontación y la descalificó como instancia de mediación». *Proceso*, numéro 1118, 5 avril 1998, 14.

*falta de vigencia y para no ser cómplices de lo que está pasando. No fue una renuncia sino una denuncia para generar reacciones»<sup>154</sup>.*

Le 10 juin 1998, le gouvernement fédéral présenta sa propre initiative sur les droits autochtones au Congrès mexicain, ignorant la juridiction de la COCOPA et de la CONAI. Vers la mi-juillet, Marcos a rompu son silence et a félicité la CONAI et la COCOPA pour leurs efforts afin de rétablir le dialogue. Marcos a réitéré que les zapatistes n'accepteraient pas d'autres accords que ceux de San Andrés. Il écarta la possibilité de la reprise du dialogue à court terme. L'EZLN convoqua plutôt la société civile à exprimer son opinion sur la proposition de la COCOPA. De plus en plus de groupes et d'organisations non gouvernementales demandaient une médiation internationale, ce qui était hors de question pour le gouvernement mexicain.

Le ministre de l'Intérieur, a affirmé que le gouvernement n'aurait plus recours à la violence au Chiapas. Le gouvernement fédéral annonça qu'il ordonnait l'incarcération de quatre-vingt-dix présumés participants au massacre d'Acteal. Toutefois, il avertit qu'il n'y aurait plus de concession gratuite pour l'EZLN, car il jugeait que le groupe rebelle avait sabordé le processus de paix. Le gouvernement fédéral proposa un plan de détente pour l'état du Chiapas qui attribuait un rôle important à la COCOPA.

Le plan prévoyait une série de mesures : la COCOPA devrait solliciter le désarmement, exiger d'éviter la violence dans les communautés zapatistes et promouvoir la participation des zapatistes dans le projet du redécoupage des

---

<sup>154</sup> «Nous avons décidé de ne plus exister par manque de validité et pour ne pas être complices de ce qui se passe. Ce ne fut pas un abandon, mais plutôt une dénonciation afin de générer des réactions». SIPAZ, *Actualidad: Fracaso del diálogo*. Rapport: 3e année, numéro 3, août 1998. <http://www.sipaz.org/frms.htm>.

municipalités chiapanèques<sup>155</sup>. Les législateurs membres de la COCOPA rejetèrent les pétitions du gouvernement, car ils sentaient qu'il y avait un risque de se convertir en un instrument de la politique gouvernementale. Le gouvernement semblait intéressé à ce que la COCOPA assume un rôle de médiation et non d'appui à la négociation. L'EZLN a fait la demande de l'établissement d'une nouvelle instance de médiation.

En septembre 1998, des pluies torrentielles s'abattirent sur le Chiapas provoquant un désastre naturel. Les régions les plus touchées furent : Los Altos, la Selva et le nord du Chiapas qui étaient déjà durement affligées par le conflit. Dans ce contexte, les élections municipales eurent quand même lieu. Il y eut un taux d'abstention de l'ordre de 54%<sup>156</sup> et de nombreuses irrégularités furent signalées dans tout l'état. L'EZLN n'a pas empêché la tenue du vote. Cependant, dans plusieurs communautés autochtones, les bases d'appui zapatistes ont décidé de ne pas voter. Le PRI a ainsi pu récupérer des municipalités perdues lors des élections de 1995, surtout celles situées dans la zone de conflit. Le PRD n'a gagné aucune municipalité. Dorénavant, ces zones seraient exclusivement contrôlées par le PRI.

En décembre 1998, une semaine avant le premier anniversaire des événements d'Acteal, le gouverneur de l'état du Chiapas a présenté un projet de loi pour l'amnistie et le désarmement des groupes paramilitaires. Cette initiative proposait l'amnistie aux groupes armés, sans crainte de poursuite judiciaire pour les délits de possession, de port ou le stockage d'armes ou d'explosifs. Le gouverneur proposait également la possibilité de travail en échange d'armes. Toutefois, ce projet fut perçu comme une tentative de ne pas punir les assassinats ainsi que le harcèlement commis

---

<sup>155</sup> *Id.*

<sup>156</sup> SIPAZ. *Chiapas: ¿Cuál vía a la democracia?*. Rapport: 3e année, numéro 4, novembre 1998. <http://www.sipaz.org/frms.htm>.



par les groupes paramilitaires. L'initiative excluait une amnistie aux intégrants de l'EZLN et aux organisations civiles indépendantes. Cette loi fut approuvée par le Congrès local le 25 février 1999 et fut envoyée au Congrès fédéral<sup>157</sup>.

Le 20 décembre, le Procureur général de la République, Jorge Madrazo Cuellar, a publié le Livre blanc sur Acteal. La version officielle des événements a considéré le massacre d'Acteal comme un fait isolé et comme le résultat d'un conflit entre familles ou membres de religions différentes, ce qui acquitte le gouvernement de toute responsabilité. Selon le gouvernement, une autre des causes possibles, était l'existence du *municipio autónomo rebelde* de Polhó et, par conséquent, l'inexistence de l'État de droit dans la région de Chenalhó.

Le 21 mars 1999, s'est déroulée la consultation de l'EZLN. Les résultats ne furent pas considérés importants, sinon la mobilisation engendrée par la consultation. Selon les chiffres de l'EZLN près d'un million et demi de Mexicains y auraient participé<sup>158</sup>. À la fin mai 1999, Labastida fut remplacé par Diódoro Carrasco. L'ex ministre de l'Intérieur allait dorénavant se consacrer à plein temps à sa pré campagne présidentielle. Lors des mois de mai et juin 1999, l'EZLN organisa des rencontres avec des associations civiles afin de faire le suivi de la consultation.

Au début juillet, eut lieu une réunion entre le ministre de l'Intérieur et la COCOPA, suite à près d'un an sans contact. Les zapatistes dénoncèrent l'augmentation du nombre de troupes et des contrôles militaires et policiers ainsi que de l'installation de nouveaux campements militaires. Les nouvelles incursions dans les communautés autochtones qui sympathisaient avec les zapatistes s'effectuaient

---

<sup>157</sup> SIPAZ. *Chiapas: una situación que sigue siendo explosiva*. Rapport: 3e année, numéro 5, <http://www.sipaz.org/frms.htm>

<sup>158</sup> SIPAZ. *Chiapas: la contienda por los derechos humanos y cultura indígena sigue*.

désormais sous le couvert de la Loi sur les armes à feu et explosifs et de la lutte au trafic de drogues.

En juillet, les membres de quatre partis d'opposition (PAN, PRD, PVEM, PT) décidèrent de former une coalition en vue de l'élection au poste de gouverneur qui se déroulerait au mois d'août 2000. Le sénateur Pablo Salazar, qui avait déserté le PRI depuis peu, était la figure de proue de la nouvelle alliance partisane. Il avait toujours été très critique de la politique gouvernementale relativement au conflit du Chiapas. La nouvelle coalition représentait un adversaire de taille contre la domination historique du PRI sur le territoire chiapanèque.

Également lors de cette période, le gouvernement du Chiapas procéda à l'adoption d'une série d'initiatives unilatérales, ce qui n'aida pas à la reprise du dialogue entre les parties : il proclama la création de sept nouvelles municipalités ainsi que la Loi de l'état du Chiapas sur les droits et la culture autochtones. Le 26 août, les troupes fédérales et les bases d'appui zapatistes s'affrontèrent dans la communauté de San José Esperanza, municipalité de Las Margaritas.

Le 7 septembre, le gouvernement émit une nouvelle proposition afin de rétablir le dialogue. Le ministre de l'Intérieur annonça qu'il était disposé à rétablir le dialogue au moment et au lieu que les zapatistes décideraient. Les points à l'ordre du jour seraient : le mouvement des troupes de l'armée fédérale, les groupes paramilitaires (enquête et sanctions) et la discussion de son projet de loi sur la culture et droits autochtone, qui était différent à celui proposé par la COCOPA en 1996<sup>159</sup>. Afin de montrer sa bonne volonté, le gouvernement libéra trente-sept prisonniers

---

Rapport: 4e année, numéro 2, <http://www.sipaz.org/frms.htm>.

<sup>159</sup> SIPAZ. *Chiapas: asuntos pendientes para la paz*. Rapport: 4e année, numéro 4, novembre 1999. <http://www.sipaz.org/frms.htm>

zapatistes. De plus, pour la première fois, le gouvernement reconnaissait l'existence des groupes paramilitaires, mais pas le fait qu'ils portaient des armes.

Le 31 mars 2000, Felipe Arizmendi, fut nommé évêque pour le diocèse de San Cristóbal suite à la démission de Samuel Ruiz. La COCOPA était paralysée depuis déjà plusieurs mois suite à l'expression du veto des législateurs priistes en ce qui avait trait à de nouvelles initiatives, entre autres au sujet d'une visite au Chiapas afin d'enquêter sur les dénonciations de l'intensification de la militarisation<sup>160</sup>.

Le 2 juillet, se déroulèrent les élections afin d'élire le nouveau président, de nouveaux députés et sénateurs. Vicente Fox, candidat à la présidence pour le PAN, récolta 43,43% du vote, Francisco Labastida Ochoa, 36,88% et la candidat du PRD, Cuauhtémoc Cárdenas, une proportion de 17%. Le taux de participation de 64% fut sans précédent au Mexique<sup>161</sup>. Pour la première fois de son histoire, le Mexique serait dirigé par un parti autre que le PRI, qui avait prédominé la politique mexicaine depuis 71 ans. Il faut souligner qu'aucun parti n'a obtenu la majorité absolue au congrès et au sénat.

Le 20 août, furent tenues les élections de l'état du Chiapas. L'*Alianza por Chiapas*, la coalition dirigée par Pablo Salazar, a reçu une part de 51,50% des votes. Tandis que Sami David, le candidat du PRI eut un appui de 45,68%. Les zapatistes ne s'étaient pas prononcés lors de cette élection et n'ont pas non plus réalisé d'actions afin d'empêcher leur tenue. On enregistra de hauts niveaux d'abstentionnisme dans les zones d'influence zapatiste.

---

<sup>160</sup> SIPAZ. *Chiapas: beligerancia militar, resistencia diplomática*. Rapport: 5e année, numéro 2, mai 2000.

<sup>161</sup> Mireya Cuéllar, Alonso Urrutia. «Fox, presidente electo con 43.43% de los votos: IFE». *La*

3.5. Épilogue. Vicente Fox et l'EZLN; l'établissement d'un nouveau dialogue et la résolution du conflit sont-ils possibles ? (décembre 2000 à ...)

Dès sa prise de pouvoir, le 1<sup>er</sup> décembre 2000, le président Vicente Fox a mentionné comme prioritaires les droits autochtones et la résolution du conflit au Chiapas. Il s'est prononcé en faveur de l'application des accords de San Andrés et a invité les zapatistes à réinitier le dialogue. Il nomma un nouveau Commissaire pour la paix au Chiapas, Luis H. Álvarez, qui fut immédiatement salué par les zapatistes. Le nouveau gouvernement ordonna le retrait de barrages militaires dans la zone de conflit ce qui, toutefois, ne modifiait pas le nombre de troupes de l'armée mexicaine en place au Chiapas.

De plus, le président a acheminé au Congrès la proposition élaborée par la COCOPA en décembre 1996. Toutefois, il n'est pas certain que la proposition de la COCOPA récolte un appui majoritaire auprès des législateurs. Ce qui pourrait signifier de nouveau une stagnation du dialogue entre le gouvernement et l'EZLN. Contrairement aux espérances de plusieurs, les zapatistes ont accepté l'invitation au dialogue du nouveau gouvernement. L'EZLN a décidé d'envoyer une délégation zapatiste, dont le *subcomandante* Marcos fera partie, à la ville de Mexico en février 2001.

Nous examinerons plus en détail le nouveau rapport de force entre le gouvernement de Fox et l'EZLN, ainsi que les futures perspectives de la reprise du processus de paix, lors du quatrième chapitre.

## CHAPITRE QUATRIÈME : LE PROCESSUS DE PAIX AU CHIAPAS EN PERSPECTIVE COMPARÉE

### 4.1. Processus de paix et transition démocratique; une relation sine qua non

#### 4.1.1. *Théorie de la transition démocratique*

Un processus de paix est un processus de dialogue entre les représentants des forces belligérantes, avec ou sans intermédiaire, dans le but d'assurer la fin des hostilités dans un contexte d'accords sur des thèmes qui transcendent une nature strictement militaire. Un processus de paix implique un effort afin de mettre un terme à la confrontation par la conclusion d'accords qui viennent corriger les inégalités politiques, sociales, économiques et ethniques qui avaient, dans un premier temps, conduit au conflit<sup>162</sup>. Toutefois, quelles sont les conditions qui permettent l'atteinte de la paix ? À ce sujet, on a observé qu'il y a « *a mutually reinforcing relationship between process of democratic transition and peace. Negotiations are made possible by a prior process of democratic opening, however shallow, and the peace process furthers the transition* »<sup>163</sup>. Il sera donc nécessaire de tracer un bref portrait de la théorie de la transition démocratique.

Il y a divers types de démocraties qui émergent de modes distincts des transitions de régimes. Premièrement, la démocratie, telle que définie par Terry Lynn Karl, est composée de quatre éléments essentiels : l'ouverture d'un débat politique ainsi que de la compétition politique pour les charges publiques ; la participation des citoyens à la vie politique par l'intermédiaire de l'action partisane, associative ou d'autres formes d'actions collectives ; les élus doivent rendre des comptes aux

---

<sup>162</sup> Cynthia Arnson. «Introduction». dans Cynthia Arnson (dir.) *Comparative Peace Processes in Latin America*, (Washington D.C.: Woodrow Wilson Center, 1999), 1.

citoyens (gouvernement responsable) par des mécanismes de représentation et par le respect de l'État de droit ; un contrôle civil sur le gouvernement<sup>164</sup>. Il faut souligner que cette définition est plus large que la seule tenue d'élections : si on ne considérait comme critère que la présence d'un processus électoral, le Mexique, qui a longtemps vécu sous un régime autoritaire avec parti hégémonique, pourrait être classé comme une démocratie, puisque des élections y ont été régulièrement tenues depuis le début des années trente.

O'Donnell et Schmitter ont défini la démocratisation comme un processus historique incluant des étapes de transition, de consolidation, de persistance ou d'une éventuelle «déconsolidation». On peut schématiser le processus de transition démocratique ainsi : libéralisation, démocratisation et consolidation. Au cours de la libéralisation, s'opère une redéfinition et un élargissement des droits individuels et collectifs. Les individus et les groupes sociaux sont dorénavant protégés contre les actes arbitraires ou illégaux commis par l'État ou un tiers. C'est une étape qui dépend de la volonté d'ouverture du gouvernement en place<sup>165</sup>. La démocratisation est un processus par lequel les normes et les procédures de la citoyenneté sont appliquées aux institutions politiques qui étaient autrefois régies par d'autres principes ou encore elle sont élargies de façon à ce qu'elles incluent les individus ou les groupes qui ne jouissaient pas de tels droits et obligations. Il faut noter que la démocratisation n'est pas irréversible<sup>166</sup>. La consolidation est une persistance dans le temps des règles du

---

<sup>163</sup> Ibid. 6. À noter que le souligné ne fait pas partie du texte original.

<sup>164</sup> Terry Lynn Karl. «Dilemas de la democratización en América latina» dans Roderic Ai Camp (dir.) *La democracia en América latina*. (México: Editores Siglo veintiuno, 1997). 47.

<sup>165</sup> Guillermo O'Donnell. Philippe Schmitter. *Transiciones desde un gobierno autoritario; Conclusiones tentativas sobre las democracias inciertas*. Volume 4. (Barcelone: Éditions Paidós. 1986). 19.

<sup>166</sup> Ibid. 22.

jeu de la démocratie et l'acceptation par tous les acteurs de ces règles de telle sorte que le recours à la violence afin de faire valoir son option politique est impensable. Une variété d'acteurs interviennent au cours de ces étapes, lesquels ont diverses visions partisans, préférences et intérêts.

Selon Przeworki, ce qui différencie ces étapes c'est le degré d'incertitude qui prévaut à chaque moment<sup>167</sup>. Tous les calculs et interactions politiques sont extrêmement incertains au cours des transitions de régime. Il est difficile pour les acteurs mêmes d'identifier leurs intérêts : qui sont leurs sympathisants, leurs alliés ou leurs opposants. O'Donnell et Schmitter considèrent, qu'au cours de la transition, les militaires et les civils qui conformaient le régime autoritaire en place se divisent en *hard-liners* et *soft-liners*. Les premiers croient fermement en la nécessité de la perpétuation du régime autoritaire afin de maintenir l'ordre et rejettent toutes les formes démocratiques. Les seconds émergent du premier groupe et reconnaissent la besoin d'une certaine forme de légitimité électorale. Afin de se reproduire au pouvoir, les *soft-liners* devront concéder quelques libertés acceptables pour les secteurs modérés nationaux et internationaux. C'est ce groupe qui, selon divers calculs stratégiques, créera un brèche afin d'amorcer la libéralisation<sup>168</sup>.

Karl souligne que la dynamique de la transition démocratique correspond aux interactions stratégiques et aux tentatives d'accords entre les acteurs dont les recours au pouvoir sont incertains afin de définir qui obtiendra légitimement le droit de

---

<sup>167</sup> Terry Lynn Karl. «Dilemas de la democratización en América latina» dans Roderic Ai Camp (dir.) *La democracia en América latina*. 55.

<sup>168</sup> Pour une meilleure compréhension du phénomène des *hard-liners* et *soft-liners*, voir: Guillermo O'Donnell et Philippe Schmitter. *Transiciones desde un gobierno autoritario; Conclusiones tentativas sobre las democracias inciertas*. Volume 4. 32-35.

participer au jeu politique, quels critères détermineront les gagnants et les perdants<sup>169</sup>. Comme mentionné précédemment, dans les régimes démocratiques consolidés, les groupes sociaux et les politiques qui sont en compétition acceptent un ensemble de règles formelles et informelles qui vont déterminer «qui obtient quoi, où, quand et comment». C'est justement à ce moment que la notion d'incertitude disparaît ; les comportements des acteurs deviennent prévisibles selon les limites normatives et les patrons établis de la distribution du pouvoir<sup>170</sup>.

Les experts ont identifié quatre types idéaux de transition démocratique. Par réforme, par révolution, par imposition et par pacte. L'Amérique latine a expérimenté dans un moment où dans un autre ces quatre types de transitions. Les types de transitions les plus fréquents, et ceux qui ont obtenu de meilleurs résultats en termes de démocratisation, sont les transitions *from above*, dans lesquelles les dirigeants traditionnels, toujours au pouvoir, reçoivent des pressions de *from below*, soit des individus ou de groupes organisés, et implantent avec succès des transactions soit de force ou négociées afin de conserver, au moins, une partie de son pouvoir. Parfois, les deux formes (*from above* et *from below*) sont entrelacées.

La transition par imposition est la moins fréquente, elle implique les cas où l'on pourrait identifier l'usage de la force, la menace de l'usage de la force de la part d'acteurs étrangers ou internes. Le Brésil et l'Équateur furent des cas où les militaires imposèrent unilatéralement les règles d'un gouvernement civil<sup>171</sup>. Un exemple de transition *from above* serait la révolution. La Bolivie, le Mexique et le Nicaragua sont des exemples manifestes de ce type de transition. Toutefois, la transition par

---

<sup>169</sup> Terry Lynn Karl, «Dilemas de la democratización en América latina» dans Roderic Ai Camp (dir.) *La democracia en América latina*. 55.

<sup>170</sup> *Ibid.* 55-56.



révolution ne semble pas être un moyen efficace de transition démocratique. La transition par réforme *from above* s'est heurtée à l'opposition subversive des élites traditionnelles comme ce fut le cas, entre autres, de l'Argentine (1946-1951), du Guatemala (1944-1954) et du Chili (1970-1973)<sup>172</sup>.

La transition par pacte est la plus complexe et la plus intéressante des types de transition démocratique. Ce sont des cas où l'élite, en avantage dans l'équilibre des forces, décide d'amorcer une stratégie de transaction avec les opposants au régime par l'établissement de pactes fondamentaux, lesquels sont des accords explicites, quoique pas toujours publics, entre les acteurs en présence et qui définissent les règles de l'exercice du pouvoir sur la base des garanties mutuelles des intérêts critiques des groupes impliqués<sup>173</sup>. Le Venezuela<sup>174</sup> et l'Espagne ont vécu des transitions dont les traits fondamentaux correspondent à une transition par pacte<sup>175</sup>.

Karl souligne que les pactes fondamentaux doivent être incluant, c'est-à-dire qu'ils doivent incorporer tous les acteurs politiques importants puisqu'un pacte est une transaction négociée par laquelle toutes les forces en présence sont d'accord afin de se priver de leur capacité de s'attaquer mutuellement et de ne pas nuire aux intérêts vitaux des groupes impliqués dans l'accord. Ce genre de transaction n'est couronnée de succès que lorsque tous les acteurs, surtout les plus menaçants pour le nouvel équilibre des forces, sont impliqués.

---

<sup>171</sup> *Ibid.* 61.

<sup>172</sup> *Ibid.* 60.

<sup>173</sup> Guillermo O'Donnell, Philippe Schmitter. *Transiciones desde un gobierno autoritario; Conclusiones tentativas sobre las democracias inciertas*. 63.

<sup>174</sup> Terry Lynn Karl décrit explicitement le cas de la transition par pacte au Venezuela dans *Transiciones desde un gobierno autoritario: América latina*. Guillermo O'Donnell, Philippe Schmitter. Volume 2. (Barcelone: Éditions Paidós. 1986). Chapitre 2.

<sup>175</sup> Guillermo O'Donnell, Philippe Schmitter. *Transiciones desde un gobierno autoritario; Conclusiones tentativas sobre las democracias inciertas*. 63.

Un nouveau type de transition par pacte, soit celui par pacte de paix, a été observé à la lumière, entre autres, de l'étude des expériences vécues au Guatemala et au Salvador.

#### *4.1.2. La transition par pacte de paix*

La littérature sur la transition démocratique en Amérique latine se concentre principalement du passage de la dictature militaire vers le régime civil dans le Cône sud. Elle ne traite pas adéquatement de la transition démocratique liée à un pacte de paix. La transition de la guerre vers la paix implique des éléments qui ne sont pas considérés dans la transition de l'autoritarisme vers la démocratie. En effet, la démobilisation et l'intégration des combattants des forces belligérantes, la résolution des besoins des déplacés par le conflit ainsi que la reconstruction tant institutionnelle que physique, représentent un défi institutionnel et économique démesuré pour les pays qui émergent de longues guerres civiles. Ces États doivent plus souvent qu'autrement faire face à la tâche de construire et non de reconstruire des institutions démocratiques, tels un régime électoral et un système judiciaire, qui, s'ils étaient présents servaient souvent de facteur d'exclusion<sup>176</sup>. La démilitarisation de la sécurité interne, l'absence de développement institutionnel préexistant et les multiples tâches de reconstruction rendent ce type de transition encore plus fragile et difficile à consolider.

Chinchilla et Ducatzenzeiler définissent le pacte de paix en incorporant un nouvel élément à la définition en début de chapitre: c'est un accord entre deux acteurs

---

<sup>176</sup> Cynthia Arnson. «Introduction». dans Cynthia Arnson (dir.) *Comparative Peace Processes in Latin America*. 7.

radicaux qui acceptent de mettre fin à la guerre et adoptent des stratégies politiques afin d'atteindre leurs buts<sup>177</sup>. Il y a deux conditions essentielles à l'établissement du pacte : la fin de la guerre et la matérialisation de conditions véritables menant à la démocratisation, soit la protection des droits individuels et collectifs. Le but de la paix est de restaurer le conflit à l'arène politique et de réviser les règles du jeu politique.

Malgré leur nature anti-systémique, les groupes de guérilla peuvent devenir des forces démocratisantes lorsqu'il y a une ouverture au niveau de l'État afin de solutionner par la voie politique un conflit armé ainsi que de corriger les éléments non fonctionnels du système politique et économique qui ont été à l'origine de la guerre civile. Des réformes peuvent avoir été conduites lors de la guerre dans la but d'institutionnaliser des élections, ce qui reflète un début extrêmement timide d'intégration de quelques forces politiques spécifiques. Toutefois, ces réformes ne représentent souvent qu'une façade puisque des éléments autoritaires persistent, annihilant ainsi «l'ouverture démocratique».

Afin de parvenir à un accord, les acteurs en présence doivent passer par un processus de modération idéologique<sup>178</sup>. Ces derniers doivent abandonner certaines positions idéologiques afin de signer un accord de paix. L'intervention d'une tierce partie dans le but de résoudre le conflit peut être bénéfique afin de modérer les positions. En effet, si les négociations se déroulent dans un contexte idéologique radical, les chances de succès sont moindres en l'absence d'un processus de modération. L'atteinte d'accords entre les parties réduit l'incertitude puisque qu'il y a

---

<sup>177</sup> Fernando A. Chinchilla, Graciela Ducatenzeiler. *Peace Through Democracy*. Article à paraître. 2.

<sup>178</sup> *Ibid.*

une garantie pour l'opposition d'une véritable participation dans la transition du régime.

Le moment le plus propice ou le plus mûr afin de débiter une négociation est lorsque les forces belligérantes ont un rapport de force nul en termes de «...*(there's) a no-win situation for both sides*»<sup>179</sup>. Chinchilla et Ducatenzeiler ont nommé cette situation *tie strategic situation*, soit l'impossibilité de défaire l'ennemi et de continuer la guerre. Cela ne veut pas nécessairement dire qu'il n'existe pas un certain déséquilibre des forces entre les parties. Selon Arnson, c'est ce qui explique comment la paix a été possible au Guatemala et au Salvador quoique les conditions militaires des parties différaient significativement. En effet, au Guatemala la guérilla était en situation d'infériorité par rapport aux forces armées. Toutefois, quoique les conditions ne lui permettait pas gagner la guerre, le groupe insurgé avait la capacité de résister. Tandis que la situation au Salvador présentait un certain équilibre des forces entre le *Frente Farabundo Martí para la liberación nacional* (FMLN) et l'armée. Nous traiterons du processus de négociation dans ces deux pays au cours des prochaines rubriques.

Les négociations ne peuvent être menées à terme que lorsque les dirigeants politiques et surtout les présidents sont perçus comme légitimes par la population politiquement active et, surtout par le groupe insurgé. Il est également primordial que l'élite ou les militaires acceptent un pacte de paix puisque ce sont ces groupes qui offrent le plus de résistance à des accords avec la guérilla. De plus, les insurgés cherchent un interlocuteur qui a la capacité d'appliquer le contenu des accords signés. Enfin, les dirigeants rebelles impliqués dans la négociation avec le gouvernement

doivent pouvoir susciter l'obéissance de leurs troupes et avoir une certaine crédibilité envers le reste de la population de façon à ce que leur place à la table de négociation ne soit pas remise en cause<sup>180</sup>.

## 4.2. Analyse des processus de paix au Salvador et au Guatemala

### *4.2.1. Pourquoi négocier?*

Ce qui a poussé les acteurs à négocier dans les cas du Salvador et du Guatemala fut le résultat d'une réduction des choix disponibles pour les acteurs qui était liée à un changement des contingences structuro-historiques<sup>181</sup>. Par conséquent, il est devenu de plus en plus ardu pour les belligérants de justifier la guerre et la poursuite de la stratégie militaire. Il y a deux types de contingences qui sont intervenues: internes et externes.

Au niveau des contraintes internes, la documentation des violations des droits humains (assassinats, disparitions, torture) commises lors des guerres civiles a créé une pression des groupes de défense de la personne nationaux et internationaux. De plus, il était devenu impossible de supporter les coûts économiques de la guerre : l'augmentation des budgets militaires suite à l'expansion de l'armée et à la destruction de l'infrastructure, avait dévasté les économies guatémaltèque et salvadorienne. Les sources de financement externe ont également été retirées par les deux super puissances, les États-Unis et l'URSS, qui étaient impliquées dans les conflits de l'Amérique centrale. Le Guatemala et le Salvador ont dû faire face à une explosion du déficit qui devint insoutenable vers la fin des années quatre-vingts.

---

<sup>179</sup> Cynthia Arnson. «Introduction». dans *Comparative Peace Processes in Latin America*. 8.

<sup>180</sup> *Ibid.* 7.

<sup>181</sup> Fernando A. Chinchilla, Graciela Ducatenzeiler. Article à paraître. *Peace Through*

De plus, une série de contraintes externes a exercé des pressions supplémentaires sur le Salvador et le Guatemala. Les programmes d'ajustements structurels du Fonds monétaire international (FMI), les coupures dans les dépenses publiques ainsi que l'ouverture de l'économie au commerce international ont représenté un poids additionnel. Le Guatemala et le Salvador ont également dû effectuer des coupes graduelles et significatives de leurs dépenses militaires : la signature d'ententes de nature économique a compliqué l'expansion des dépenses militaires qui aurait été nécessaire dans le but de gagner la guerre. Le contexte de guerre civile est aussi devenu un obstacle majeur afin d'implanter les mesures de libéralisation de l'économie issues du consensus de Washington, telles l'attraction d'investissements étrangers et l'augmentation du volume du commerce extérieur<sup>182</sup>.

La fin de la Guerre froide a été également un facteur important qui a permis une détente en Amérique centrale où les deux grandes super puissances s'affrontaient par tiers interposés. Par conséquent, les États-Unis ont procédé à une révision des buts stratégiques avec l'arrivée de George Bush à la présidence. Dorénavant, la politique extérieure qui était en vigueur sous l'administration de Ronald Reagan, soit celle de la guerre de faible intensité appliquée en l'Amérique centrale, a été abandonnée.

Il est utile de faire un rappel de cette politique : les États-Unis appuyèrent les mouvements contre-révolutionnaires dans le tiers monde ; ils tentèrent de protéger le statu quo afin de prévenir toute révolution ; et, intervinrent dans toute situation nationale potentiellement vulnérable. Selon le gouvernement américain, le régime

---

*Democracy*. 9.  
<sup>182</sup> *Ibid.* 10.

sandiniste, le FMLN, l'*Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca* (URNG) représentaient des menaces pour l'équilibre centraméricain<sup>183</sup>. Toutefois, au niveau domestique le gouvernement américain a dû chercher un appui à sa politique en Amérique centrale. La réponse fut d'encourager la création de démocraties à faible intensité qui excluaient les acteurs « dangereux » et où le respect des droits humains n'était pas garanti par l'État de droit.

Comme mentionné précédemment, les États-Unis révisèrent la politique extérieure en ce qui avait trait à son intervention en Amérique centrale. Le gouvernement Bush préférait dorénavant privilégier une approche de *peacekeeping* dans la région. Il y eut une réduction graduelle quant à l'aide économique qui était destinée au soutien du budget militaire du Guatemala et du Salvador<sup>184</sup>. De plus, le gouvernement américain faisait face à l'érosion du consensus domestique relativement à la politique suivie en Amérique centrale.

Cependant, s'il n'y a pas d'attaque d'un groupe révolutionnaire contre l'État, comment les parties peuvent-elles être motivées afin d'entreprendre des pourparlers? C'est une question qui prend toute son importance dans les cas du Guatemala et du Mexique où l'URNG et l'EZLN représentent des forces militaires moindres qu'au Salvador. Harvey identifie trois types de pressions à la négociation. En premier lieu, la pression des élites politiques ou économiques qui calculent qu'elles ont plus à perdre à travers la poursuite de la violence et l'effondrement institutionnel que par la négociation et la stabilisation<sup>185</sup>. Au Salvador, l'échec des forces armées afin de défaire le FMLN, ainsi que la crise internationale de crédibilité suscitée par les

---

<sup>183</sup> *Ibid.* 13.

<sup>184</sup> *Ibid.* 12.

<sup>185</sup> Neil Harvey. «The Peace Process in Chiapas: Between Hope and Frustration» dans

violations des droits humains et surtout par l'assassinat de prêtres Jésuites en 1989, a conduit divers secteurs de l'élite à favoriser une solution politique au conflit. Au Guatemala, l'élite était plus confiante puisqu'elle ne se sentait pas menacée directement par l'URNG étant donnée sa défaite face aux forces armées guatémaltèques et la position de force du gouvernement. Le Mexique vit une situation différente puisque l'élite chiapanèque n'est pas prête à renoncer à ses privilèges. Un changement social et politique en profondeur viendrait affecter ses intérêts vitaux puisque son hégémonie repose, comme nous l'avons vu au cours du deuxième chapitre, sur son contrôle de la terre et de la force de travail. Elle ne désire pas s'insérer dans une nouvelle dynamique économique compétitive où elle perdrait son pouvoir. Enfin, l'élite chiapanèque ne perçoit pas que son projet économique soit menacé par la violence et l'érosion institutionnelle<sup>186</sup>.

En deuxième lieu, la pression de la communauté internationale (gouvernements, organisations intergouvernementales, organisations non gouvernementales) peut également jouer un grand rôle<sup>187</sup>. Ce type de pression fut un facteur important afin d'impulser le processus de paix au Salvador où le gouvernement dépendait grandement de l'aide américaine et des institutions financières internationales. Au Guatemala, l'acceptation par les parties du rôle de l'ONU a aidé les parties à sortir de l'impasse en 1994. Toutefois, le cas du Mexique est plus complexe puisque le conflit au Chiapas n'a pas été évalué en termes de sécurité régionale comme ce fut le cas en Amérique centrale. De plus, le Mexique n'a pas vécu le même type d'interventionnisme de la part des États-Unis au cours de la

---

Cynthia Arnson (dir.) *Comparative Peace Processes in Latin America*, 146.

<sup>186</sup> *Ibid.* 146.

<sup>187</sup> *Ibid.* 147.



Guerre froide. Le gouvernement mexicain revendique le respect de sa souveraineté nationale afin de régler ses «affaires internes». Au Mexique, la question est délicate en ce qui a trait à une éventuelle intervention de l'ONU dans le conflit chiapanèque. Cette idée fait face à un fort sentiment nationaliste : au sein des Mexicains persiste toujours un goût amer des interventions étrangères du dix-neuvième siècle. En effet, le PRI a longtemps exacerbé le nationalisme afin de se protéger d'éventuelles interventions externes qui auraient pu menacer sa reproduction au pouvoir. De plus, le gouvernement américain ne désire pas s'impliquer dans les affaires internes de son partenaire économique tant qu'il respecte sa «ligne économique». Il faut souligner que l'EZLN rejette catégoriquement le contenu même de l'ALÉNA.

Finalement, il existe la pression de la société civile (ici les partis politiques ne sont pas contemplés), c'est-à-dire des mouvements sociaux, des médias, des groupes culturels, des associations privées et des syndicats<sup>188</sup>. Au Guatemala, la société civile semble avoir eu un impact afin d'amorcer le dialogue entre le gouvernement et l'URNG. En effet, un forum où ses préoccupations ont été entendues a été mis sur pied. Il semble que ceci eut permis d'avantage une ouverture et la création d'un climat social favorable afin de conserver la balance en faveur de la solution politique au conflit. Harvey souligne que le respect du droit d'association est une garantie d'une solution pacifique<sup>189</sup>. Toutefois, au Guatemala l'abstentionnisme électoral élevé qui fut observé lors des dernières élections semble être un signe du scepticisme face à un système politique qui ne semble pas solutionner la pauvreté. Au Salvador, l'expression de la société civile a été marginale lors des processus de négociation. Le

---

<sup>188</sup> *Ibid.* 147-148.

<sup>189</sup> *Ibid.* 148.

Salvador et le Guatemala doivent à tout prix reconstruire leur infrastructure sociale afin de contrer toute remontée de formes autoritaires.

Au Mexique, la société civile a offert une source de pression qui aurait pu forcer et pourrait éventuellement obliger les parties à négocier. Les manifestations importantes des premiers jours de 1994 et celles de février 1995 montrèrent que l'opinion publique n'était pas en faveur de la logique militaire. Le gouvernement a entrepris un dialogue avec l'EZLN en mars 1995 et a relâché des prisonniers zapatistes. L'EZLN, tel que mentionné lors du troisième chapitre, a forgé des liens avec la société civile par la voie de forums et de consultations populaires. De plus, la société civile mexicaine, comme internationale (et, ceci, malgré l'opposition du gouvernement mexicain qui a expulsé de nombreux étrangers sous le prétexte d'ingérence dans la politique nationale), s'est impliquée, entre autres, dans les campements pour la paix, le *lobbying* et l'envoi de nourriture aux communautés de base zapatistes. De cette manière, cette pression fut forte selon les moments.

#### 4.2.2. *La négociation : la transaction des accords de paix entre les parties*

Les processus de négociation au Salvador et au Guatemala sont composés de deux phases distinctes : la négociation, sous le couvert de l'ONU, de paquets complexes d'accords qui ont permis de mettre fin aux conflits et l'application des accords sous la vérification de l'ONU. Les deux pays ont connu des processus de paix similaires: ils sont voisins géographiquement ; ils ont souffert de l'autoritarisme, de pauvreté généralisée et de l'exclusion de certains secteurs de la société ; ils ont été témoins de la montée de mouvements révolutionnaires qui ont été la conséquence des conditions socio-économiques adverses ; et leurs conflits ont également été un

résultat de la politique sous la Guerre froide. Le processus de négociation au Salvador s'est déroulé de 1990 à 1992 et celui au Guatemala, de 1991 jusqu'en 1996. Il faut souligner que le processus de paix tel que vécu au Salvador, a influencé celui du Guatemala.

Toutefois, le rôle qu'a joué les Nations unies dans chacun des conflits a différé. De plus, l'histoire, la composition ethnique, la durée et la nature des conflits ont été distinctes. Selon les termes utilisés par le médiateur de l'ONU, le processus de négociation au Salvador s'est déroulé quasi sous des conditions de laboratoire<sup>190</sup>. Celui tenu aux Guatemala a été plus complexe, entre autres, car il a dû traverser trois gouvernements différents, contrairement à un seul au Salvador. Au cours des années 1980, lorsque les deux conflits faisaient rage dans leur pays respectif, l'ONU n'avait pas de précédent d'intervention dans cette zone<sup>191</sup>.

La négociation au Salvador a été assez rapide. En 1989, le FMLN a lancé sa plus grande offensive militaire de toute la guerre, ce qui provoqua un équilibre dynamique des forces entre la guérilla et le gouvernement préparant ainsi la voie à la négociation. Le FMLN a fait preuve d'une force supérieure à ce qu'évaluaient le gouvernement salvadorien et les États-Unis. Pour le FMLN, l'offensive a également révélé l'impossibilité d'une insurrection populaire. De plus, comme mentionné précédemment, une stratégie de contre-insurrection financée par le gouvernement américain, s'est avérée de moins en moins possible. Par conséquent, les deux forces belligérantes ont fait la demande à l'ONU afin qu'elle accepte un rôle de médiation.

L'ONU a alors entrepris une navette diplomatique afin d'arriver à un accord

---

<sup>190</sup> Teresa Whitfield. «The role of the United Nations in El Salvador and Guatemala: A Preliminary Comparison» dans Cynthia Arnson (dir.) *Comparative Peace Processes in Latin America*. 258.

initial entre les parties, le 4 avril 1990. L'accord de Genève proposait : de mettre fin au conflit armé par des moyens politiques, la promotion de la démocratisation, la garantie du respect des droits humains et la réunification de la société salvadorienne<sup>192</sup>. Tous les accords postérieurs allaient être vérifiés par l'ONU. Un intense processus de négociation du paquet d'accords s'est déroulé sur une période de vingt mois, au cours desquels le processus de paix a dû faire face à de nombreuses crises.

Les négociations salvadoriennes ont été excluantes : *«the negotiations were conducted within de logic of war and almost exclusively between the two parties to the outgoing conflict»*<sup>193</sup>. Néanmoins, le FMLN a joué le rôle d'un réformateur à la table de négociation en élaborant des propositions concrètes au sujet de ce qui ne fonctionnait pas dans le pays. Lors des années 1990 et 1991, le FMLN a été particulièrement actif militairement, ce qui a ajouté du poids à ses propositions. Le gouvernement défendait le statu quo; il a rejeté et tenté d'évader les propositions du FMLN. L'ONU est intervenue afin de débloquer les négociations lorsque les parties traitaient, entre autres, des forces armées. Par la suite, les parties purent conclure l'établissement d'une commission et de vérification et d'un ombudsman responsables des droits humains.

En avril 1991, l'accord de Mexico sur la réforme constitutionnelle a été signé. Une série de réformes allaient être conduites afin de subordonner les forces armées aux autorités civiles ; on prévoyait un changement dans le processus de sélection des juges de la Cour suprême et l'introduction d'éléments de réforme électorale. On

---

<sup>191</sup> *Ibid.* 260.

<sup>192</sup> *Ibid.* 263.

<sup>193</sup> *Ibid.* 265.

entrevoyait également la mise sur pied de la *Comisión de la verdad* dans le but d'enquêter sur les violations des droits humains commises depuis 1980. Des acteurs extérieurs ont exercé de la pression dans le but que la réforme soit adoptée par l'assemblée législative avant le 30 avril.

Les États-Unis, surtout suite à l'assassinat des prêtres jésuites, ont menacé le gouvernement salvadorien de suspendre l'aide militaire. De plus, en juillet 1991, les États-Unis ont levé leur veto au Conseil de sécurité afin de permettre la création d'une mission d'observation au Salvador (ONUSAL) qui devait vérifier les provisions de l'accord sur les droits humains. L'ONU a mis sur pied un groupe d'amis qui incluait la Colombie, le Mexique, le Venezuela et l'Espagne<sup>194</sup>. Le but était de former des alliances avec des pays ayant des intérêts dans la région afin de créer un contrepoids aux membres du Conseil de sécurité, comme les États-Unis et l'URSS. En décembre 1991, les deux super puissances ont émis une déclaration conjointe faisant un appel à un cessez-le-feu entre les parties avant la fin de l'année. Les parties ont signé l'accord de paix final le 16 janvier 1992. Cet accord proposait une réforme de l'armée, la création d'un nouveau corps policier civil, et identifiait les termes de transformation du FMLN en un parti politique

Le processus de paix qui mena à la signature des accords au Guatemala fut différent. Lors de la conclusion des accords au Salvador, un rapprochement entre l'URNG et le gouvernement guatémaltèque semblait assez improbable. La stratégie de contre-insurrection menée par l'armée guatémaltèque au tournant des années quatre-vingts avait eu pour conséquence le massacre et le déplacement de dizaines de milliers de civils principalement d'origine autochtone. Quoique cette violence ait

diminué lors de la deuxième partie de cette décennie, l'armée a défait militairement l'URNG ayant presque décimé toutes les forces rebelles<sup>195</sup>. La guérilla avait offert une résistance de faible intensité au gouvernement qui était passé aux mains des civils dès 1986. L'URNG avait peu foi en la possibilité de prendre le pouvoir par la voie militaire, ce qui a mené les dirigeants rebelles à considérer la possibilité d'un accord politique avec le gouvernement afin de mettre fin au conflit. La guérilla n'avait pas la force d'imposer une solution négociée à l'élite guatémaltèque. De cette manière, une fragile coalition de groupes d'intérêts privilégiant la voie de la paix a été constituée. Ces derniers croyaient que la paix dépassait la fin des hostilités et qu'elle devait également inclure des mesures afin de solutionner les problèmes qui avaient engendré la guerre. La *Comisión para la reconciliación nacional* (CRN) a été mise sur pied. C'était un forum destiné à la discussion des problèmes que devait affronter le Guatemala. Les premiers pourparlers officiels entre le gouvernement et l'URNG eurent lieu à Oslo en mars 1990 et ont mené à l'engagement des parties pour la recherche d'une solution politique. L'ONU a agi comme observateur lors de cette rencontre.

Sous la présidence de Jorge Serrano Elías, l'URNG et le gouvernement ont tenu une rencontre en avril 1991. Ils ont convenu de la procédure de la négociation qui mènerait éventuellement vers un accord politique ainsi que de l'agenda de thèmes à traiter. Toutefois, les progrès allaient être lents. Le gouvernement a tenté d'obliger l'URNG à un cessez-le-feu avant de négocier les thèmes les plus délicats à l'ordre du jour ainsi qu'à la vérification des accords par l'ONU. À la lumière de l'expérience

---

<sup>194</sup> *Ibid.* 267.

<sup>195</sup> *Ibid.* 268.

vécue au Salvador, les Guatémaltèques craignaient un déploiement des forces onusiennes sur leur territoire. En effet, la signature des accords au Salvador avait conduit à une présence significative de l'ONU. Les Guatémaltèques n'acceptaient pas une telle opération sous le prétexte de la violation de la souveraineté nationale. Un observateur des Nations unies fut nommé afin d'assister aux futures rencontres entre les parties. Un profond désaccord entre le gouvernement et l'URNG au sujet des droits humains a contribué à la détérioration du fragile processus de négociation ainsi qu'à la crise qui précéda l'*autogolpe* du président Serrano en mai 1993.

La situation a évolué positivement lorsque le gouvernement du président Ramiro León Carpio a pris le pouvoir. La rôle de l'ONU, qui jusque-là avait été un simple observateur, a été remis en question. En effet, les deux parties ont réalisé qu'une négociation de nature bilatérale avait des limites importantes. De plus, selon les calculs de l'URNG et du gouvernement guatémaltèque, le prestige de l'ONU, son impartialité ainsi que ses ressources allaient sûrement leur bénéficier<sup>196</sup>. En janvier 1994, les parties firent la demande d'un modérateur qui aurait la capacité «*of making proposals to facilitate the signing of a firm and lasting peace and the United Nations to verify the implementations of all agreements reached between them*»<sup>197</sup>.

L'URNG n'avait pas un poids militaire suffisant afin d'exercer une pression significative sur le gouvernement. Le groupe de guérilla a tenté d'augmenter son poids par le biais d'alliances avec des acteurs nationaux (partis politiques, organisations populaires, universitaires) et internationaux. Un groupe d'amis composé par la Colombie, le Mexique, la Norvège, l'Espagne, les États-Unis et le

---

<sup>196</sup> *Ibid.* 270.

<sup>197</sup> *Id.*

Venezuela a été mis sur pied. L'implication des États-Unis dans la région est venue faire pression sur le processus de paix.

En mars 1994, a été conclu l'accord sur les droits humains qui nécessitait le déploiement immédiat des forces de l'ONU afin de vérifier les provisions de ladite entente. De plus, il était prévu que la signature d'un accord de paix final devait avoir lieu avant la fin de 1994. Les accords qui suivirent concernèrent le sort des populations déplacés par la guerre et l'établissement d'une commission afin d'enquêter sur les crimes commis lors de la guerre. Cependant, la mise sur pied d'une telle commission s'est heurtée à la résistance des militaires. Suite à la pression de la communauté internationale, la commission verrait finalement le jour, mais elle serait dotée d'un mandat plus faible que celle du Salvador : les criminels de guerre ne devraient pas être nommés. Les groupes de défense des droits humains ont fortement critiqué la nouvelle instance. Le débat autour de la création de la commission fut un reflet de l'inégalité des forces entre le gouvernement et l'URNG dans la négociation. Le gouvernement a imposé d'importants délais dans l'implémentation des accords et ce ne fut seulement qu'en novembre 1994, que la Mission des Nations unies au Guatemala (MINUGUA), l'instance responsable de la vérification des accords, a été déployée.

Au cours de la ronde de négociation au sujet des droits autochtones, l'URNG a rejeté les propositions de l'ONU. Cette dernière a imposé un ultimatum : les accords étaient adoptés ou elle remettait en question sa participation dans le processus de négociation. Finalement, le 31 mars 1995, les parties ont signé l'accord sur les droit autochtones qui s'inspire directement de la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) et qui caractérisait dorénavant le Guatemala comme



une nation multiethnique, pluriculturelle et multilingue<sup>198</sup>.

L'accord au sujet des aspects socio-économiques et de la situation agraire a nécessité plus d'un an avant d'être signé. C'est ce qui fut le plus caractéristique de la série d'accords dans le processus de négociation guatémaltèque. L'amélioration des conditions socio-économiques ne fut pas à l'agenda des négociations au Salvador ; les accords visèrent plutôt l'institutionnalisation du conflit. Il faut mentionner que le gouvernement avait déjà adopté une politique de stabilisation macro-économique et d'ajustements structurels avant même le processus de négociation. Ni le FMLN, ni l'ONU n'abordèrent ces thèmes. Cependant, pour l'URNG et divers groupes sociaux qui l'appuyaient, il n'était pas question de laisser se reproduire ce qui, selon eux, représentait une faiblesse de l'accord salvadorien<sup>199</sup>. Suite à la signature des accords socio-économiques, l'URNG a proclamé un cessez-le-feu informel et a suspendu le recouvrement forcé de l'impôt de guerre.

La collaboration des institutions de Bretton Woods avec l'ONU fut primordiale afin de permettre la matérialisation de cet accord. La Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement qui étaient profondément engagées dans le pays, ont conclu que les inégalités sociales, économiques et ethniques, le faible niveau d'imposition ainsi que l'infime investissement social représentaient des obstacles au développement et à la croissance économiques à long terme<sup>200</sup>. Les accords qui furent signés en mai 1996 à Mexico étaient un compromis forgé par

---

<sup>198</sup> Teresa Whitfield. «The role of the United Nations in El Salvador and Guatemala: A Preliminary Comparison» dans Cynthia Arnson (dir.) *Comparative Peace Processes in Latin America*. 273.

<sup>199</sup> *Id.*

<sup>200</sup> Teresa Whitfield. «The role of the United Nations in El Salvador and Guatemala: A Preliminary Comparison» dans Cynthia Arnson (dir.) *Comparative Peace Processes in Latin America*. 274.

l'ONU. Ces derniers prévoyaient une réforme fiscale et l'augmentation des revenus de l'État afin de soutenir l'application des accords.

Il faut souligner que dès janvier 1996, le nouveau président Arzú a démontré un engagement pour la paix et qui a augmenté le rythme des négociations. En septembre 1996, l'accord sur le renforcement du pouvoir civil et le rôle des forces armées, qui traitait notamment de la démilitarisation de la société guatémaltèque a été signé. On prévoyait une réforme constitutionnelle, la restructuration de police en une nouvelle force, la *Policía nacional civil*, la limitation du rôle de l'armée à la défense nationale, la réduction de ses effectifs, de son budget et l'attribution d'un nouveau rôle aux services secrets<sup>201</sup>.

Cependant, en octobre 1996, l'enlèvement d'une femme âgée issue d'une riche famille de Guatemala City par une faction de l'URNG a provoqué une rupture dans le processus de négociation. Ce fut une violation de l'esprit même de l'accord sur les droits humains et la négociation fut suspendue. L'ONU a joué un rôle indispensable dans le but de la reprise du processus de négociation. L'URNG a finalement accepté sa responsabilité et a suspendu toute activité de propagande armée. L'incident a affaibli la guérilla.

Dorénavant, les pourparlers se poursuivirent afin de conclure d'une manière prioritaire un accord sur les termes d'un cessez-le-feu et l'intégration de l'URNG à la vie civile. Contrairement au Salvador où ce thème fut laissé entre les mains des représentants de l'assemblée législative. La dernière ronde de négociation eut lieu du 9 novembre au 29 décembre 1996, date de la signature de l'accord de paix final. Lors de cette période fut notamment adoptée la loi sur la réconciliation nationale qui

prévoyait le combat à l'impunité et la réparation des dommages causés aux victimes d'abus de droits humains. Les crimes de torture, disparition et génocide seraient poursuivis en justice. Tous les autres crimes (y compris l'exécution extrajudiciaire) commis lors de la guerre civile seraient couverts par une amnistie. Cette loi fut fortement critiquée et fut dépêchée à travers la législature sans consultation des représentants civils.

#### 4.2.3. *L'application et le suivi des accords de paix ; un processus rempli d'obstacles*

D'entrée de jeu, il faut souligner que «*in transitions by peace pact, the process of democratization is begun thanks to the peace agreement, but let us not forget that without this transition, stable peace is impossible. Indeed, there is peace through democracy*»<sup>202</sup>. L'atteinte de la paix durable est un processus à long terme qui est assuré par l'institutionnalisation du conflit. On doit percer l'imperméabilité du système politique aux demandes sociales, ce qui de prime abord avait engendré le conflit. Un de ces moyens est l'inclusion des groupes de guérilla au système politique en tant que partis politiques. C'est un pas important dans le but de consolider la démocratie. De plus, l'armée doit devenir une institution subordonnée à l'État. Par conséquent, les acteurs politiques les plus importants, soit les partis politiques, les forces ou les institutions ne doivent plus considérer l'adoption de moyens antidémocratiques afin d'augmenter leur pouvoir<sup>203</sup>. Aucun groupe non élu ne doit avoir un droit de veto sur les décisions prises par les élus.

Les résultats du processus de paix au Salvador sont indéniables. La

---

<sup>201</sup> *Ibid.* 277.

<sup>202</sup> Fernando A. Chinchilla, Graciela Ducatenzeiler. *Peace Through Democracy*. 3.

<sup>203</sup> *Ibid.* 7.

vérification des accords au Salvador a laissé place à la création de diverses institutions afin de surveiller leur application. Le cessez-le-feu ne fut pas rompu et il y a eu un processus de démilitarisation<sup>204</sup>. Le conflit armé a pris fin et ne semble pas vouloir refaire surface. Les violations des droits de la personne ont diminué significativement. L'armée salvadorienne a réduit sa taille ainsi que son rôle auprès de la société. Les forces de sécurité ont été dissolues et une force civile de police a été déployée à la grandeur du territoire. Des commissions ont été créées dans le but de purger les forces militaires et de faire la lumière sur les actes de violence vécus lors de la guerre civile. Le FMLN a été légalisé en tant que parti politique et est devenu une force politique majeure dans le pays. Une série de réformes constitutionnelles ont été conduites dans le domaine de l'administration de la justice et un ombudsman des droits humains a été établi. Enfin, de l'aide internationale a été fournie afin de participer à la reconstruction des infrastructures.

Cependant, suite à la désintégration des forces politiques traditionnelles de centre, il y eut un échec de la COPAZ qui avait été créée comme un mécanisme où diverses forces politiques devaient veiller à l'implémentation des accords en parallèle avec ONUSAL. L'intégration des forces rebelles à la vie civile a également fait face à des crises successives qui furent arbitrées par ONUSAL. Il y eut de nombreuses prises de terre par d'ex combattants paysans, face à la lenteur de la distribution. Les problèmes économiques et la pauvreté n'ont pas été solutionnés ; il y eut même une détérioration des conditions socio-économiques. Le revers le plus sérieux au processus de paix fut l'adoption par le président Cristiani en 1993 d'une amnistie

---

<sup>204</sup> Antonio Cañas, Héctor Dada. «Political Transitions and Institutionalization in El Salvador» dans Cynthia Arnson (dir.) *Comparative Peace Processes in Latin America*. 69.

suite à la parution du rapport de la *Comisión de la verdad*, ce qui représente une attaque à une réconciliation véritable ainsi qu'au combat à l'impunité<sup>205</sup>. On a observé de nombreuses manifestations d'autoritarisme, telles des obstacles à l'expression du vote libre lors des élections de 1994 et 1997 et l'inégalité des ressources des partis politiques lors des campagnes électorales<sup>206</sup>. Enfin, soulignons le manque de coordination de la politique de l'administration de la justice criminelle<sup>207</sup>. Il semble que le type de démocratie qui est en train de voir le jour au Salvador est, selon les termes de O'Donnell, du type *delegative democracy* où il y a un manque de responsabilité horizontale (*horizontal accountability*), soit entre les institutions mêmes<sup>208</sup>.

L'implémentation et la vérification des accords de paix au Guatemala a été un processus difficile soumis à de nombreux délais et revers. En 1997, l'ONU ne disposait pas des mêmes ressources afin de vérifier les accords au Guatemala que lors du déploiement de sa mission au Salvador en 1992. De plus, le rôle de l'ONU était moins défini quant à l'application des accords. Le calendrier pour l'application de accords a été fortement influencé par l'expérience du Salvador où, cinq ans après la leur signature, de nombreuses clauses ne s'étaient toujours pas matérialisées. L'accord signé le 29 décembre 1996 entre l'URNG et le gouvernement guatémaltèque, envisageait une période d'implantation de quatre ans afin de construire des bases solides pour une paix durable<sup>209</sup>.

---

<sup>205</sup> *Ibid.* 73.

<sup>206</sup> *Ibid.* 76.

<sup>207</sup> *Ibid.* 82.

<sup>208</sup> Fernando A. Chinchilla, Graciela Ducatenzeiler. *Peace Through Democracy*. 13.

<sup>209</sup> Teresa Whitfield. «The role of the United Nations in El Salvador and Guatemala: A Preliminary Comparison» dans Cynthia Arnson (dir.) *Comparative Peace Processes in Latin America*. 279.

Il est encore très tôt pour mesurer les effets des accords de paix au Guatemala surtout en termes de démocratisation puisqu'aucune des réformes contenues dans le pacte n'ont été approuvées avant 1999 <sup>210</sup>. Cependant, la situation des droits humains s'est particulièrement améliorée grâce à la vérification des accords par l'ONU sur le territoire guatémaltèque<sup>211</sup>.

Un des principaux défis identifiés pour le processus de paix au Guatemala est le facteur ethnique, qui fut notamment une des causes du conflit. La transformation de l'URNG en un parti politique est lente et n'a eu qu'une faible représentation lors des dernières élections. Le conflit ethnique est toujours à l'extérieur du système politique<sup>212</sup>. La paix implique un changement social en profondeur. C'est un point d'une importance primordiale dans un pays où la population est composée dans une proportion de 60% d'autochtones mayas représentant vingt-deux groupes linguistiques distincts<sup>213</sup>. Ces derniers forment la majorité des victimes de la guerre, tant du côté des rebelles que celui de l'armée guatémaltèque, et n'étaient pas présents dans les hautes instances de commandement de l'armée ou de l'URNG. Les autochtones n'ont pas été directement impliqués dans la négociation des accords. Il faut toutefois considérer que des organisations autochtones ont exercé des pressions indirectes sur les négociations<sup>214</sup>.

Qui plus est, il semble y avoir eu un échec au niveau de la modération idéologiques des acteurs. Il existe toujours des groupes radicaux qui rejettent la voie

---

<sup>210</sup> Fernando A. Chinchilla, Graciela Ducatenzeiler. *Peace Through Democracy*. 22.

<sup>211</sup> Dinorah Azpuru. «Peace and Democratization in Guatemala: Two Parallel Processes» dans Cynthia Arnson (dir.) *Comparative Peace Processes in Latin America*. 118.

<sup>212</sup> Fernando A. Chinchilla, Graciela Ducatenzeiler. *Peace Through Democracy*. 20.

<sup>213</sup> Roger Plant. «Indigenous Identity and Rights in the Guatemalan Peace Process» dans Cynthia Arnson (dir.) *Comparative Peace Processes in Latin America*. 322.

<sup>214</sup> *Ibid.* 327.

politique et s'opposent à un changement des règles du jeu<sup>215</sup>. Ce sont notamment eux qui ont assassiné Monseigneur Gerardi en avril 1998. Sa mort s'est produite peu de temps après la parution d'un rapport de l'Église qui attribuait la majorité des atrocités commises lors de la guerre civile à l'armée. De plus, l'incapacité de trouver les coupables de ce meurtre met en relief l'impunité et l'inefficacité qui prévalent dans le système judiciaire guatémaltèque<sup>216</sup>.

La pauvreté qui afflige surtout les autochtones s'est aggravée. L'application des accords de paix implique un profond changement social et économique qui vient mettre en danger les intérêts des élites traditionnelles. Il existe toujours une situation explosive en zone rurale puisque le système de tenure de la terre n'a pas été changé : un petit nombre de propriétaires terriens monopolise la majorité des terres, ce qui a conduit à la prise de terres par des paysans. Il y a un manque chronique de ressources économiques : le gouvernement ne peut augmenter les impôts suite à l'absence d'un consensus au sein des partis dans le but d'appliquer les accords ou émettre des politiques de combat à la pauvreté. Enfin, l'État guatémaltèque a un faible contrôle de son territoire : la question de l'insécurité est préoccupante<sup>217</sup>. Il y a une augmentation de la violence non politique, tels les enlèvements et les vols. Il y a toujours une grande disponibilité d'armes au Guatemala et l'État ne peut prévenir les actes violents.

L'accord guatémaltèque de paix est peut être trop ambitieux en ayant inclus des aspects socio-économiques. C'est une différence majeure avec le Salvador où l'accent fut mis sur inclusion de la guérilla ainsi que l'ouverture du système politique

---

<sup>215</sup> Fernando A. Chinchilla, Graciela Ducatenzeiler. *Peace Through Democracy*. 21.

<sup>216</sup> Dinorah Azpuru. «Peace and Democratization in Guatemala: Two Parallel Processes» dans Cynthia Arnson (dir.) *Comparative Peace Processes in Latin America*. 119.

aux demandes des diverses forces sociales, ce qui pourrait éventuellement permettre une amélioration des conditions socio-économiques.

### 4.3. Chiapas; les perspectives de paix

#### 4.3.1. *Les pressions pour la reprise des négociations*

Le processus de paix au Chiapas (voir annexe IV) a été très inégal : «*Mexico has moved in a pendulum fashion, reflecting the shifting national political context since January 1, 1994*»<sup>218</sup>. Le gouvernement Salinas et par la suite celui de Zedillo n'ont jamais eu de motivation réelle pour négocier avec l'EZLN. La voie militaire n'était pas non plus viable. Il a alors offert des conditions à un retour à la vie civile pour les zapatistes, sans jamais remplir les revendications de la guérilla. Les accords qui ont été conclus entre les parties ne se sont pas matérialisés en une réforme constitutionnelle. En négociant avec l'EZLN, le gouvernement l'a isolé de potentiels alliés au niveau politique. De plus, il a encerclé militairement la guérilla afin d'empêcher toute avancée zapatiste. Le gouvernement a tenté de discréditer et a violé les juridictions des instances de négociation; il a exercé un certain contrôle de la presse nationale; il a initié une campagne contre les observateurs internationaux et critiqué les intellectuels mexicains qui sympathisaient avec EZLN. La vie sociale chiapanèque s'est grandement militarisée. En d'autres termes, le gouvernement n'a pas eu de politique de paix afin de solutionner le conflit, mais a plutôt tenté de contenir l'ennemi et de le vaincre en administrant le conflit de diverses manières en réaction à

---

<sup>217</sup> Fernando A. Chinchilla, Graciela Ducatenzeiler. *Peace Through Democracy*. 21.

<sup>218</sup> Neil Harvey. «The Peace Process in Chiapas: Between Hope and Frustration» dans Cynthia Arnson (dir.) *Comparative Peace Processes in Latin America*. 145.



la conjoncture politique du moment<sup>219</sup>.

Toutefois, comme brièvement mentionné au cours de la dernière rubrique du troisième chapitre, le gouvernement de Fox, au pouvoir depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2000, semble montrer des signes qu'il désire la reprise du dialogue. Il y a de fortes pressions afin que les parties négocient. Fox désire corriger l'image du Mexique aux niveaux international et national en ce qui concerne le conflit chiapanèque. Il faut mentionner que le président possède une légitimité électorale que même les zapatistes ne peuvent lui refuser. En effet, suite aux élections du 2 juillet 2000, il y eut la levée d'une des revendications de l'EZLN pour la tenue d'élections libres et le départ du PRI. La transparence de ces élections a été inusitée; l'Institut fédéral électoral a agité comme une institution autonome du gouvernement; il y eut un important dispositif d'observateurs nationaux et internationaux responsables de la surveillance des conditions du scrutin; le processus électoral s'est déroulé dans une atmosphère de calme en l'absence d'incidents majeurs. L'EZLN n'a plus d'autre alternative que celle de négocier. Les zapatistes possèdent une grande légitimité internationale et nationale suite au tissage de liens avec la société civile.

La situation du Chiapas est particulière puisque l'affrontement militaire direct entre les parties n'a duré que deux semaines. De plus, nous sommes face à un conflit d'ordre régional contrairement à ce que nous avons observé dans les cas du Salvador et du Guatemala. Il n'y a pas eu non plus d'interventionnisme étranger qui pourrait représenter un obstacle additionnel aux négociations, comme dans les cas mentionnés précédemment. Depuis 1995, la dynamique entre les zapatistes et le gouvernement

---

<sup>219</sup> Luis Hernández Navarro. «Between Memory and Forgetting: Guerrillas, the Indigenous Movement, and the Legal Reform in the Time of the EZLN» dans Cynthia Arnson (dir.) *Comparative Peace Processes in Latin America*. 314.

correspond à la logique d'un conflit de faible intensité où le cessez-le-feu fut rompu en quelques occasions suite à des affrontements ponctuels mineurs. Aucune des deux parties n'a été défaite officiellement, malgré l'infériorité militaire de l'EZLN. Par conséquent, il est hors de question pour les parties de reprendre une guerre ouverte, ni d'adopter une stratégie de non intervention ou de laissez-faire en ce qui concerne le conflit ; la négociation est la seule alternative viable possible en ce moment.

Fox doit faire face à un grand scepticisme de la part des zapatistes face à toute initiative gouvernementale. Selon la déclaration du *subcomandante* Marcos: «*Fox parte de cero en credibilidad y confianza*»<sup>220</sup>. L'EZLN désire des actes concrets afin de reprendre le dialogue. La guérilla a accepté de retourner à la table de négociation sous trois conditions : l'application des accords de San Andrés, la libération de tous les prisonniers sympathisants ou bases d'appui zapatistes (environ quatre-vingts) et le retrait de l'armée mexicaine de sept points jugés stratégiques<sup>221</sup>. Le gouvernement a retiré l'armée de quatre de ces points et a également libéré un peu plus d'une soixantaine de prisonniers zapatistes. Les autorités gouvernementales semblent faire signe de bonne volonté. La COCOPA a tenté à plusieurs reprises, sans succès, d'avoir des contacts directs avec l'EZLN.

Les zapatistes reconnaissent les actions gouvernementales afin de reprendre la processus de paix. Néanmoins, ils considèrent les initiatives gouvernementales comme insuffisantes. Les zapatistes sont opposés à la poursuite du projet de libéralisation économique que prône le gouvernement de Fox. Ils ont signalé que la

---

<sup>220</sup> Rodolfo Montes y María Scherer Ibarra. «Expertos analizan la guerra de vanidades; Fox y Marcos pacificador contra inconforme». *Proceso*, 21 janvier 2001, numéro 1264. <http://www.proceso.com.mx/1264/>.

<sup>221</sup> Julio Aranda, Julio César López, Isáin Mandujano. «Fox a la Cocopa: el retiro de Jolnacho fue forzado por los zapatistas». Marco va ganando la partida. *Proceso*, numéro 1263.

levée des restrictions imposées aux observateurs étrangers était une condition importante afin de poursuivre le processus de paix<sup>222</sup>. Il semble y avoir une évolution des politiques du gouvernement face à la présence d'observateurs étrangers au Chiapas : il y a révision des dossiers de nombreux étrangers qui furent expulsés du Chiapas depuis 1994<sup>223</sup>. Le gouvernement de Fox, ne reconnaît pas non plus l'existence des groupes paramilitaires. Marcos a affirmé qu'il n'y a rien au Chiapas qui permette d'assurer que les événements d'Acteal ne puissent pas se répéter. Il n'y a pas de signe au sujet du combat à l'impunité.

Pour la première fois depuis 1994, le *subcomandante* Marcos va sortir du Chiapas avec les principaux dirigeants de l'EZLN. La caravane zapatiste se rendra jusqu'à la ville de Mexico afin de promouvoir l'adoption de l'initiative de la COCOPA par le Congrès mexicain. Les gouverneurs et le ministre de l'Intérieur ont offert les garanties de sécurité nécessaires aux zapatistes lorsqu'ils voyageront jusqu'à Mexico, quoique de nombreux groupes se sont prononcés contre ou ont carrément proféré des menaces envers les intégrants de la caravane zapatiste, notamment le groupe paramilitaire *Paz y Justicia*. Il est évident que les zapatistes tentent de se constituer un capital politique afin d'avoir un meilleur pouvoir de négociation, ainsi que de démontrer la portée nationale de leurs revendications. C'est une preuve d'ouverture du nouveau gouvernement, puisque Zedillo a tenté de confiner les zapatistes au Chiapas. Cette tournée, que les médias mexicains ont baptisé comme le «*Zapatour*», quittera le Chiapas le 25 février et arrivera à la ville de

---

<sup>222</sup> Rodolfo Montes. María Scherer Ibarra. «Expertos analizan la guerra de vanidades; Fox y Marcos pacificador contra inconforme». *Proceso*, numéro 1263.

<sup>223</sup> Alejandro Gutiérrez. «Cálculo foxista: conviene que participen observadores extranjeros en la marcha zapatista», *Proceso*, numéro 1267. <http://www.proceso.com.mx/1267/1267n03.html>

Mexico le 6 mars 2001. Cependant, le gouvernement tente de dépêcher la proposition de la COCOPA à travers les instances législatives dans le but que le voyage des zapatistes à la ville de Mexico soit en vain<sup>224</sup>.

#### 4.3.2. *Les défis du processus de paix au Chiapas*

L'application des accords de San Andrés sur les droits et la culture autochtones, ne viendra pas régler le problème du conflit chiapanèque. Si le projet est adopté par le Congrès (l'initiative va devoir se heurter à l'opposition de nombreux législateurs), cela va attribuer au gouvernement une grande part de la légitimité nécessaire face à la négociation d'un pacte de paix avec l'EZLN. Le gouvernement de Fox n'a toujours pas fait part de son projet de réforme de l'État. C'est avec ce thème que le dialogue entre gouvernement et les zapatistes avait été suspendu. Cette réforme institutionnelle est indispensable afin d'approfondir la transition démocratique du Mexique. Le gouvernement semble vouloir également exiger le dépôt des armes avant la reprise des négociations avec les zapatistes. Les négociations au Salvador se sont déroulées dans un contexte où ni un cessez-le-feu n'a prévalu avant que les parties ne soient très avancées dans la négociation. Il est encore tôt pour exiger le dépôt des armes.

Le processus de paix chiapanèque doit affronter de nombreux obstacles. D'entrée de jeu, il faut mentionner qu'il n'y a plus d'instance de médiation entre les parties suite à la dissolution de la CONAI en juin 1998. Il est démontré qu'au Salvador ainsi qu'au Guatemala la présence d'un intermédiaire a permis de modérer

---

<sup>224</sup> Julio Aranda, Julio César López, Isaín Mandujano. «Fox a la Cocopa: el retiro de Jolnacho fue forzado por los zapatistas». Marco va ganando la partida. *Proceso*, número 1263. <http://www.proceso.com.mx/1263/1263n12.html>

les positions des acteurs afin de parvenir à un pacte de paix. Le nouvel évêque de San Cristóbal a déjà affirmé qu'il ne rejetterait pas la médiation si les parties lui en faisaient la requête. Il est très improbable dans le contexte mexicain que ce rôle soit délégué à l'ONU. Il faut souligner que le pouvoir des instances de négociation a, depuis le début, été très limité puisque les résultats de toute négociation étaient sujets à une approbation directe du président.

Dans la possibilité d'entente, quelle instance va superviser leur application? La COSOVER, composée de membres d'origines politiques différentes et qui avait été conçue afin d'assurer le suivi et la vérification des accords entre les parties, sera-t-elle conservée comme telle? C'est un organe qui est né dans un contexte de litige entre les zapatistes et le gouvernement et qui fut paralysé dès sa mise sur pied. L'avantage d'une organisation extérieure au conflit, comme l'ONU, est indéniable puisqu'elle offre une meilleure impartialité et est un peu moins sujette aux pressions politiques internes. Cependant, les accords doivent définir étroitement quel est le rôle de l'organe qui sera en charge de la vérification des accords.

Comme nous l'avons vu, l'institutionnalisation du conflit et l'ouverture du système politique aux demandes sociales, et dans le cas échéant des revendications autochtones, représentent des garanties afin d'atteindre une paix durable. Au Salvador ainsi qu'au Guatemala, le FMLN et l'URNG se sont transformés en partis politiques et sont devenus des forces importantes, malgré les obstacles auxquels ils doivent faire face. L'EZLN deviendra-t-il un parti politique? Il est fort peu probable. Il y a eu une tentative de former une organisation civile, le FZLN, constituée en ce qui correspond plus à un groupe de pression, qu'à un parti politique. Les termes du retour des guérilleros à la vie civile est également en suspend. De plus, de quelle manière seront

inclus les autochtones au système politique? Il y a de nombreux groupes autochtones qui soulignent que l'EZLN n'est pas la seule organisation qui représente les autochtones.

Un obstacle majeur au processus de paix est la présence de groupes paramilitaires qui œuvrent dans les régions où il y a une forte présence de bases d'appui zapatistes et d'organisations indépendantes. Ils représentent un ensemble de groupes sur lesquels le gouvernement peut difficilement influencer. Il est démontré que ces groupes sont supportés par l'élite chiapanèque et qu'ils agissent en toute impunité. Il est primordial de faire régner l'État de droit, principe fondamental de la démocratie, dans la périphérie, c'est-à-dire d'homogénéiser le contrôle gouvernemental sur tout le territoire mexicain. Entre autres, l'application de l'accessibilité et l'égalité de tous devant le système judiciaire ainsi que le combat à la corruption sont primordiaux afin d'instaurer de solides bases démocratiques.

Le Chiapas doit affronter une situation où toutes les voies institutionnelles d'expression politique ont longtemps été monopolisées par l'élite chiapanèque. L'élite est très réticente à l'application de l'État de droit puisque son pouvoir repose sur l'absence d'institutions représentatives véritables. L'élection de la coalition qui a défait le PRI au Chiapas en août 2000, représente un courant qui s'oppose à la monopolisation de la sphère politique par cette élite. Toutefois, le rôle du nouveau gouverneur risque d'être limité puisque le conflit est essentiellement traité au niveau fédéral<sup>225</sup>.

La démilitarisation du Chiapas, ou soit le retrait des troupes de l'armée mexicaine installées à proximité des communautés zapatistes, est également une

question délicate. En effet, la présence de l'armée contient les groupes ennemis de l'affrontement direct. Néanmoins, les organisations de défense des droits humains ont documenté de nombreux cas de violations commises par les militaires envers les civils. Les communautés de la Selva sont affligées par une polarisation extrême des positions suite à déjà plusieurs années de conflit. Ces tensions intra communautaires ont notamment produit l'expulsion de milliers d'autochtones, tant priistes, zapatistes ou d'organisations indépendantes. Ces déplacés vivent dans des conditions sanitaires et économiques précaires. Par conséquent, il y a une situation de grande tension sociale.

Il faut mentionner que dans le contexte mexicain, la subordination de forces armées au pouvoir civil n'est pas une situation s'applique. En effet, le parti officiel et l'État post révolutionnaire avaient été constitués afin de mettre un frein aux ambitions des chefs militaires régionaux, les *caudillos*, qui dominèrent la vie politique lors des années vingt. Harvey mentionne que le budget relatif aux forces militaires a été délibérément limité<sup>226</sup>. Il y a un contrôle civil sur l'appareil de sécurité de l'État.

Comme remarque finale, ce n'est qu'avec la conclusion d'un pacte de paix couvrant de vastes aspects politiques, sociaux et juridiques que le conflit pourrait être réglé progressivement. Il est primordial d'ouvrir le système politique aux demandes de la société civile et particulièrement des autochtones mexicains. En garantissant la stricte application d'éventuels accords, surtout en confrontant les nombreux obstacles, le Mexique pourrait peut-être trouver le chemin de la consolidation démocratique.

---

<sup>225</sup> *Ibid.*

<sup>226</sup> Neil Harvey. «The Peace Process in Chiapas: Between Hope and Frustration» dans Cynthia Arnsen (dir.) *Comparative Peace Processes in Latin America*. 150.

## CONCLUSION

Lors de cette recherche, nous avons pu observer que le processus de paix au Chiapas est extrêmement complexe dû à ses multiples causes et aux nombreux acteurs qui entrent en scène. Au cours du premier chapitre, nous avons étudié la formation des structures conflictuelles qui ont créé une situation sociale explosive au cours de l'histoire du développement du Chiapas. Ces tensions ont favorisé la formation de l'EZLN qui a défié directement l'hégémonie de l'élite et qui a dénoncé les conditions lamentables dans lesquelles vivaient les autochtones chiapanèques et mexicains.

Nous avons vu que sous la domination espagnole, les relations entre les autochtones et l'élite furent déjà très tendues. Les autochtones furent intégrés très tôt à l'économie comme main-d'oeuvre bon marché. Dès lors, le pouvoir de l'élite a reposé sur son contrôle strict des ressources et de la force de travail autochtone. Les autochtones chiapanèques se sont rebellés à plusieurs reprises lorsque se fermaient les canaux d'expression des demandes. Ces rébellions ont été durement réprimées, à un point tel, que la seule menace de rébellion était punie.

Ni les effets de la libéralisation du dix-neuvième siècle, ni les effets de la Révolution mexicaine ont menacé la perpétuation des relations sociales traditionnelles. Vers les années vingt, l'élite a conclu un accord tacite avec le gouvernement fédéral afin de conserver sa sphère d'influence en échange de l'exploitation des ressources du territoire. L'appareil administratif et judiciaire se sont convertis en des moyens efficaces de maintenir l'hégémonie politique de l'élite chiapanèque. Tous les canaux alternatifs de participation politique ont été fermés.



L'élite a su lutter efficacement contre la montée de nouveaux acteurs sociaux afin de conserver intact son contrôle politique. Au cours des années quarante, l'élite terrienne a lutté contre la distribution des terres et a établi un contrôle via les structures communautaires autochtones. D'où l'importance des réseaux sociaux informels qui rendaient possible la sanction des médiations entre les divers groupes sociaux. Le gouvernement pouvait également recourir à la médiation politique dans le but de minimiser le pouvoir de certaines enclaves autonomes en tentant de les rendre dépendantes de certaines ressources et, ainsi, les coopter et les intégrer au système politique.

Entre 1930 et 1970, la Selva Lacandona s'est transformée en valve de sûreté pour les pressions sociales vécues dans l'état du Chiapas. Un des résultats de la colonisation de ce nouveau territoire par les autochtones fut la formation de nouvelles structures communautaires hors du contrôle de l'élite. L'État s'intéressa peu à cette région, sauf en ce qui concerne l'exploitation des ressources naturelles comme ce fut le cas pour le décret de la Selva qui prévoyait l'expulsion des peuplements autochtones menaçant l'exploitation forestière.

Au cours des années quatre-vingts et quatre-vingt-dix, le Chiapas a subi les effets de la libéralisation de l'économie mexicaine. Les réformes ont impliqué l'abolition des subventions à la production du café et des produits agricoles, la création de nouveaux programmes d'appui aux petits producteurs, l'abandon de la réforme agraire et la modification du statut des terres communales qui devaient dorénavant être soumises aux lois du marché. Les petits producteurs agricoles ont également dû faire face à une chute du prix des matières premières. Qui plus est, avec l'ALÉNA, le gouvernement mexicain a amorcé la libération graduelle du prix des

produits agraires afin qu'ils soient en accord avec les prix sur les cours internationaux. Le programme *Solidaridad* qui devait amortir les effets de la libéralisation, a connu un échec lamentable dû à ses objectifs ainsi qu'à la corruption. Enfin, les réformes n'ont pas fourni de nouveaux canaux aptes à la médiation des demandes populaires et ont affecté les sources de légitimité de l'État.

Dans le deuxième chapitre, nous avons examiné les divers acteurs sociaux en présence dans la Selva Lacandona, berceau de l'EZLN. En effet, l'évolution des interactions entre les divers acteurs a permis l'insertion et la progression des idées d'un groupe de guérilla dans la Selva. D'entrée de jeu, le Chiapas n'est pas l'état mexicain qui possède le plus grand nombre d'autochtones. Néanmoins, dans la Selva et Los Altos, ils représentent 80% de la population. La colonisation de la Selva est relativement récente, elle s'est surtout échelonnée entre 1930 et 1970. Le gouvernement a toléré la colonisation de Selva afin de ne pas menacer les intérêts de l'élite via une réforme agraire. Les indicateurs socio-économiques des autochtones chiapanèques sont faibles en ce qui a trait à l'éducation, la santé, le logement et l'accessibilité aux infrastructures. Ils ont développé des activités surtout dans le secteur primaire ; la culture du café et des denrées de base.

L'autonomie relative du Chiapas a contribué à la monopolisation par l'élite des voies institutionnelles formelles ou informelles d'expression politique. Au Chiapas, depuis les années trente, il y a eu un processus constant d'équilibre/fissure suite à la perte graduelle, par l'élite, du monopole de la terre et de la main-d'oeuvre. L'oligarchie avait intégré certains groupes marginaux dans la structure du pouvoir afin de s'assurer un contrôle politique étroit, notamment via des réseaux d'alliances, la cooptation ou la répression. Malgré ce processus de déséquilibre constant, l'élite a

continué d'exercer le pouvoir comme si elle était le maître absolu de la terre. L'effritement des structures de médiation État/société fondées sur un contrôle rigide des divers secteurs sociaux s'est reflété dans l'usure de la structure corporatiste et l'abus de la violence institutionnelle.

À partir des années soixante, l'Église catholique a particulièrement influé, par le biais de la théologie de la libération, sur la formation d'une nouvelle identité au sein des nouveaux peuplements de la Selva. En effet, le diocèse de San Cristóbal a mis sur pied un réseau d'influence dans la Selva qui a permis la création d'une nouvelle cohésion communautaire cherchant à briser le paternalisme qui liait les autochtones à l'État. Ce dernier fut incapable de coopter les structures internes des nouvelles communautés autochtones. Toutefois, l'Église se sentait limitée par son discours quant à l'aspect politique et, suite au congrès de 1974, elle a invité des organisations révolutionnaires de gauche afin de s'occuper de l'action politique dans les communautés autochtones de la Selva.

Il faut mentionner que ces groupes ont su dépasser l'incapacité politique traditionnelle des organisations de gauche de l'époque en établissant des liens étroits avec les secteurs populaires. Les problèmes agraires vécus par les communautés de la Selva ont fourni une occasion de former une organisation de base qui créa une nouvelle dynamique de participation au sein d'une organisation politique générant une structure organisationnelle très enracinée. C'est surtout à partir des nouvelles organisations paysannes régionales que les communautés de la Selva commencèrent à lutter de manière plus organisée pour la défense de leurs droits et pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Il y a eu de nombreuses tensions avec l'Église pour le contrôle de la région. Cependant, vers la fin des années quatre-vingts, des divisions

sont survenues au sein des organisations paysannes, ce qui a grandement affaibli leur pouvoir de négociation. Ceci signifia la perte d'une présence politique significative et l'accroissement de l'isolement des communautés autochtones et occasionna une énorme faiblesse dans un contexte de fermeture des autorités chiapanèques.

En 1983, un groupe révolutionnaire, les FLN (Forces de libération nationale), infiltra le Chiapas afin de fomenter la Révolution au Mexique. Les dirigeants évaluaient que la situation particulière du Chiapas permettait d'y constituer un foyer révolutionnaire. À cette époque, de nombreux membres du Clergé exprimaient une sympathie envers les mouvements révolutionnaires d'Amérique centrale. Les membres des FLN n'ont pas fait face à un peuple fragmenté et désarticulé : les autochtones de la région possédaient déjà une certaine expérience politique et une habitude de participation de la base. Lors de cette période, les autochtones percevaient avec scepticisme la possibilité d'une satisfaction de leurs demandes, pour cause de la marginalisation et l'autoritarisme croissants des autorités chiapanèques. En effet, le mouvement social de la Selva avait subi une crise politique suite à ses propres limites et face à l'usure provoquée par la violence institutionnelle. Les dirigeants de l'EZLN ont su profiter du mécontentement populaire : dans un contexte de réformes néolibérales ainsi que des limites de la concertation vécues au cours de la présidence de Salinas, les possibilités de succès du mouvement social par la voie de la négociation furent grandement réduites.

Au cours du troisième chapitre, nous nous sommes intéressés au déroulement du processus de paix au Chiapas depuis la rébellion zapatiste du premier janvier 1994. Le processus de paix qui s'en suivit fut très inégal. Pour le gouvernement, le coût politique d'un engagement militaire était insoutenable face à une grande

opposition domestique et surtout dans le contexte de la négociation d'accords commerciaux internationaux. Lors des premières négociations avec les zapatistes en mars 1994, le gouvernement a tenté de minimiser la portée nationale de leurs revendications, ce qui a mené à un rejet des propositions gouvernementales par l'EZLN. Pour assurer sa survie, la guérilla a débuté l'établissement des liens avec la société civile avec la Convention nationale démocratique à l'été 1994. Suite aux élections de juillet et août, le PRI a reconquis la présidence du Mexique et le poste de gouverneur du Chiapas. Il y eut alors une rupture des négociations par les zapatistes. De plus, en décembre 1994, le PRD appuyé par l'EZLN et diverses organisations sociales ont mis sur pied un gouvernement parallèle suite à leur refus de reconnaître les résultats du scrutin.

En février 1995, le nouveau gouvernement de Zedillo opta pour un retour à la logique de la confrontation directe avec l'offensive militaire contre l'EZLN qui avait pour but de capturer les dirigeants de la guérilla. Toutefois, il y eu un revirement de situation puisque la guerre mettait en jeu la libéralisation économique du Mexique. À la fin février 1995, le président proposa une initiative de loi qui prévoyait faciliter les contacts entre les parties afin de négocier des accords, d'assurer leur application et leur suivi, une amnistie « suffisante » et le retour à la vie civile des zapatistes. La loi proposait la formation d'un modèle de négociation qui incluait l'EZLN, le gouvernement mexicain, une instance de médiation, une de négociation composée de législateurs de tous les partis politiques et une responsable du suivi des accords.

Dès avril 1995, les parties s'engagèrent de bonne foi sur la voie de la négociation afin de résoudre le conflit par la voie pacifique. La négociation a conduit aux accords de San Andrés, qui représentaient un accord minimum sur les droits

autochtones et la culture et qui furent ratifiés en février 1996. Une des motivations principales du gouvernement à adopter la voie de la négociation fut d'isoler l'EZLN et l'empêcher de former une coalition politique. Suite aux accords, l'EZLN a acquis une légitimité non négligeable puisqu'il avait été reconnu comme un interlocuteur valide et qu'une partie de ses revendications a été satisfaite. Les accords assuraient, entre autres, une reconnaissance constitutionnelle de l'existence des peuples autochtones, de leurs droits économiques, politiques, sociaux et culturels. Lors de la deuxième phase de la négociation sur la démocratie et la justice, le gouvernement a réduit ses offres.

L'EZLN a rompu les négociations en septembre 1996. Le gouvernement isola et renia peu à peu les instances de négociation et le dialogue reprit bilatéralement. Le *fast track* permit de matérialiser la Commission de suivi des accords et la poursuite de la négociation du transfert des accords de San Andrés vers un projet de loi et des réformes constitutionnelles. Le gouvernement a créé des obstacles à leur application et a tenté d'ouvrir de nouveau l'entente. Dans l'optique du gouvernement, l'accord ne lui servait plus et menaçait le statu quo par la reconnaissance constitutionnelle des droits autochtones, surtout en ce qui avait trait à l'autonomie. Le fait de réformer la constitution aurait pu conférer la force nécessaire ainsi qu'une énorme légitimité aux zapatistes afin de faire basculer en leur faveur l'environnement politique. Le PRI a alors cherché à exclure un acteur qu'il n'arrivait pas à contrôler et qui pouvait construire des ponts avec l'opposition. L'impunité dans laquelle agissait les groupes paramilitaires déboucha sur le massacre de quarante-cinq autochtones à Acteal en décembre 1997. Cet événement mit également en relief les divisions et les tensions au sein des communautés autochtones.

Au cours de la période de janvier 1998 à novembre 2000, il y eut une perte de contact entre les parties. Les zapatistes et le gouvernement se sont accusés mutuellement de saborder le processus de paix. L'EZLN n'établit plus de contact avec le gouvernement, la COCOPA ou la CONAI et s'enferma dans le mutisme jusqu'à l'été 1998. Le gouvernement entreprit le démantèlement des municipalités autonomes zapatistes qui avaient été créées afin d'appliquer unilatéralement les accords de San Andrés. La CONAI annonça sa dissolution afin de protester contre le recul du dialogue. L'EZLN se concentra alors sur le renforcement de ses liens avec la société civile. La période qui suivit fut caractérisée par un oubli et la négation du conflit au Chiapas par le gouvernement. Le PRI perdit le pouvoir aux mains de l'opposition à l'été 2000. Depuis l'entrée en fonction de Vicente Fox en décembre 2000, le nouveau gouvernement a signifié aux zapatistes qu'il désirait reprendre le dialogue.

Enfin, lors du quatrième chapitre, nous avons établi un lien entre l'atteinte de la paix durable et la transition démocratique. Nous avons exposé les principales prémisses de la théorie de la transition démocratique et avons étudié plus en détail la transition liée à un pacte de paix. Afin d'établir des bases solides pour la paix, il est indispensable de restaurer le conflit à l'arène politique, c'est-à-dire que les belligérants abandonnent la voie militaire et décident de régler le conflit par la voie politique. Ce genre de processus doit intégrer tous les acteurs en présence afin de négocier un pacte démocratique incluant. Le processus de modération idéologique des acteurs est ce qui rend possible la conclusion d'un accord de paix.

Nous avons examiné les cas du Salvador et du Guatemala qui sont deux exemples de transition démocratique par pacte de paix. Dans les deux pays, la guérilla

et le gouvernement ont dû négocier la paix suite à la fermeture des possibilités à cause d'un changement dans les contingences structuro-historiques. Des facteurs internes et externes ont fait en sorte que la guerre n'était plus possible quoique le rapport des forces pouvait différer entre les belligérants. L'ONU a agi comme médiateur au sein des processus de paix dans les deux cas, ce qui a permis une modération idéologique. Au Salvador, les parties ont conclu un accord dans le but d'institutionnaliser le conflit et d'inclure le FMLN au système politique en tant que parti. Au Guatemala, les accords ont plutôt mis l'accent sur un pacte social plus large qui prévoyait l'application de politiques afin d'améliorer les conditions socio-économiques de la population. L'application et le suivi des accords a permis des gains surtout en termes de droits humains.

Au Salvador, le FMLN s'est transformé en parti politique risque même de remporter les prochaines élections. Cependant, nous avons identifié des problèmes de corruption, d'inefficacité de l'appareil administratif et judiciaire, la persistance de formes d'autoritarisme et le manque de responsabilité horizontale qui représentent des obstacles à la poursuite de la transition démocratique salvadorienne. De plus, la proclamation de l'amnistie des crimes de guerre n'a pas permis de procéder à une réconciliation nationale et est un symptôme manifeste de la persistance de l'impunité.

En ce qui concerne le Guatemala, il est tôt afin d'observer des résultats. Il y a eu une amélioration significative des droits humains et une diminution des crimes politiques. Toutefois, le Guatemala doit faire face à des problèmes de sécurité interne et à l'échec de l'intégration des autochtones au système politique. Une politique de combat à la pauvreté n'a toujours pas été adoptée. Ce qui est particulièrement préoccupant, c'est l'insuccès du processus de modération idéologique qui fut



notamment observable dans le cas de l'assassinat de Monseigneur Gerardi : un changement social en profondeur menace les intérêts de l'élite traditionnelle guatémaltèque.

À la lumière de l'étude des cas vécus au Salvador et au Guatemala, nous avons pu donner une meilleure interprétation aux possibilités de la reprise du processus de paix au Chiapas entre le gouvernement mexicain et l'EZLN. La politique qui avait été adoptée par les gouvernements de Salinas et de Zedillo semble avoir débouché sur un véritable cul-de-sac ; le processus de paix n'a pas permis un détente au Chiapas. Cependant, suite à la prise du pouvoir par Vicente Fox en décembre 2000, il semble que le climat soit relativement propice à une reprise du processus de paix. La négociation devra faire face à de nombreux défis : le PAN, parti du président, ne possède pas la majorité au Congrès, ni au Sénat afin d'approuver les accords de San Andrés ; l'absence d'une instance de médiation ; les limites de la commission de suivi et de vérification des accords ; l'ouverture du système politique mexicain aux demandes des autochtones ; la réforme du système judiciaire ; la situation de grande tension sociale entre divers groupes autochtones chiapanèques ; la présence des groupes paramilitaires au Chiapas ; l'opposition de l'élite chiapanèque à une modification des rapports sociaux et économiques ; la démilitarisation du Chiapas ; et le retour des guérilleros à la vie civile.

Le gouvernement ne doit pas se laisser tenter par un seul désarmement de la guérilla, mais doit formuler des propositions concrètes afin de solutionner les revendications de l'EZLN, surtout en termes d'intégration des autochtones au système politique. Les zapatistes doivent également faire preuve d'ouverture et de ne pas tomber dans une logique d'accusation systématique du gouvernement. D'où

l'importance d'une instance de médiation nationale ou internationale et d'un processus de modération idéologique. Enfin, le processus de paix au Chiapas n'est pas un problème strictement régional, mais la démonstration du défi de la démocratisation à l'échelle nationale.

## BIBLIOGRAPHIE

- Acosta Córdova, Carlos.** 1994. «Salinas: de las amenazas a la amnistía, el Ejército: en la rabia contenida, los priistas: en el desconcierto», *Proceso*, número 899, (24 janvier) : 6-13.
- Aranda, Julio. López, Julio César. Mandujano, Isaín.** 2001. «Fox a la Cocopa: el retiro de Jolnachoj fue forzado por los zapatistas». Marco va ganando la partida». In *Proceso. Site de la revue Proceso, número 1263, 14 janvier*, [en ligne]. <http://www.proceso.com.mx/1263/1263n12.html> (Page consultée le 16 janvier 2001)
- Arnson, Cynthia.** 1999. «Introduction». dans Cynthia Arnson (dir.) *Comparative Peace Processes in Latin America*, Washington D.C.: Woodrow Wilson Center. 1-28.
- Arnson, Cynthia. Benítez Manaut, Raúl.** 2000. *Chiapas, los desafíos de la paz.* México D.F.: Instituto Tecnológico Autónomo de México, Woodrow Wilson Center, Miguel Ángel Porrúa Grupo Editorial.
- Azpuru, Dinorah.** 1999. «Peace and Democratization in Guatemala: Two Parallel Processes» dans *Comparative Peace Processes in Latin America*, Cynthia Arnson, dir. Washington D.C.: Woodrow Wilson Center. 97-125.
- Benjamin, Thomas.** 1995. «¡Primero viva Chiapas! La revolución mexicana y las rebeliones locales». Dans *Los rumbos de otra historia*, Ruz, Mario Humberto, Viqueira, Juan Pedro, dir. México D.F.: UNAM, 175-195.
- Bernal Gutiérrez, Marco Antonio. Romero Miranda, Miguel Ángel.** 1999. *Chiapas: crónica de una negociación.* Tome 1. México D.F.: Rayuela Editores.
- Bernal Gutiérrez, Marco Antonio. Romero Miranda, Miguel Ángel.** 1999. *Chiapas: crónica de una negociación.* Tome 2. México D.F.: Rayuela Editores.
- Blanquel, Eduardo.** 1973. «La Revolución mexicana». Dans *Historia mínima de México*, Daniel Cosío Villegas, dir. México D.F.: El Colegio de México. 135-154.
- Cañas, Antonio. Dada, Héctor.** 1999. «Political Transitions and Institutionalization in El Salvador». Dans *Comparative Peace Processes in Latin America*, Cynthia Arnson dir. Washington D.C.: Woodrow Wilson Center. 69-95.

- Caron, Rosaire.** «Comment citer un document électronique?». In Université Laval. Bibliothèque. *Site de la Bibliothèque de l'Université Laval*, [En ligne]. <http://www.bibl.ulaval.ca/doelec/citedoce.html> (Page consultée le 15 juillet 2000)
- Correa, Guillermo. Salvador Corro, Julio César López.** 1994. «Vaivenes públicos: Camacho y el EZLN se endurecen, coquetean, se vuelven a endurecer, vuelven a coquetear», *Proceso*, número 901 (7 février): 14-21.
- Corro Salvador. De la Vega, Miguel.** 1998. «Gobernación ignoró un aviso de la CONAI, la acusó de preferir la confrontación y la descalificó como instancia de mediación». *Proceso*, número 1118 (5 avril): 11-15
- Corro, Salvador.** 1998. «Guerra política y propagandística del gobierno para obligar al EZLN a reanudar las negociaciones», *Proceso*, número 1112 (22 février): 8-12.
- Cuéllar, Mireya. Urrutia, Alonso.** 2000. «Fox, presidente electo con 43.43% de los votos: IFE», *La Jornada* (7 juillet 2000): 1.
- Chinchilla, Fernando A., Ducatenzeiler, Graciela.** 2001. *Peace Through Democracy*. Article à paraître.
- De la Peña, Guillermo.** 1986. «Poder local, poder regional: perspectivas socio antropológicas». Dans *Poder local, poder*, Padua, Jorge. Vanneph, Alain, dir. México D.F.: El Colegio de México / CEMCA.
- De la Vega, Miguel.** 1998. «La única solución en Chiapas: que el Congreso de la Unión recoja los Acuerdos de San Andrés y los interprete, dice Luis H. Álvarez», *Proceso*, número 1114 (8 mars): 13-18.
- Delgado, Álvaro.** 1998. «Sitiados por el Ejército, la enfermedad y la miseria, languidecen los municipios autónomos de Chiapas», *Proceso*, número 1130 (28 juin): 12-15.
- Favre, Henri.** 1998. *El indigenismo*. México. D.F.: Fondo de Cultura Económica.
- Gómez Tagle, Silvia.** 1997. *La transición inconclusa; treinta años de elecciones en México* (La transition non conclue; trente ans d'élections au Mexique), [banque de données sur disquettes]. México D.F.: El Colegio de México.
- Guillén, Diana. Pérez Salas, María Esther.** 1994. *Chiapas, una historia compartida*. México D.F.: Instituto José María Luis Mora.
- Guillén, Diana.** 1998. *Chiapas, 1973-1993, Mediaciones, política e institucionalidad*. México D.F.: Instituto Mora.

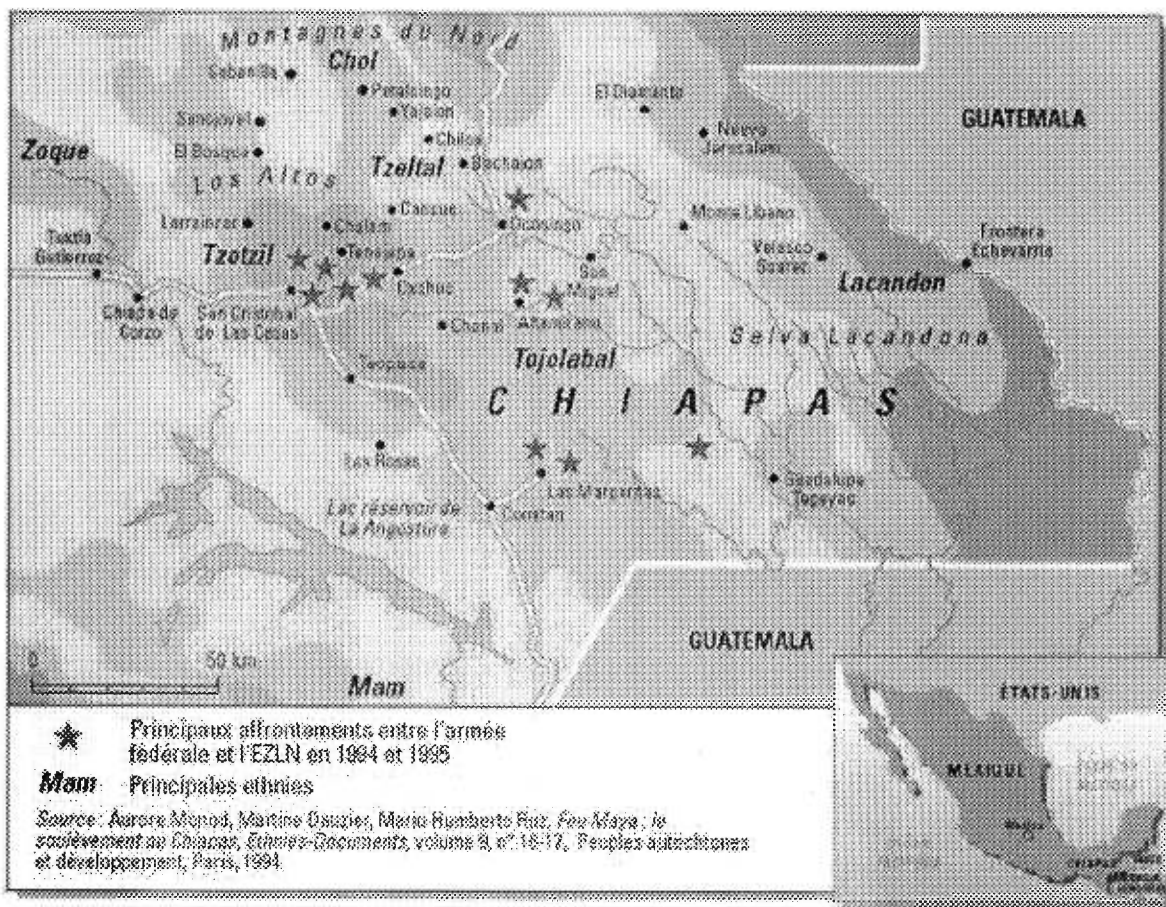
- Gutiérrez, Alejandro.** 2001. «Cálculo foxista: conviene que participen observadores extranjeros en la marcha zapatista», In *Proceso. Site de la revue Proceso, número 1267, 11 février*, [en ligne].  
<http://www.proceso.com.mx/1267/1267n03.html> (Site consulté le 11 février 2001)
- Harvey, Neil. Hernández, Luis. Rubin, Jeffrey.** 1994. *Rebellion in Chiapas; Rural Reforms, Campesino Radicalism and the Limits to Salinismo*. San Diego: Transformations of Rural Mexico no 5, ejido Reform Research Project, Center for United States-Mexico Studies UCSD, version révisée.
- Harvey, Neil.** 2000. «La rebelión en Chiapas», *La Jornada* (23 mai): 35.
- Harvey, Neil.** 1999. «The Peace Process in Chiapas: Between Hope and Frustration». Dans *Comparative Peace Processes in Latin America*, Arnson, Cynthia, dir. Washington D.C.: Woodrow Wilson Center. 129-152.
- Harvey, Neil.** 1998. *The Chiapas Rebellion: the Struggle for Land and Democracy*. Durham: Duke University.
- Hernández Navarro, Luis.** 1999. «Between Memory and Forgetting: Guerrillas, the Indigenous Movement, and the Legal Reform in the Time of the EZLN». Dans *Comparative Peace Processes in Latin America*, Cynthia Arnson, dir. Washington D.C.: Woodrow Wilson Center. 297-318.
- Hirales, Gustavo.** 1998. *Camino a Acteal*. México D.F.: Rayuela Editores.
- Karl, Terry Lynn.** 1997. «Dilemas de la democratización en América latina». Dans *La democracia en América latina*, Roderic Ai Camp, dir. México D.F.: Editores Siglo veintiuno. 43-74.
- Legorreta Díaz, María del Carmen.** 1998. *Religión, política y guerrilla en las Cañadas de la Selva Lacandona*. México D.F.: Cal y Arena.
- López, Mariola. Pavón, David.** 1997. *Zapatismo y Contrazapatismo. Cronología de un enfrentamiento*. Buenos Aires: Grupo Omega.
- Marín, Carlos.** 1994. «Desechó el gobierno los enfoques simplistas iniciales y decidió buscar la negociación», *Proceso*, número 898 (17 janvier): 24-29.
- Monroy, Micheal.** 1999. «Reflections». Dans *Comparative Peace Processes in Latin America*, Cynthia Arnson, dir. Washington D.C.: Woodrow Wilson Center. 153-157.

- Montes, Rodolfo. Scherer Ibarra, María.** 2001. «Expertos analizan la guerra de vanidades; Fox y Marcos pacificador contra inconforme». In *Proceso. Site de la revue Proceso, 21 janvier, numéro 1264*. [en ligne].  
<http://www.proceso.com.mx/1264/>. (Page consultée le 22 janvier 2001)
- Mota Marín, Sergio.** 1994. «Estructura económica de Chiapas (Structure économique du Chiapas)». Dans *Chiapas, una radiografía* (Le Chiapas, une radiographie), Armendáriz, María Luisa, dir. México D.F.: Fondo de Cultura Económica. 330-366.
- O'Donnell, Guillermo.** 1993. «On the State, Democratization and Some Conceptual Problems: A Latin American View with Glances at Some Postcomunist Countries», *World Development*, 21 (8): 1355-1369.
- O'Donnell, Guillermo. Schmitter, Philippe.** 1986. *Transiciones desde un gobierno autoritario; Conclusiones tentativas sobre las democracias inciertas*. Volume 4. Barcelone: Éditions Paidós.
- Paris Pombo, María Dolores.** 1997. *Identidades colectivas de las élites en el centro de Chiapas (1971-1993): Tuxtla Gutiérrez y San Cristóbal de las Casas*. Thèse de doctorat. Facultad latinoamericana de Ciencias sociales. SEDE México.
- Pría, Melba.** 1994. «Análisis sobre la educación básica en Chiapas, situación actual y prospectiva». Dans *Chiapas, una radiografía*, Armendáriz, María Luisa, dir. México D.F.: Fondo de Cultura Económica. 310-329.
- Robles Ramírez, Ángel. Vázquez Gómez, Jorge.** 1994. «Agricultura, población y alimentos en Chiapas». Dans *Chiapas, una radiografía*, Armendáriz, María Luisa, dir. México D.F.: Fondo de Cultura Económica. 367-384.
- Rus, Jan.** 1995. «La comunidad revolucionaria institucional: la subversión del gobierno indígena en Los Altos de Chiapas, 1936-1968». Dans *Los rumbos de otra historia*, Ruz, Mario Humberto, Viqueira, Juan Pedro, dir. México D.F.: UNAM. 251-277.
- Russell, Philip L.** 1995. *The Chiapas Rebellion*. Austin : Mexico Resource Center.
- SIPAZ.** 1998. «Actualidad: Fracaso del diálogo». In SIPAZ. *Site de l'organisation SIPAZ. Rapport: 3e année, numéro 3 (août)*, [en ligne].  
<http://www.sipaz.org/frms.htm> (Page consultée le 10 septembre 2001)
- SIPAZ.** 1998. «Chiapas: ¿Cuál vía a la democracia?». In SIPAZ. *Site de l'organisation SIPAZ. Rapport: 3e année, numéro 4 (novembre)*, [en ligne].  
<http://www.sipaz.org/frms.htm> (Page consultée le 10 septembre 2001)

- SIPAZ.** 1999. «Chiapas: asuntos pendientes para la paz». In SIPAZ. *Site de l'organisation SIPAZ. Rapport : 4e année, numéro 4 (novembre)*. [en ligne]. <http://www.sipaz.org/frms.htm> (Page consultée le 10 septembre 2001)
- SIPAZ.** 2000. «Chiapas: beligerancia militar, resistencia diplomática». In SIPAZ. *Site de l'organisation SIPAZ. Rapport: 5e année, numéro 2 (mai)*, [en ligne]. <http://www.sipaz.org/frms.htm> (Page consultée le 10 septembre 2001)
- SIPAZ.** 1999. «Chiapas: la contienda por los derechos humanos y cultura indígena sigue». In SIPAZ. *Site de l'organisation SIPAZ. Rapport: 4e année, numéro 2 (mai)*, [en ligne]. <http://www.sipaz.org/frms.htm>. (Page consultée le 10 septembre 2001)
- SIPAZ.** 1998. «Chiapas: una situación que sigue siendo explosiva». In SIPAZ. *Site de l'organisation SIPAZ. Rapport: 3e année, numéro 5 (décembre)*, [en ligne]. <http://www.sipaz.org/frms.htm> (Page consultée le 10 septembre 2001)
- Tello, Carlos.** 1995. *La rebelión de las Cañadas*. México D.F.: Cal y arena.
- Viqueira, Juan Pedro.** 1995. «Régions métisses et régions indiennes au Chiapas central, essai de chronotypologie», *Cahiers des Amériques latines* (25) : 5-26.
- Whitfield, Teresa.** 1999. «The role of the United Nations in El Salvador and Guatemala: A Preliminary Comparison». Dans *Comparative Peace Processes in Latin America*, Cynthia Arnson, dir. Washington D.C.: Woodrow Wilson Center. 257-290.
- Womack Jr., John.** 1998. *Chiapas, el obispo de San Cristóbal y la revuelta zapatista*. México D.F.: Cal y Arena.
- Zebadúa, Emilio.** 1999. *Breve historia de Chiapas*. México D.F.: Fondo de Cultura Económica; El Colegio de México; Fideicomiso de las Américas.

## ANNEXE I

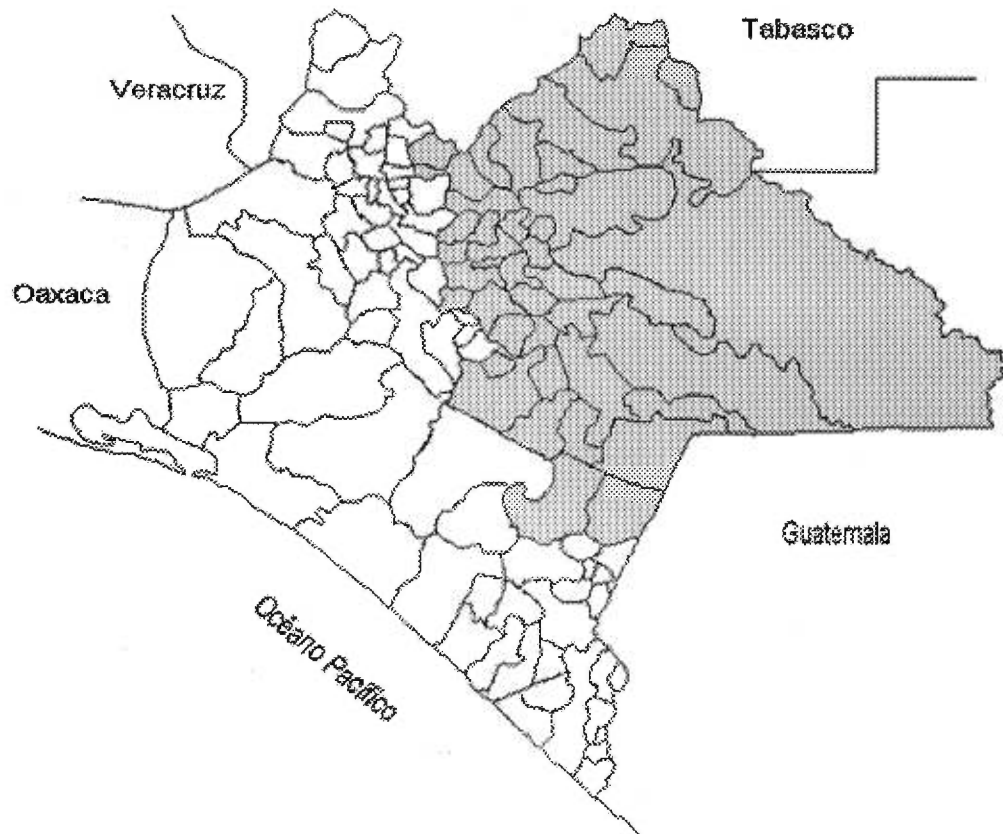
## L'état du Chiapas





## ANNEXE II

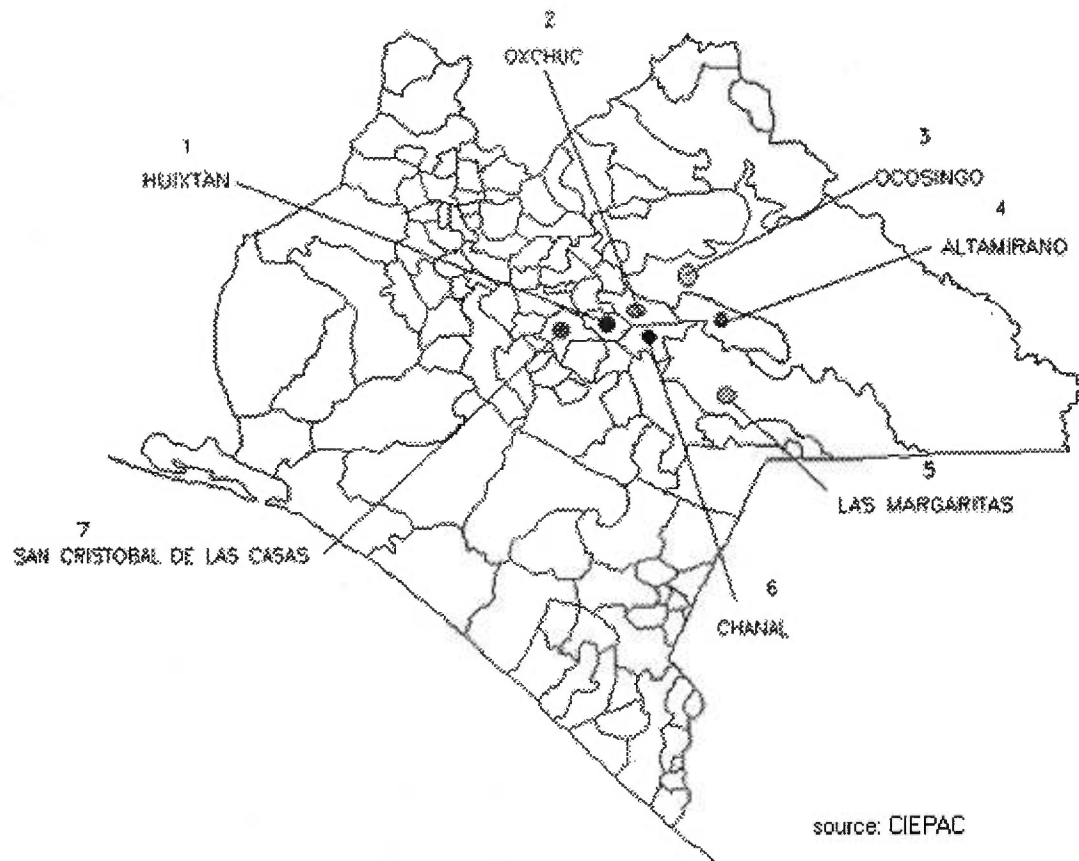
## Diocèse de San Cristóbal de las Casas



Source: Site de l'organisation CIEPAC, cartes, [en ligne].  
<http://www.ciepac.org/maps/>  
(Site consulté le 5 septembre 2000)

## ANNEXE III

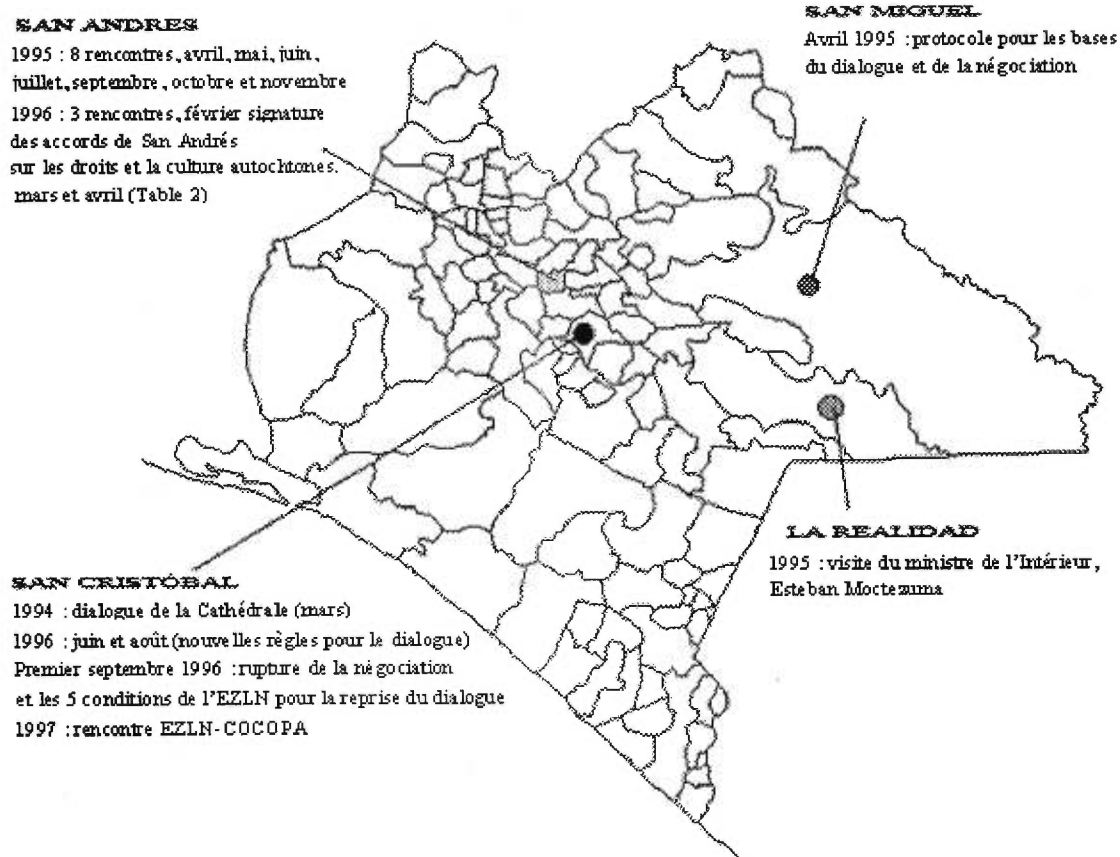
1<sup>er</sup> janvier 1994  
Villes prises par l'EZLN



Source: Site de l'organisation CIEPAC, cartes, [en ligne].  
<http://www.ciepac.org/maps/>  
(Site consulté le 5 septembre 2000)

## ANNEXE IV

## Lieux des rencontres au cours du processus de paix au Chiapas CONAI – COCOPA – EZLN - Gouvernement fédéral



Source: Site de l'organisation CIEPAC, cartes, [en ligne].

<http://www.ciepac.org/maps/>

(Site consulté le 5 septembre 2000)

## **REMERCIEMENTS**

Je remercie madame Graciela Ducatzeiler pour sa patience et sa grande compréhension. Je remercie également El Colegio de México et le Dr. Rodolfo Stavenhagen du Centro de Estudios Sociológicos (CES).